



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
415, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 OCTOBRE, 1935.

QUEBEC, SATURDAY, 5TH OCTOBER, 1935.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

4911—36—8—0

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

4912—36—8—0

Lettres patentes

Letters patent

"Cie de Construction de la Côte Nord, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Desmond A. Clarke, armateur, Wilfrid Clarke, gérant, Ernest Lawson, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux;

2. Exécuter, exercer, administrer, contrôler toutes sortes de travaux, expression dont le sens général ne doit pas être limité en aucune façon par ce qui suit, comprenant des cales, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, travaux de drainage et tous autres travaux et commodités d'utilité publique ou privée;

3. Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir des édifices et matériaux de construction, outillage et accessoires de toutes sortes, et négocier ou manufacturer tous autres articles ou choses qui peuvent être nécessaires pour permettre à la compagnie d'atteindre ses fins;

4. Exercer l'industrie de remorquage et sauvetage, et à cette fin acheter, louer, posséder et acquérir la machinerie, les remorqueurs et les autres navires qui peuvent être nécessaires;

5. Exécuter tous les travaux qui consistent à creuser et approfondir les rivières, les lacs et les cours d'eau, arroser et égoutter les terres, et tous autres travaux s'y rapportant, et à cette fin posséder, acquérir, louer des dragues, pelles à vapeur, et toute autre machinerie et accessoires nécessaires à l'exécution de travaux semblables, et exécuter les dits travaux comme entrepreneurs, sous-entrepreneurs et faire les contrats nécessaires à cette fin;

6. Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, construire, détenir ou vendre, échanger ou autrement faire le commerce et le négoce d'immeubles, terres et édifices et les droits y afférents;

"Cie de Construction de la Côte Nord, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1935, incorporating: Desmond A. Clarke, Shipowner, Wilfrid Clarke, Manager, Ernest Lawson, Accountant, all of the City of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of general contractors;

2. To execute, carry out, manage, control all kind of works, which expression, the generality of which is not to be limited in any way by the following, includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, drainage and all other works and conveniences of public or private utility;

3. To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire buildings and construction materials, supplies and equipment of all kinds, and to deal in or manufacture any other articles or things which may be necessary to permit the Company to attain its purposes;

4. To carry on the towing and salvage business, and for that purpose to purchase, lease, own, and acquire machinery, tugs and any other ships which may be necessary;

5. To execute all works for the dredging and deepening of rivers, lakes and watercourses, irrigation and drainage of lands, and all other works incidental thereto, and for such purpose to own, acquire, lease dredges, steam-shovels, and any other machinery and accessories necessary for the performance of similar works, and to execute the same as contractors, sub-contractors, and to enter into contracts necessary for such purpose;

6. To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, construct, hold or sell, exchange or otherwise deal in and with real estate, lands and buildings and rights therein;

7. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs;

8. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui peut être conduite de façon à profiter à la compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies pour des fins qui paraîtront susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus et acheter des biens meubles ou immeubles et les payer avec des actions de la compagnie;

11. Faire toutes les autres choses incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie;

12. Le bureau de direction de la compagnie sera composé de cinq directeurs, sous le nom de "Cie de Construction de la Côte Nord, Ltée", avec un capital total de deux cent mille dollars (\$200,000.00), divisé en deux mille (2000) actions ayant une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, à un endroit qui sera déterminé par les directeurs.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5315

Sous-secrétaire de la Province.

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions conferring any exclusive or non-exclusive rights;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted in such a way as to benefit the Company;

9. To promote any company or companies for purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

10. To remunerate any person or company for services rendered and to purchase assets, moveables or immoveables and to pay for same with shares of the Company;

11. To do all other things incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company;

12. The Board of Direction of the Company will be composed of five directors, under the name of "Cie de Construction de la Côte Nord, Ltée", with a total capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares having a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company shall be in the City of Quebec, at a place to be determined by the directors.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5316-o

Assistant Provincial Secretary.

"Employees' Finance Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Thomas Michael Tansey, avocat, Adolph Wilbert Legere, Gordon Lewis Bayne, tous deux commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter ou autrement acquérir, vendre, disposer et prêter des deniers sur la garantie de balances de prix réclamations envers des successions personnelles, conventions de ventes conditionnelles, billets à ordre avec gage, conventions d'achat privilégié, hypothèques sur effets mobiliers, papiers commerciaux, connaissements, récépissés d'entrepôt, montants recevables, contrats, lettres de change, certificats de créance, actions, obligations, titres éventuels, et toutes sortes de papiers commerciaux et de titres de créance de toutes sortes et de toute nature quelconques, et recevoir et accepter de leurs souscripteurs, vendeurs ou cessionnaires, des garanties ou autres obligations pour l'exécution et le paiement d'iceux, et sanctionner ces garanties et convertir ces obligations;

2. Prêter des deniers aux termes et conditions, et au taux d'intérêt qui seront considérés recommandables, et prendre les garanties pour le remboursement du capital et des intérêts et l'exécution des conditions, que la compagnie jugera à propos;

3. Faire des emprunts d'argent pour le ou les montants, aux taux d'intérêt et aux termes et conditions jugés convenables; engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées avec les intérêts, et à l'exécution des termes et conditions et, s'il y a lieu, hypothéquer ou donner en gage la totalité ou toute partie des biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie,

"Employees' Finance Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1935, incorporating: Thomas Michael Tansey, Advocate, Adolph Wilbert Legere, Gordon Lewis Bayne, both Clerks, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To buy or otherwise acquire, sell, deal in and loan money on the security of balances of price, claims to personal estate, conditional sales agreements, lien notes, lien purchase agreements, chattel mortgages, trade paper, bills of lading, warehouse receipts, amounts receivable, contracts, bills of exchange, certificates of indebtedness, stocks, bonds, choses-in-action, and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of every kind and nature whatsoever, and to receive and accept from the makers, vendors or transferors thereof, guarantees or other securities for the performance and payment thereof, and to enforce such guarantee and realize on such security;

2. To lend money on such terms and conditions and at such rate of interest as may be considered advisable, and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions, as the company may think proper;

3. To borrow money in such sums or sum, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's moveable or immoveable

pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts et l'exécution des termes et conditions; et émettre des attestations, certificats ou titres de créance;

4. Agir comme courtiers en assurance et comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et le recouvrement de deniers et accepter et accomplir comme procureurs, agents ou autrement toute transaction d'affaires, le placement de fonds, le recouvrement de prêts, et l'émission et la confection, la manipulation et le recouvrement d'hypothèques, débiteures, obligations, comptes, billets, coupons et autres valeurs ou argents;

5. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal et détenir soit comme propriétaire ou comme garantie supplémentaire ou autrement, et vendre, en garantissant la vente ou faire le commerce d'hypothèques, gages, balances de prix garantis par privilèges ou autrement, réclamations, conventions d'achats ou de ventes et obligations de toute nature et description, et aussi des obligations, débiteures, parts, actions, et autres valeurs, lettres de change, effets de commerce, récépissés d'entrepôts, billets promissaires, conventions de vente conditionnelle, contrats, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et titres de créance de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie bancaire ou d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre compagnie ou corporation ou individu ou association, et transiger et faire les opérations d'une agence générale de finance, de placement et de courtage, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

6. Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles de toutes sortes et droits et en particulier des terrains, édifices, exploitations et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques ou charges sur les propriétés mobilières, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, permis, valeurs, polices, dettes actives et tout intérêt sur des biens mobiliers ou immobiliers toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toutes personnes ou compagnies et privilèges et titres éventuels de toutes sortes;

7. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou de toutes compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, et les payer, en tout ou en partie, avec le consentement de telles personnes ou compagnies, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

8. Prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles autres personnes ou compagnies; et acquérir aussi toutes actions ou valeurs dans toutes telles compagnies, les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

9. Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions du capital ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exploitant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

10. Prélever et contribuer à prélever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débiteures ou autres valeurs ou autrement, toute autre personne, avec laquelle cette compagnie peut

property to secure the repayment of the sums so borrowed interest and the fulfilment of the terms and conditions; and to issue acknowledgments, certificates or evidences of debt;

4. To act as insurance brokers and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money and to accept and fulfil, as attorneys, agents or otherwise any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, and the issuing, making, handing and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

5. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of or deal in hypotheses, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description and also in bonds, debentures, stocks, shares, and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, promissory notes, conditional sales agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

6. To buy, or otherwise acquire and hold, sell and deal in real and personal property of all kinds and rights and in particular, lands, buildings, business or industrial concerns and undertakings, mortgages or charges on moveable properties, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts, and any interest in moveable or immoveable properties, any claims against such properties or against any person or companies and privileges and choses-in-action of all kinds;

7. To acquire the assets, enterprises, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or any companies carrying on any industry or business, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

8. To lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such other person or company; and also to acquire any shares or securities in any such company, to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

9. To subscribe for, take or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

10. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, with whom the company may have business relations,

avoir des relations d'affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

11. Vendre, louer la totalité ou aucune partie de la propriété, du commerce ou entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

12. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières et négocier pour l'a hat, la vente, l'échange ou la location des immeubles et propriété immobilière, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles et courtiers dans toutes ses spécialités;

13. Acheter ou autrement acquérir et vendre, échanger, louer, hypothéquer, charger, faire valoir, disposer et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles et droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité de ce qui précède, plus particulièrement avec des baux, options, contrats, obligations, exploitations et entreprises de toute description;

14. Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir ou réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exerce ou qu'a l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

15. Etablir des agences et succursales;

16. Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

17. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

18. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune dépenses incidentes à sa formation et à son organisation;

19. Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissaires, lettres de change, obligations, débetures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis par des hypothèques, nantissements ou autrement, sans limite quant ou montant, et les garantir par hypothèques, nantissements ou autrement;

20. Exercer le commerce d'agents financiers et de placements, et acheter, vendre et faire le commerce, soit comme partie principale ou agent, des actions, obligations, débetures, hypothèques sur les immeubles et sur les biens personnels, valeurs, billets et obligations de toutes sortes, percevoir et disposer des intérêts, dividendes ou revenus sur ou de telles actions, bons, débetures, hypothèques, valeurs, billets et autres obligations;

21. Avec l'approbation des actionnaires rémunérer toute personne, y compris les directeurs de la compagnie, pour services rendus à la compagnie, de la manière que la compagnie le jugera à propos et plus particulièrement par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement libérées, mais rien de contenu dans cette clause ne pourra limiter le pouvoir des directeurs

and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

11. To sell, lease, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

12. To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property and generally to carry on the business of real estate agents and brokers in all its branches;

13. To purchase, or otherwise acquire and to sell, exchange, lease, mortgage, charge, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal, and rights and interests of all kinds moveable and immoveable, corporeal and incorporeal, and without altering the generality of the foregoing, more particularly with lease, options, contracts, obligations, business concerns and undertakings of every description;

14. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the company has business relations;

15. To establish branches and agencies;

16. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

17. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies Act, any property or assets of the company and in particular any shares, bonds, debenture stock or other securities of or in any other manner belonging to this company or which it may have power to dispose of;

18. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

19. To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidence of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

20. To carry on business as financial and investment agents and to buy, sell and deal in either as principal or agent stock, bonds, debentures, mortgages on real estate and on personal property, securities notes, and obligations of all kinds, to collect and dispose of interests, dividends or income upon or from such stocks, bonds, debentures, mortgages, securities notes, and other obligations;

21. With the approval of the shareholders to remunerate any person, including the directors of the company, for services rendered to the company in such manner as the company may deem expedient and more particularly by the issue and allotment of shares, bonds, or other securities of the company, wholly or partly paid up, but nothing in this clause contained shall be deemed to limit the power of the directors to fix and pay

de fixer et de payer le salaire d'aucun et de tous officiers, serviteurs, agents et employés de la compagnie;

22. Exercer toute autre commerce qui pourrait être exercé convenablement par la compagnie en même temps que son commerce ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

23. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme parties principales, agents à commission ou autrement, entrepreneurs ou par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

24. S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

25. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou aucun d'eux, sous le nom de "Employees' Finance Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5317 Sous-secrétaire de la Province.

the salary of any and all officers, servants, agents and employees of the company;

22. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

23. To do all or any of the above things as principals, agents, on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

24. To consolidate or amalgamate with any other company, having objects in whole or in part similar to those of this company;

25. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of all the above objects or any of them, under the name of "Employees' Finance Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5318-o Assistant Provincial Secretary.

"La Maison Joseph Boumansour, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Joseph Boumansour, Charles Auguste Rhéault, Émile-A. Garneau, tous Marchands, de la cité et du district de Trois-Rivières, Québec, Canada, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail de toutes sortes de chaussures, merceries, vêtements pour hommes, garçons, garçonnets, dames et fillettes, marchandises sèches, fournitures de tailleurs, fourrures, soieries, satins, lainages, tissus, étoffes de toutes sortes, drap et coton; et nouveautés de toutes espèces et description;

Exercer le commerce et l'industrie de tailleurs pour dames et messieurs et manufacturiers de vêtements, confections et toutes spécialités des dits commerce et industrie;

Exercer tous ou aucun autre commerce comme costumiers, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, fabricants, importateurs et marchand en gros et en détail de coton et tissus de toute sorte; et faire tous autres commerces et exercer toute industrie que les directeurs jugeront utiles aux intérêts de la compagnie;

Acheter et vendre, négocier, faire le commerce, importer et exporter trafiquer en gros et en détail toutes sortes de fourrures, sous-produits à l'état brut et préparés et leurs accessoires, tailler, modifier et finir la fourrure et peaux de fourrure et en fabriquer les vêtements ou autrement les transformer pour le marché;

Exercer le commerce de trafiquants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, trafiquants et distributeurs de toutes et aucune des marchandises sus énumérées et à cet effet faire aucune et toutes autres choses se rapportant à la marchandise;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer

"La Maison Joseph Boumansour, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September 1935, incorporating: Joseph Boumansour, Charles Auguste Rhéault, Émile A. Garneau, all merchants, of the city and district of Trois-Rivières, Quebec, Canada, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail merchants and dealers in all kinds of shoes, haberdashery, clothing for men, youths, boys, ladies and misses, drygoods, tailors' trimmings, furs, silks, satins, woollens, textiles, fabrics of all kinds, cloth and cotton; and novelties of all kinds and description;

To carry on the business and industry of ladies' and gentlemen's tailors and makers of clothing, apparel and any specialties of the said business and industry;

To carry on all or any other business as costumiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, manufacturers, wholesale and retail importers and merchants of cotton and fabrics of all kinds; and to carry on any other business and industry which the directors may deem useful in the interest of the company;

To purchase and sell, trade, carry on the business of, import and export, deal in both wholesale and retail all kinds of furs, by-products thereof in the raw or prepared state and their accessories, to cut, alter and finish furs and pelts and to manufacture clothing or otherwise convert the same for the market;

To carry on the business of traders, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers or distributors of all or any of the foregoing merchandise and for such purpose to do all or any other things incidental to the merchandise;

To apply for, obtain, register, purchase, lease

ou autrement acquérir et détenir, être propriétaire de, utiliser, exploiter, introduire et vendre, assigner ou autrement disposer d'aucune et de toutes marques de commerce, inventions, améliorations, posséder et utiliser, développer, mettre en valeur toutes les choses susdites;

Acheter, assumer, échanger, se charger ou autrement acquérir comme une industrie en exploitation la totalité ou aucune partie du commerce, biens ou obligations de toute personne, société, firme, association ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer et payer telle acquisition en actions acquittées de la dite compagnie ou autrement;

Acquérir pour location ou achat et ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, agences, comptoirs dans des magasins à rayons et vendre aucun ou tous produits de la compagnie;

Agir comme facteurs, courtiers et agents pour tous effets, articles et marchandises;

Prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute personne, firme ou corporation avec laquelle la compagnie est en relations d'affaires;

Accepter en garantie de dettes envers la compagnie des obligations, débetures, actions, immeubles ou gages de toute personne, firme ou corporation;

Se fusionner, acquérir, acheter ou louer en tout ou en partie toute firme ou corporation exerçant un commerce similaire à celui de la présente compagnie et émettre, répartir des actions entièrement acquittées de capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tout fonds de commerce, biens réels, personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes et de tous droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie;

Après autorisation par un règlement sanctionné par un vote d'au moins deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre tel règlement en considération, les directeurs pourront périodiquement:

a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b) Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix qui seront jugés judicieux;

c) Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future de la compagnie pour garantir pour telles fins et constituer l'hypothèque, le mortgage ou le gage mentionnés dans le sous-paragraphe par acte de fiducie, selon les articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (S. R. Q., 1925) ch. 227 ou d'aucune autre manière;

d) Hypothéquer ou grever la propriété mobilière de la compagnie, donner en garantie ou autrement affecter la propriété mobilière ou fournir toutes les garanties pour assurer le remboursement des emprunts contractés autrement que par l'émission de débetures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou d'une obligation;

Faire les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "La Maison Joseph Boumansour, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

or otherwise acquire and hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-marks, inventions, improvements, to possess and utilize, develop, turn to account all the aforesaid objects;

To purchase, assume, exchange, take over or otherwise acquire as a going concern, the whole or any part of the business, assets and liabilities of any person, partnership, firm, association or company carrying on a business which the company is authorized to carry on, and to pay for such acquisition in paid up shares of the said company or otherwise;

To acquire for lease or purchase and to open and operate branches, factories, warehouses, stores, agencies, counters in departmental stores and to sell any or all the products of the company;

To act as factors, brokers and agents for any goods, wares and merchandise;

To lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or corporation with whom the company may have business relations;

To accept as security for debts towards the company the bonds, debentures, shares, immovables, or mortgages of any person, firm or corporation;

To amalgamate with, acquire, purchase or lease in whole or in part any firm or corporation carrying on a business similar to that of the present company and to issue, allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any stock in trade, property, real or personal, movable, immovable or mixed and of any rights and concessions purchased or acquired by the company;

When authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed capital of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may periodically:

a) Borrow money upon the credit of the company;

b) Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c) Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, Chap. 227, (R. S. Q., 1925), or in any other manner;

d) Hypothecate or mortgage the immovable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation;

To do any other such things as may be incidental or necessary for the attainment of the above purposes, under the name of "La Maison Joseph Boumansour, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières. Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5319-o Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières. Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of September 1935.

ALEX. DESMEULES,
5320 Assistant Provincial Secretary.

"Palais Sohmer, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Georges Serouille-de-Ber, Jean Bonnel, Agents d'affaires, et Louis Serouille-de-Ber, Agent d'assurances, tous de la Cité de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, ouvrir et opérer des amphithéâtres, théâtres, scènes, lieux et salles de tous genres pour y donner, exhiber, montrer, exploiter et faire entendre toutes sortes de spectacles, d'amusements, de récréations, de séances sportives, musicales, chorales, symphoniques, lyriques, littéraires ou autres, ainsi que vaudevilles, cirques ménageries, lutte, boxe, tennis, danses, concerts de tous genres, attractions de vedettes, projections, opéras, opérettes, conférences de tous genres et de toutes natures, concours musicaux, concours de gymnastique, expositions, auditions, et en général exhiber, montrer, faire entendre et donner en spectacle tout ce qui peut être légalement montré, exhibé ou entendu dans un but d'amusement, de récréation ou de quelconque satisfaction;

Tenir, louer et exploiter dans les bâties de la compagnie, des lieux de rafraîchissements, tavernes licenciées, bars, cafés, restaurants, tabacs, cigares et cigarettes, bonbons, pâtisseries, et tous jeux et privilèges permis par les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux;

Acquérir par achat, échange ou autrement des terrains et lots de terres et bâtir, construire et ériger, acheter ou autrement acquérir et détenir à bail ou autrement toutes propriétés immobilières jugées nécessaires à l'exercice de l'industrie de la Compagnie, et les payer en numéraire, en obligations ou en actions de la Compagnie;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et les vendre ou échanger autrement en disposer comme il sera jugé convenable;

Emprunter sur le crédit de la Compagnie; émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la Compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la Compagnie, ou donner en garantie les biens meubles de la Compagnie ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour la Compagnie;

Acheter, acquérir, souscrire ou posséder de toutes autres manières les actions, obligations ou débetures de toutes autres compagnies, corporations, ou corps publics, et en donner paiement par des actions, débetures, obligations, argents ou autres sécurités ou effets de cette compagnie, avec pouvoir de les conserver, vendre ou autrement en disposer par voie de vote ou autrement en garantir le paiement en principal, dividendes

"Palais Sohmer, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1935, incorporating: Georges Serouille-de-Ber, Jean Bonnel, business agents, and Louis Serouille-de-Ber, insurance agent, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To establish, open and operate amphitheatres, theaters, stages, places and halls of all kinds wherein to give, exhibit, show, operate and reproduce all kinds of representations, amusements, recreation, sporting, musical, choral, symphonic, lyric, literary or other productions as well as vaudeville, circuses, menageries, wrestling, boxing, tennis, dancing, concerts of all kinds, stage attractions, lantern slides, operas, operettas, lectures of all kinds and nature, musical competitions, gymnastic competitions, expositions, auditions, and generally all productions that can be legally shown, exhibited or reproduced with a view to amusement, recreation or entertainment whatsoever;

To hold, lease and operate in the buildings of the company licensed taverns, bars, cafés, restaurants, tobacco, cigar and cigarette stands, candy and pastry counters, and any games and privileges permitted by Federal, Provincial and Municipal laws and regulations;

To acquire by purchase, exchange or otherwise lands and building lots, to build, construct and erect, buy or otherwise acquire and hold on lease or otherwise any immovable properties deemed necessary for the carrying on of the industry of the company, and to pay for the same in cash, bonds or shares of the company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable properties, and any rights and privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its industry and to sell, exchange or otherwise dispose thereof as may be deemed expedient;

To borrow on the credit of the company; issue bonds, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for such prices and sums as may be deemed expedient;

To hypothecate or give as security the immovables of the company, or give as security the movable properties of the company or give both to secure the payment of such bonds, debentures or other securities of for any loans of money made for the company;

To purchase, acquire, subscribe for or own in any other manner the shares, bonds or debentures of any other companies, corporations or public bodies, and to give in payment shares, debentures, bonds, cash or other securities or chattels of the present company, with power to conserve, sell or otherwise dispose thereof through vote or otherwise to guarantee the payment of the capital thereof and dividends or

ou intérêts; promouvoir toutes compagnies ou corporations ayant absolument ou partiellement les mêmes fins que cette Compagnie, ou faire et exercer tous commerces ou industries se rapportant directement ou indirectement à l'objet et aux fins de cette Compagnie;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie du commerce et de l'entreprise de la Compagnie en faveur d'une personne, société ou corporation, et accepter en considération de cette vente, de ce bail ou de ce transfert des argents, ou des actions, des obligations ou valeurs d'aucune autre Compagnie ou corporation;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement soit en tout ou en partie de tous biens meubles ou immeubles, services, droits, baux, commerces, franchises, privilèges, entreprises, pouvoirs, brevets, inventions, permis ou concessions que cette Compagnie pourrait légalement acquérir ou exploiter et en accepter paiement ou en partie de paiement ou en échange des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies exerçant un commerce semblable à celui de la Compagnie ou s'y rapportant;

Rémunérer en argent, actions, obligations ou autrement toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la Compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs relativement à la formation ou à la promotion de la Compagnie ou la conduite de ses affaires;

Payer à même les fonds de la Compagnie les dépenses se rapportant à l'incorporation et à l'organisation de la Compagnie;

Placer et transiger avec les argents non immédiatement requis de la Compagnie de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Faire des conventions avec tous gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres qui paraîtront avantageuses pour les objets et fins de la Compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de tel gouvernement ou autorité, tous droits, privilèges et concessions que la Compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer et satisfaire à tous tels conventions, droits, privilèges et concessions;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Généralement exercer toutes autres affaires ou industries qui pourraient être exercées par cette Compagnie, en rapport avec ses objets et ses fins ou qui pourraient être exercées afin de mettre en valeur quelqu'un ou tous les droits ou propriétés de cette Compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées en qualité de principaux ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres personnes;

Se joindre avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie;

Distribuer en espèces ou en nature, par dividendes ou autrement, aucun des biens de la Compagnie parmi les membres et particulièrement des actions acquittées, débetures ou obligations de toutes autres compagnies;

Faire tous les actes ou opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de la Compagnie;

Tout pouvoir mentionné dans un paragraphe

interest thereon; to promote any other companies or corporations having wholly or partly the same objects as the present company, or to carry on or exercise any business or industries connected directly or indirectly with the object and purposes of the present company;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the company in favour of any person, partnership or corporation, and to accept in consideration for such sale, lease or transfer, cash or shares, bonds or securities of any other company or corporation;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any movable or immovable properties, services, rights, leases, business, franchises, privileges, undertakings, powers, patents, inventions, licenses or concessions which the present company may lawfully acquire or operate and to accept in payment or part payment or in exchange thereof, shares, bonds, debentures or other securities of any other companies carrying on a business similar to that of the company or incidental thereto;

To remunerate in cash, shares, bonds or otherwise any persons or companies for services rendered or to be rendered, in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of the shares of the capital of the company or any debentures or other securities in connection with the formation or the promotion of the company or the conduct of its business;

To pay out of the funds of the company the expenses connected with the incorporation and organization of the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such a manner as may be determined from time to time;

To make arrangements with any governments or municipal, local or other authorities which may seem advantageous for the objects and purposes of the company or any one thereof, and to obtain from such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may deem desirable to obtain, and to execute, exercise and comply with any such conventions, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Generally to carry on any other business or industry which may be carried on by this company, in connection with its objects and purposes or which may be carried on with a view to rendering profitable any or all the rights or properties of the present company;

To do all or any of the foregoing things as principals or otherwise, either alone or jointly with other persons;

To amalgamate with any other company, having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To distribute in specie or kind, by way of dividends or otherwise, any of the assets of the company among the members and particularly paid-up shares, debentures or bonds of any other companies;

To do all acts and operations which are incidental to the foregoing, or which may be conducive to the realization of the objects of the company;

No power mentioned in any paragraph hereof

ne devra pas limiter ou restreindre le sens des termes employés dans un autre paragraphe, sous le nom de "Palais Sohmer, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en soixante-quinze mille (75,000) actions sans valeur au pair ou nominale et en quatre mille (4000) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quatre cent quinze mille dollars (\$415,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Les actions privilégiées auront privilège et priorité sur tout l'actif de la Compagnie et quant au paiement d'un intérêt cumulatif de 7%. Elles seront à l'option de la Compagnie rachetables en aucun temps à quinze jours d'avis, au pair plus les intérêts courus et impayés et plus une prime qui ne pourra en aucun cas dépasser 10% de leur valeur au pair. Elles ne seront pas votantes.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5321-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Protective Clothing Association of the Province of Quebec, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1935, constituant en corporation sans capital-actions: Jack Victor, Abraham I. Cohen, Philip Lazar, Hyman Korenberg et William Schechter, manufacturiers, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir le bien-être des membres de l'association, et de ceux qui dans la suite rejoindront l'association, en tout ce qui concerne leur industrie de manufacturiers de vêtements et de patrons;

2. Discuter toutes les questions concernant un ou plusieurs membres de l'association dans leurs relations entre eux; leurs employés ou une association ou union à laquelle leurs employés peuvent appartenir;

3. Discuter les questions concernant l'exploitation de leur commerce et les conditions de l'industrie de la confection pour hommes, en autant que cela peut affecter le bien-être ou les intérêts d'un ou de plusieurs membres de l'association;

4. Exiger des membres une convention par écrit, d'observer toute convention légale passée de la part des membres entre eux avec toute organisation ouvrière à laquelle les employés d'un ou de plusieurs membres peuvent appartenir ou avec toute autre autorité constituée;

5. L'association aura le droit de demander ou d'exiger un cautionnement de chacun et d'aucun de ses membres comme garantie de l'exécution de toute convention passée entre l'association et un ou plusieurs de ses membres ou—et l'observance de ses lois générales ou règlement spécial. Ce cautionnement peut être confisqué quand un comité de l'association trouve qu'un membre a manqué à ses engagements ou a violé les lois générales de l'association ou un règlement spécial en vue d'atteindre les objets de l'association;

6. Se joindre ou s'associer avec d'autres organisations ayant des objets semblables, en aucune

shall limit or restrict the interpretation of the terms of any other paragraph, under the name of "Palais Sohmer, Limitée".

The capital stock of the company is divided into seventy five thousand (75,000) shares without par or nominal value and into four thousand (4000) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amount with which the company shall commence its operations shall be four hundred and fifteen thousand dollars (\$415,000.00).

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at a price to be fixed by the directors.

The preferred shares shall have preference and priority over all the assets of the company and as to the payment of a cumulative interest of 7%. They shall, at the option of the company, be redeemable, at any time, after fifteen days' notice, at par plus all accrued and unpaid interest and plus a premium which at no time shall exceed 10% of their par value. They shall be non-voting.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5322

Assistant Provincial Secretary.

"Protective Clothing Association of the Province of Quebec, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1935, to incorporate as a corporation without share capital: Jack Victor, Abraham I. Cohen, Philip Lazar, Hyman Korenberg and William Schechter, manufacturers, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To promote the welfare of members of the Association, and those who may hereafter join the Association, in all that relates to their business as manufacturers of clothing and employers;

2. To discuss all questions affecting any one or more members of the Association in their relations with one another; their employees or an association or union to which their employees may belong;

3. To discuss questions relating to the carrying on of their business and conditions in the men's clothing industry, insofar as it may affect the welfare or interests of any one or more members of the Association;

4. To demand from members an undertaking in writing, to carry out any legal agreement entered into on the part of members with one another, with any labor organization to which employees of any one or more members may belong, or other constituted authority;

5. The Association shall have the right to demand or exact a bond from each and any of its members as a guarantee for the fulfilment of any agreement entered into between it and any one or more of its members or and the complying with its general laws or a special by-law. Such bond may be forfeited when a committee of the association finds that a member is in default of his obligation or has violated the general laws of the association or a special by-law to more fully carry out the objects of the Association;

6. To join or associate with other organizations with similar objects in any one of the several

des différentes provinces du Dominion, dans le but de promouvoir les fins et objets de l'association, sans préjudice aux droits des membres ou aucune obligation qu'ils peuvent avoir contractée au moyen d'une entente avec l'association ou une union de travailleurs, ou leurs employés;

7. Etablir des classes de membres et fixer les cotisations d'entrée et de membre et les cotisations spéciales, conformément aux règlements que l'association peut adopter;

8. Prescrire les termes d'admission comme membre;

9. Employer aucune et toutes personnes et assistance professionnelle qui peuvent être requises ou jugées nécessaires à l'exercice des objets de l'association;

10. Imposer les pénalités que les directeurs ou qu'un comité spécial croira recommandables, aux membres qui ont violé un ou plusieurs règlements de l'association;

11. Suspendre ou expulser de l'association, un ou plusieurs membres ayant violé un ou plusieurs règlements, après qu'un avis en conséquence ait été donné à ce membre des accusations portées contre lui;

12. Passer des règlements fixant l'heure et le lieu des assemblées et les devoirs des différents officiers et employés de l'association;

13. Procurer une place d'affaires permanente pour l'association et procurer aux membres de l'association et aux visiteurs des autres provinces et pays, des privilèges sociaux;

14. Discuter et projeter les voies et moyens d'améliorer les conditions dans la fabrication et la distribution des produits d'un ou de plusieurs membres de l'association;

15. Faire les suggestions aux municipalités, aux gouvernements provincial et fédéral, que l'association ou ses officiers dûment autorisés pourront recommander, en rapport avec le bien-être économique et social de ses membres, leurs employés et la santé publique;

16. En général faire aucune chose légale et jugée propre à l'avancement des intérêts d'un ou de plusieurs membres de l'association, ou l'association dans son ensemble par tous les moyens, mesures, ententes et conventions, qui sont de nature à contribuer à promouvoir le bien-être d'un ou de plusieurs membres de l'association dans l'exercice de leur commerce et le bien-être de l'industrie de la confection;

17. Si l'association considère qu'il est recommandable ou désirable de le faire, établir des divisions, zones et succursales, à travers la province, lesquelles divisions, zones ou succursales pourront, quant elles auront été créées, conformément aux règlements de l'association, élire les officiers ou comités que les dits règlements leur permettent, sujet en tout temps à l'autorisation et la surveillance du corps principal, qui peut déléguer une partie de son autorité aux officiers ou comités nommés ou élus par ces divisions;

18. Adopter et se conformer aux dispositions ou autres mesures qui permettront à l'association de promouvoir et maintenir la paix industrielle dans l'industrie de la confection pour hommes;

19. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens réels ou personnels ou tous droits ou privilèges que l'association croira être nécessaires ou appropriés dans le but d'exercer ses objets;

20. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables. Et généralement faire aucune et toutes choses incidentes à ce qui précède, en tout

Provinces of the Dominion, calculated to promote the purposes and objects of the Association, without prejudice to the rights of the members or any obligation into which they may have entered through an understanding with an association or union of workers, or their employees;

7. To establish classes of membership and fix entrance and membership fees and special assessments, in accordance with such by-laws as the Association may adopt;

8. To prescribe the terms of admission to membership;

9. To employ any and all persons and professional assistance as may be required or deemed necessary, to carry out the Association's objects;

10. To impose such penalties as the Directors or a special committee may deem advisable, upon members contravening any one or more of the Association's by-laws;

11. To suspend or expel from the Association, any one or more members violating any one or more by-laws, after due notice has been given such member of the charges against him;

12. To pass by-laws fixing the time and place of meetings and the duties of the several officers and employees of the Association;

13. To provide permanent quarters for the Association and extend to members of the Association and visitors from other provinces and countries, social privileges;

14. To discuss and devise ways and means of improving conditions in the manufacture and distribution of the products of any one or more members of the Association;

15. To make representations to the Municipal, Provincial and Federal Governments as the Association or its duly authorized officers may recommend, in relation to the economic and social welfare of its members, their employees and the public health;

16. To generally do anything that is deemed proper and legal to advance the interests of any one or more members of the Association, or the Association as a whole by all such means, measures, understandings and agreements, as are likely to contribute to promoting the welfare of any one or more members of the Association in the carrying on of their business and the welfare of the clothing industry;

17. If the Association considers it advisable or desirable, establish sections, zones and branches, throughout the Province, which sections, zones or branches may, when created, in accordance with the by-laws of the Association, elect such officers or committees as the said by-laws permit, subject at all times to the authority and supervision of the parent body, which may delegate part of its authority to the officers or committees appointed or elected by such sections;

18. To adopt and carry out such plans or other measures as will permit the Association to promote and maintain industrial peace in the men's industry;

19. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the Association may think necessary or convenient, for the purpose of carrying out its objects;

20. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments. And generally to do any and all things incidental to the foregoing, in all that

ce qui a rapport au bien-être des membres de l'association engagés dans la fabrication ou la production des vêtements pour hommes et enfants, sous le nom de "Protective Clothing Association of the Province of Quebec, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la compagnie peut posséder est de \$50,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5323

Sous-secrétaire de la Province.

relates to the welfare of members of the Association engaged in the manufacture or production of men and children's wearing apparel, under the name of "Protective Clothing Association of the Province of Quebec, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the Company may possess, is to be limited, is \$50,000.00.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5324-o

Assistant Provincial Secretary.

"Strand Window Cleaning Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Solon Eliasoph, Nathan Solomon, Louis A. DeZwirek, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

A.—Exercer l'industrie qui consiste à nettoyer les vitres et polir, laver les enseignes et boiseries;

B.—Acquérir par achat, location ou autrement, ériger, construire, exploiter, améliorer, et faire le commerce d'immeubles, moulins, fabriques, édifices et travaux de toute description et généralement convertir et approprier tous terrains et propriétés;

C.—Prendre comme garantie de toutes dettes de la compagnie des mortgages et hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie;

D.—Donner des mortgages et hypothèques sur les propriétés de la compagnie aux créanciers de la compagnie et disposer des dits mortgages ou hypothèques;

E.—Manufacturer et négocier les articles et machineries qui sont ordinairement négociés par des compagnies semblables;

F.—Conclure des arrangements avec toute firme, individu ou autorité municipale ou autre qui sembleront favorables aux objets de la compagnie, et obtenir des droits, concessions ou privilèges d'exploiter et d'exercer aucun des objets de la compagnie;

G.—Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

H.—Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et tous autres effets négociables ou transférables;

I.—Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et en donner une garantie collatérale;

J.—Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises, entreprises et affaires de toute telle personne ou firme et en assumer les responsabilités, et les payer en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "Strand Window Cleaning Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

"Strand Window Cleaning Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1935, incorporating: Solon Eliasoph, Nathan Solomon, Louis A. DeZwirek, all advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

A.—To carry on the business of window cleaners and polishers, washers of signs and wood-work;

B.—To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, operate, improve and deal in real estate, mills, factories, buildings and works of every description and generally to deal with and improve land and property;

C.—To take security for any debt to the company, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

D.—To grant mortgages and hypothecs on the property of the company to creditors of the company, and to dispose of said mortgages or hypothecs;

E.—To manufacture and deal in goods and machinery as are usually dealt in by similar companies;

F.—To enter into any arrangement with any firm, individual or municipal or other authorities, that may seem conducive to the company's objects and to obtain rights, concessions or privileges to carry out and exercise any of the company's objects;

G.—To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

H.—To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any negotiable or transferable instruments;

I.—To borrow money on the credit of the company and to give collateral security for same;

J.—To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings, and business of any such person or firm and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same in cash, shares, bonds or other securities of the company, under the name of "Strand Window Cleaning Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5325

Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5326-o

Assistant Provincial Secretary.

"Vaughn's Barber School, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Dollard-L. Vaughn, Arthur Moreau, Barbiers, Léo Boucher, Embouteilleur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, conduire, opérer et maintenir des ECOLES pour l'instruction et l'enseignement de l'art et de la profession de Barbier et coiffeur; d'administrer des coupes de cheveux, shampoos, ondulations permanentes et tout autre traitement au cuir chevelu, à la figure, à la tête, aux ongles, à la peau, en général enseigner la culture de la toilette et de la beauté;

D'administrer des coupes de cheveux, shampoos, ondulations permanentes et tous autres traitements au cuir chevelu, à la figure, à la tête, aux ongles, à la peau, et généralement faire affaire comme tenanciers d'échoppes de barbiers et de salons de coiffure et de beauté;

Eriger, maintenir, opérer et conduire des échoppes de barbier, salons de coiffures et de manucures, et établissements de cirage de chaussures, et faire tous les actes nécessaires ou convenables pour atteindre les objets ci-dessus;

En rapport avec les fins de la Compagnies, et dans le but de profiter directement ou indirectement à la Compagnie, ou d'augmenter la valeur de ses propriétés, faire affaires comme perruquiers, parfumeurs, propriétaires de magasins de tabacs, cigares, cigarettes, et de liqueurs douces, de vestiaires, salles de lecture, d'écriture, et de journaux, bibliothèques, lieux d'amusements, récréations, sports, divertissements et instructions de toutes sortes en rapport avec ce qui précède;

Manufacturer, acheter, vendre ou faire autrement le commerce d'accessoires pour les barbiers et coiffeurs en général, ainsi que toutes sortes d'articles de toilette, d'inventions mécaniques et de parfums;

Demander, acheter ou acquérir autrement des brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour l'une des fins quelconques de la Compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la Compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage, ou faire valoir autrement les biens, droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement les biens mobiliers et immobiliers, et en particulier la machinerie, le matériel et les marchandises, ainsi que les droits ou les privilèges que la Compagnie jugera nécessaires convenables pour les fins de son établissement, et de la conduite de ses affaires;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la Compagnie présentement constituée, en paiement de tout commerce, franchise, entreprise, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, licences, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou

"Vaughn's Barber School, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1935 incorporating: Dollard L. Vaughn, Arthur Moreau, barbers, Léo Boucher, bottler, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, conduct, operate and maintain SCHOOLS for the instruction and teaching of the art and profession of barber and hairdresser; to cut hair, give shampoos, permanent waves and all other scalp, facial, head, nail and skin treatments, in general to teach beauty culture in its various lines;

To cut hair, give shampoos, permanent waves, scalp, facial, head, nail and skin treatments and in general to carry on business as keepers of barber shops, hairdressing and beauty parlours;

To erect, maintain, operate and conduct barber shops, hairdressing and manicure parlours, shoe-shine establishments, and to do all acts necessary or suitable for the attainment of the foregoing objects;

In connection with the purposes of the company, and with a view to directly or indirectly benefitting the company, or of enhancing the value of its properties to carry on business as wig makers, perfumers, proprietor of tobacco, cigar and cigarette and soft-drink stores, cloak-rooms, reading, writing and newspaper rooms, libraries, premises for recreation, sports attractions and instruction of all kinds in connection with the above;

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in accessories for barbers and hairdressers in general, as well as in all kinds of toilet goods, mechanical inventions and perfumes;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, licenses, concessions and the like conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information respecting any invention which may be used for any of the purposes whatsoever of the company or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the company, and to use exercise, develop and grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the properties, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange hire or otherwise acquire movable and immovable properties, and in particular the machinery, material and merchandise, as well as the rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its establishment, and the conduct of its business;

To issue and allot as fully paid up the shares of the company hereby incorporated, in payment of any business, franchise, undertaking, properties, rights, powers, privileges, licenses, contracts, immovables, shares, bonds and debentures or other assets or rights which it may lawfully

droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes ou de tous services à elle rendus;

Vendre, améliorer, échanger, hypothéquer, louer et faire valoir la totalité ou toute partie des propriétés et droits de la Compagnie;

Placer et approprier les deniers de la Compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Vaughn's Barber School Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5327-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Canadian Coat & Apron Supply, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Louis Henry Rohrliek, Ben Bernstein, un des Conseils en Loi de Sa Majesté pour la province de Québec, et Murray I. Kussner, avocats, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de fournisseurs de gilets, tabliers et lingerie, et fournir pour l'utilité tous articles de vêtements, fournitures de maisons, toiles domestiques et autres, effets en coton et en laine, les vêtements et tissus de toutes sortes, et acheter, vendre, louer, manufacturer, réparer, donner à bail, aménager, améliorer, faire le commerce et le négoce d'articles et matériels de toutes sortes qui peuvent être utilisés à ces fins, et exercer le commerce généralement de gilets, tabliers et toutes sortes de fournitures pour la lingerie et les manteaux;

2. Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, ainsi que les bâtisses, machinerie, fonds de commerce, clientèle et biens en général; assumer entièrement ou partiellement les obligations de cette dite industrie et la payer en tout ou en partie avec des obligations, débiteures ou des actions de la compagnie entièrement libérées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou autrement les aliéner en tout ou en partie;

4. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie qui peut être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

5. Faire société ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou la fusion des

acquire in virtue of the powers hereby granted or for services rendered to it;

To sell, improve, exchange, hypothecate, lease or turn to account the whole or any part of the properties and rights of the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in the manner to be determined from time to time;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange or other negotiable or transferable instruments;

To do all other things incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Vaughn's Barber School, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5328

Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Coat & Apron Supply, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1935, incorporating: Louis Henry Rohrliek, Ben Bernstein, one of his Majesty's Counsels, learned in the law for the province of Quebec, and Murray I. Kussner, advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of coat, apron and linen suppliers, as well as to supply for use all articles of wearing apparel, household, domestic and other linen and cotton and woollen goods and clothing and fabrics of all kinds, and to buy, sell, hire, manufacture, repair, rent on hire, alter, improve, trade and deal in all such materials and articles of all kinds which are capable of being used for such purposes, and to carry on the business generally of coat, apron and all kinds of linen and coat supplies;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

4. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

5. To enter into partnership or into any arrangements for sharing or profits, or union of inter-

intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances de deniers, garantir les contrats de cette dite personne ou compagnie ou l'aider autrement, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

6. Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

7. Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie des biens et entreprises de la compagnie, pour telle considération qui sera convenue, et en particulier pour les actions, débiteures ou valeurs de toute compagnie achetant les dits biens et entreprises;

8. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

9. Faire toutes ou aucune des choses précitées comme parties principales, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

10. Acheter, louer, prendre en échange, ou autrement acquérir des terrains ou des intérêts en ceux ainsi que toutes bâtisses ou structures qui peuvent être sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des terrains et toutes ou aucune des bâtisses ou structures qui sont présentement ou pourront être dans la suite érigées sur ceux, et prendre telle garantie sur ceux qui sera jugée nécessaire;

11. Faire toutes les choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Canadian Coat & Apron Supply, Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5329

Sous-secrétaire de la Province.

"Chenier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Delle Gilberte Chenier, sténographe, Charles Desmarais, comptable, et Albert Handfield, mécanicien, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce des bonbons, biscuits et de toutes marchandises où le sucre et la farine entrent pour partie et d'agir comme agent pour acheter et vendre toutes telles marchandises;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de toutes espèces de breuvages gazifiés ou non, y compris les gaz, les fruits, sirops de fruits, conserves, confitures, crème à la glace ainsi que comptoirs, réfrigérateurs, boîtes, bouteilles et autres contenants et accessoires;

Importer, exporter, vendre et acheter du lait, de la crème, du beurre, de la crème glacée, des œufs, du fromage et en général leurs sous-produits et produits de la ferme; pasteuriser le lait et la crème, les distribuer et en faire le commerce;

est with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

6. To amalgamate with any other company having objects similar to those of this Company;

7. To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

8. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

9. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

10. To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security thereof as may be deemed necessary;

11. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Coat & Apron Supply, Ltd.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5330-o

Assistant Provincial Secretary.

"Chenier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September 1935, incorporating: Miss Gilberte Chenier, stenographer, Charles Desmarais, accountant, and Albert Handfield, mechanic, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, manufacture, purchase, sell and generally deal in candies, biscuits and any merchandise wherein sugar and flour form a part and to act as agent for the purchase and sale of all such merchandise;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in all kinds of aerated or other beverages including gases, fruits, fruit syrups, preserves, ice-cream as well as counters, refrigerators, boxes, bottles and other containers and accessories;

To import, export, sell and buy milk, cream, butter, ice-cream, eggs, cheese and in general their by-products and products of the farm; to pasteurize milk and cream, to distribute the same and deal therein;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, louer, réparer et généralement faire le commerce de toutes les machineries, outils, ustensiles, appareils, substances nécessaires à ce commerce;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de légumes, en boîtes, en conserves, marinés et séchés; de noix, grains, provisions, viandes, poissons, volailles et gibier et extraits, sirops, confitures, marmelades, essences, sauces, gelées, vinaigre de cidre, fruits séchés ou évaporés, produits des champs, de la ferme, de la forêt et aussi tous produits fabriqués;

Etablir, exploiter, acheter, vendre et conduire des boutiques ou dépôts d'aucune sorte pour la vente de tous effets, produits ou marchandises dont la compagnie fait le commerce; exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en rapport avec son commerce ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, engagements, goodwill ou achalandage, d'une et de plusieurs personnes ou de compagnie, possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, ou pour services rendus, et les payer en argent ou en actions entièrement libérées de cette compagnie ou partiellement en argent ou partiellement en actions libérées de cette compagnie;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune ou toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec des lettres patentes ou autrement, du Canada ou de tout autre pays ou obtenus en vertu d'icelles, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne, ou autrement faire valoir toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses semblables, de tous tels biens, droits et information ainsi acquis, et en vue de leur mise en œuvre et de leur développement, exercer tout commerce soit minier, manufacturier ou autrement, que la compagnie croira susceptible d'effectuer directement ou indirectement ces objets;

Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités

To manufacture, buy, sell, exchange, lease, repair and generally deal in any machinery, tools, utensils, apparatus, substances necessary to the said business;

To import, export, produce, buy, sell and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured vegetables; nuts, grains, provisions, meats, fish, fowl and game and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, jellies, cider vinegar, dried or evaporated fruits, products of the field, farm, forest and also all manufactured products;

To establish, operate, buy and conduct shops or depots for the sale of all goods, products and merchandise dealt in by the company; to carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities, goodwill or custom of any person or persons, company or companies possessed of property suitable for the purposes of the company or for services rendered and to pay for the same in cash or in fully paid up shares of this company, or partly in cash and partly fully paid up shares of this company;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent or otherwise, of Canada or of any other country, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, of any such property, rights and information so acquired, and with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether mining, manufacturing, or otherwise, which the company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any

municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité, ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières, et vendre et disposer autrement des produits de telles propriétés;

Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, manufactures, édifices, entrepôts, machineries, lieux aux fins du dit commerce, et agir comme agent pour des manufacturiers et négociants dans aucun des matériaux et marchandises mentionnés dans les présentes, ou d'une nature semblable;

Prêter de l'argent aux clients, employés et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Prendre, acquérir et détenir toutes garanties de toute nature quelconque, réelles ou personnelles, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets, négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toutes les provinces du Canada, ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la

authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges, and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and places for the purposes of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned, or of a similar nature;

To lend money to customers, employees and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the

formation ou de la promotion de la compagnie, ou de la conduite de ses opérations;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Etablir des agences et succursales;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie et donner en garantie des biens immobiliers dans lesquels la compagnie a quelque droit, titres ou intérêt;

Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou toute autre partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

Emettre, répartir, et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou comme partiellement libérées les actions, débetures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement de toute valeur, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tous services rendus à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement, ou en paiement ou à l'acquit de dettes ou obligations dues par la compagnie;

Imposer des conditions au transport des actions;

Emprunter des banques ou des particuliers, les sommes nécessaires et utiles, signer et endosser chèques, billets, traites et autres effets de commerce, ouvrir des comptes de banques, vendre les immeubles de la compagnie ou les hypothéquer au besoin, en acquérir d'autres, exercer tous pouvoirs qui lui seront accordés par la Loi générale des compagnies de Québec, sous le nom de "Chenier, Limitée";

Faire toutes choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Chenier, Limitée".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, dont quatre cents (400), actions communes et cinq cent quatre-vingt-dix (590) actions privilégiées.

Les Directeurs de la Compagnie pourront, par

formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind or specie, or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and, in particular, any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of the works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the company, and to give security therefor, immoveable property in which the company has any right, title or interest;

To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

To issue, allot and deliver as fully paid up non-assessable, or as partly paid up, the shares, debentures or other securities of the present company in payment of any assets, rights or things which it may acquire or in payment or part payment for any services rendered to the company, either in connection with its formation and the organization of its business or otherwise, or in payment or settlement of debts or obligations due by the company;

To determine the conditions respecting the transfer of shares;

To borrow from banks or individuals, the amounts necessary and useful, to sign and endorse any cheques, notes, drafts and other commercial instruments, to open bank accounts, sell the immovables of the company or pledge same as needed, to acquire others, to exercise all powers conferred on it by the Quebec Companies' Act in general, under the name of "Chenier, Limitée";

To do all things incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Chenier, Limitée".

The amount of the capital stock of the company is ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, whereof four hundred (400) are common shares and five hundred and ninety (590) are preferred shares.

The directors of the Company may by by-law

règlement, décréter l'émission de toutes ou partie des dites actions privilégiées, lesquelles seront payables par versements égaux, annuels et consécutifs de vingt dollars (\$20.00) chacun.

Les porteurs d'actions privilégiées complètement acquittées n'auront pas le droit de vote mais auront droit à un dividende annuel de 6%, non cumulatif, payable en priorité du dividende sur les actions ordinaires, mais non de préférence à la mise en réserve de 20% des profits nets annuels.

Nul transport d'actions privilégiées ne sera valable à moins que le cédant n'ait au préalable offert par écrit, telle ou telles actions au Président de la Compagnie, au prix qu'un acquéreur de bonne foi serait alors prêt à donner, le Président de la Compagnie ayant délai d'un mois pour accepter ou refuser l'offre.

Dans la cinquième année suivant le paiement complet de toutes actions privilégiées, la Compagnie aura la faculté de racheter telles actions moyennant cent cinq dollars (\$105.00) l'action.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5331-o

Sous-secrétaire de la Province.

order the issue of the whole or part of the said preferred shares, the same to be payable in equal instalments, annual and consecutive, of twenty dollars (\$20.00) each.

The holders of fully paid up preferred shares shall not have the right to vote, but are entitled to an annual dividend of 6%, non-cumulative, payable in priority over the dividends on the common shares, but not in preference with regard to the reserve fund of 20% of the net annual profits.

No transfer of preferred shares shall be valid unless the transferor has previously given a written offer of such share or shares to the President of the company, at a price which any *bona fide* purchaser would be ready to give, the President of the Company having a delay of one month wherein to accept or refuse the offer.

In the fifth year following complete payment of all preferred shares, the company shall have the power to redeem such shares at the rate of one hundred and five dollars (\$105.00) per share.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5332

Assistant Provincial Secretary.

"Sunodium (Canada), Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Joseph-Hilaire Chasles, bourgeois, Jean-Charles Chasles, comptable, Jacques-Eudore Chasles, vendeur, Louis-Gaston Chasles, peintre en lettres, Bernard Melançon, notaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1.—(a) Composer, préparer, exploiter, distiller, méthyler, raffiner, traiter, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, en gros ou au détail. La vente ne devant toutefois se faire qu'en gros en ce qui concerne les drogues et autres substances mentionnées dans l'annexe de la loi concernant l'association pharmaceutique de la province de Québec, chap. 215 S.R.Q. Soit à leur état brut, soit ouverts, manufacturés, brevetés, des produits chimiques, médicinaux, médicaux, miniers, ainsi que tous produits obtenus par l'analyse ou la synthèse des corps simples ou composés, des gaz, des métaux ou des métalloïdes, par la combinaison, le mélange, la dissolution, tout procédé de thermochimie ou autrement;

(b) Manufacturer, composer, préparer, raffiner, importer, exporter, acheter, vendre, transiger les produits chimiques, les fertilisants, les engrais chimiques, les superphosphates, les acides, les alkalis, charbons, huiles, herbes sauvages, minéraux, ainsi que leurs sous-produits et dérivatifs, les médecines, les préparations chimiques, médicinales, médicales, pharmaceutiques, isolés ou composés à l'état brut ou à tout état de préparation ou de manufacture; appareils et instruments de chirurgie, de lunetterie ou d'optique et généralement de toute substance, choses, articles, instruments ou appareils employés dans les dispensaires et les hôpitaux et dans la pratique de la médecine, de la chirurgie ou de la pharmacie dans toutes leurs branches et dans tous leurs accessoires. La vente au détail cependant ne pouvant se faire que conformément à l'article 21 du chapitre 215, S.R.Q.;

"Sunodium (Canada), Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September 1935, incorporating: Joseph Hilaire Chasles, bourgeois, Jean Charles Chasles, accountant, Jacques Eudore Chasles, salesman, Louis Gaston Chasles, letterer, Bernard Melançon, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1.—(a) To compound, prepare, exploit, distil, methylate, refine, treat, manufacture, buy, sell, import, export, either wholesale or retail. But wholesale only where drugs and other substances mentioned in the annex to the Act respecting the Pharmaceutical Association of the Province of Quebec, chap. 215, R.S.Q. are concerned. Either in the raw state, either worked, manufactured, patented, chemical, medicinal, medical, mining products, as well as any products obtained by analysis, synthesis of pure or component bodies, gases, metals or metalloids, by combining, mixing, dissolving or any process of thermo-chemistry or otherwise;

(b) To manufacture, compound, refine, import, export, buy, sell, deal in chemical products, fertilizers, chemical fertilizers, superphosphates, acids, alkalis, coal, oils, wild herbs, minerals, as well as their by-products and derivatives, medicines, chemical, medicinal, medical and pharmaceutical preparations, isolated or compounded in their raw or prepared or manufactured state; surgical instruments and equipment, spectacles or optical supplies and in general any substance, things, articles, instruments or equipment used in dispensaries and hospitals and in the practise of medicine, surgery or pharmacy in all their branches and in all their accessories. Sale by retail may only be made in conformity with article 21 of chapter 215, R.S.Q.;

(c) Acquérir, construire, louer et exploiter des sanatoriums, hôpitaux, maisons de traitement, de cure, de santé et de repos;

2. Faire affaires en gros et en détail, aux fins d'exercer l'état ou le métier de marchands, manufacturiers, chimistes, verriers, embouteilleurs, machinistes, expéditeurs et tous autres états ou métiers similaires ou connexes;

3. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de boîtes en bois ou en fer blanc, de bocaux, barils, bouteilles et autres récipients et choses employés pour le maniement, l'emballage, l'empaquetage, et le transport des produits du commerce que la compagnie est autorisée à faire;

4. Agir comme courtiers ou agents à commission pour la vente des produits ci-dessus mentionnés ou de tous autres similaires et accessoires, agir à cet effet comme représentant de toute maison de commerce canadienne ou étrangère;

5. Acquérir, acheter, louer, posséder, soit par bail, vente ou autrement des terrains, bâtisses devant servir à l'exploitation du commerce de la Compagnie; vendre, grever, hypothéquer ou autrement aliéner ou échanger tous tels terrains ou bâtisses;

6. Exercer toutes industries ou tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la compagnie ou de nature à aider directement ou indirectement la Compagnie;

7. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, procédés secrets, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non exclusif et leurs perfectionnements, ou autres renseignements relatifs ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé propres à servir tous ou aucun des objets de la compagnie, aussi utiliser, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des droits, biens et renseignements ainsi acquis, payer pour ceux en tout ou en partie en argent ou en actions acquittées de la compagnie ou de toute autre façon;

8. Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la propriété de la compagnie ou pour aucune autre fin paraissant propre à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux, garantir aussi le paiement du dividende et de l'intérêt sur les actions, parts ou obligations, débetures ou autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

9. Prélever ou aider à prélever de l'argent au moyen de boni, prêts, promesses, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie;

10. Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif y compris toute option, concession et autre chose semblable de toute personne, société, association ou corporation exerçant toute entreprise que la compagnie est autorisée à exercer;

11. Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la propriété, du commerce et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie jugera convenable et spécialement pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

12. Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises de toutes corporations dont l'un des objets

(c) To acquire, construct, lease and operate sanatoriums, hospitals, houses for treatments, cure, health and rest;

2.—To carry on the wholesale and retail business, for the exercise of the trade and industry of merchants, manufacturers, chemists, glass-makers, bottlers, machinists, shippers and any other similar or incidental trades or industries;

3.—To manufacture, purchase, sell, import, export and deal in wooden or tin boxes, jars, barrels, bottles and other containers and things used in the handling, crating, packing and shipping of the products of the business which the company is authorized to carry on;

4.—To act as broker or commission agent for the sale of the products hereinabove mentioned or any other similar or accessory products, and for such purpose to act as representative for any Canadian or foreign commercial establishment;

5. To acquire, purchase, lease, own, either by lease, sale or otherwise, lands, buildings capable of being used in the carrying on of the business of the company; to sell, mortgage, hypothecate or otherwise deal with or exchange any such lands or buildings;

6.—To carry on any industries or any business capable of being carried on in conjunction with that which forms the main object of the company or of a nature to directly or indirectly benefit the company;

7.—To apply for, purchase or otherwise acquire copy rights, secret processes, patents, licenses, concessions and the like, conferring a limited, exclusive or non-exclusive right and their improvements, or other information concerning any invention or any process capable of being used for all or any of the objects of the company, also to use, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights, properties and information so acquired, to pay for the same in whole or in part with cash or paidup shares of the company or in any other manner;

8.—To organize one or more companies to acquire the property of the company or for any other purpose appearing suitable to directly or indirectly assist the company in the accomplishment of its main objects; also guarantee the payment of the dividend and interest on the shares, stocks, bonds, debentures or other securities and also the performance of contracts by any such company;

9.—To raise or assist in raising money by way of bonus, loans, promises, guarantee of bonds, debentures or other securities of the present company;

10.—Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

11.—To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the property, business and undertaking of the company or any part thereof for such price as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

12.—To acquire and hold, sell and otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any corporation having for one of its

est l'exercice de tous pouvoirs de la compagnie, céder aussi des entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

13. Posséder, acquérir, acheter tout ou partie des actions de toute compagnie exploitant une entreprise similaire à celle de la présente compagnie, et payer pour ces actions avec des actions acquittées de la compagnie, ou en débetures ou autres valeurs de la compagnie; assumer les dettes de toute telle entreprise et exercer ses droits, pouvoirs et franchises;

14.—Faire toute ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel de la concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer tout commerce ou négoce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

15. Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leurs réclamations;

16. Hypothéquer, nantir, ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la Province dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

17. Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

18. Emettre des actions libérées, des obligations, débetures, stock et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks ou actions, obligations, actions-débetures, autres valeurs d'aucune autre compagnie;

19. Etablir des agences et succursales;

20. Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie, par résolution;

21. Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées ou en valeurs de la compagnie, soit par le paiement d'une commission, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, ou pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant des actions du capital-actions de la compagnie ou des obligations-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

22. Faire application, promouvoir et obtenir du Dominion du Canada et de toute autre autorité législative, qu'elle soit fédérale, provinciale, impé-

objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets to or amalgamate with any such company;

13.—To own, acquire, purchase all or part of the shares of any company carrying on an undertaking similar to that of the present company, and to pay for the said shares with paidup shares of the company, or with debentures or other securities of the company; to take over the debts of any such undertaking and exercise its rights, powers and franchises;

14.—To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or trade capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

15.—To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereof;

16.—To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

17.—To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

18.—To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it; and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture, stock, shares, debenture stock, shares or other securities of any other company;

19.—To establish agencies and branches;

20.—To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined by the board of directors of the company, by resolution;

21.—To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, either by payment of a commission, any company, firm, association, syndicate or individual, for expenses incurred or for services rendered or to be rendered to the company in placing any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

22.—To apply for, promote and obtain from the Dominion of Canada and from any other legislative authority, whether Federal, Provincial,

riale, coloniale, ou étrangère, ainsi que de toute autorité subordonnée, municipale ou scolaire, tout statut, licence, franchise, privilège, ordonnance, ordre, règlements ou autre législation ou réglementation qui peuvent sembler désirables à la Compagnie ou qui paraîtront lui bénéficier directement ou indirectement; et s'opposer à toute procédure ou procédés, application qui peuvent sembler préjudiciables aux intérêts de la Compagnie;

23. Etablir et entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, de fonds, fidéicommiss et choses de nature à bénéficier aux employés ou aux ex-employés de la compagnie ou aux personnes dépendantes ou alliées à ces dits employés et accorder des pensions ou allocations et faire ces paiements dans un but d'assurance et souscrire des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour tout objet d'ordre public, général ou utile;

24. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisant à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

25. Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principal, agent à commission ou autrement, comme entrepreneur ou par l'entremise d'agents ou autrement, ou soit seul, ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Sunodium (Canada) Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5335-o

Sous-secrétaire de la Province.

Imperial, Colonial, or foreign, as well as from any subordinate, municipal or school authority, any statute, license, franchise, privilege, ordinance, order, regulations or other legislation or ruling which may appear desirable to the company or be capable of benefitting it directly or indirectly; and to oppose any procedure or steps application which may seem prejudicial to the interests of the company;

23.—To establish and maintain or aid in the establishment and maintenance of associations, institutions, funds, trusts and the like, capable of benefitting the employees or ex-employees of the company or dependents or connections of the said employees and to grant pensions or allowances and make payments towards insurance and subscribe funds for charitable or benevolent purposes or for any exhibition or for any public, general or useful object;

24.—To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

25.—To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, as contractors, and through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Sunodium (Canada) Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5336

Assistant Provincial Secretary.

"Club de Hockey Canadien, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Ernest Savard, courtier, Louisa Laramée, sténographe, Gilles Dansereau et Lucien Dansereau, comptables, tous de la cité de Montréal, et Joseph-Alexandre Prud'Homme, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'actif, des opérations, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements du "Canadian Hockey Club, Inc." ou de toute compagnie, société, association ou personne exerçant une partie quelconque des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dont cette compagnie détient les actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions ou en valeurs de cette compagnie, ou partiellement en argent et partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération, et exercer les opérations de ces dites compagnie, société, association ou personne dont les biens sont acquis de cette manière;

b) Conclure, organiser, promouvoir, conduire, administrer et surveiller des parties et des concours de hockey et les donner en spectacle au public dans des édifices ou en plein air, et engager, employer, vendre, louer, échanger, acheter ou autrement acquérir, entraîner, équiper, adminis-

"Club de Hockey Canadien, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of September, 1935, incorporating: Ernest Savard, broker, Louisa Laramée, stenographer, Gilles Dansereau and Lucien Dansereau, accountants, all of the city of Montreal, and Joseph Alexandre Prud'Homme, advocate, of the city of Westmount, all of the district of Montreal, for the following purposes:

a) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of the Canadian Hockey Club, Inc. or of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company, or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

b) To arrange, organize, promote, conduct, manage and supervise hockey matches and competitions and public exhibitions thereof, both indoor and outdoor, and to engage, employ, sell, lease, exchange, purchase or otherwise acquire, train, equip, manage, supervise, control and dis-

trer, surveiller, contrôler et congédier les joueurs, acteurs et autres y prenant part ou dont les services y sont nécessaires ou désirables; et développer, encourager et améliorer le jeu de hockey canadien l'hiver et autres sports athlétiques et divertissements;

c) Exercer, conduire, tenir, équiper, louer, opérer et promouvoir toutes réunions, bazars, exhibitions, représentations théâtrales, conférences, assemblées publiques, exhibitions de boxe ou de lutte et toutes autres choses et procurer ces représentations et amusements au public généralement comme il sera jugé à propos;

d) Souscrire, devenir membre et coopérer avec toute association ou associations et toute ligue de hockey ou autre sport dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et exercer, exploiter et exécuter toutes séries ou autre programme de joutes ou concours de hockey qui seront préparés par ces dites ligues ou associations, et acheter, louer ou autrement acquérir une franchise ou des franchises, ou un certificat ou des certificats de membre dans ces ligue ou ligues, association ou associations, et les opérer, les louer, les vendre ou autrement en disposer;

e) Donner et contribuer à donner des prix, récompenses et distinctions;

f) Acquérir, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, pourvoir, maintenir et et opérer des patinoires, édifices ou autres propriétés mobilières ou immobilières qui seront utilisées pour la préparation ou l'entraînement des joueurs ou pour accommoder les participants et les spectateurs des joutes de hockey, ou autres concours, exhibitions, représentations et amusements;

g) Louer ou arrenter la totalité ou une partie quelconque de ces édifices ou propriétés immobilières à toute personne, firme ou compagnie pour aucune des fins précitées et pour toutes autres qui seront jugées nécessaires ou convenables aux fins des affaires de la compagnie;

h) Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autres, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement les biens de la compagnie ou les rendre profitables;

i) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens réels ou personnels, ou du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, bail ou aliénation, toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

j) Promouvoir, organiser, développer, administrer ou aider à la formation, l'organisation, le développement et l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et à cette fin se charger, administrer, contrôler ou autrement gérer le commerce et l'entreprise de toute telle compagnie, firme ou personne, dans le but de protéger les valeurs émises par elles et réaliser leurs réclamations;

k) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exer-

charge players, performers and others taking part therein or whose services are necessary or desirable in connection therewith; and to develop, encourage and improve the Canadian winter game of hockey and other athletic sports and pastimes;

c) To carry on, conduct, hold, equip, lease, operate and promote any conventions, bazaars, exhibitions, theatrical performances, lectures, public meetings, boxing or wrestling exhibitions and all other things and to provide such entertainments and amusements for the public generally as may be deemed desirable;

d) To subscribe to, become a member of and cooperate with any hockey or other sport league and association or associations whose objects are altogether or in part similar to those of this company, and to carry out, engage in and perform any series or other programme of hockey matches or competitions to be arranged by any such league or association, and to buy, lease or otherwise acquire a franchise or franchises, or membership or memberships in any such league or leagues, association or associations, and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same;

e) To donate and contribute towards the giving of prizes, awards and distinctions;

f) To acquire, purchase, lease or otherwise acquire and to hold, provide, maintain and operate rinks, buildings or other moveable or immoveable property to be used in the preparation or training of players or for the accommodation of participants in and spectators of hockey matches, or other competitions, exhibitions, performances and amusements;

g) To lease or rent such buildings or immoveable property or any part thereof, to any person, firm or company for any of the above purposes and for such others as may be deemed necessary or convenient for the purposes of the company's business;

h) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property;

i) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company having objects, in whole or in part, similar to those of the company;

j) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar, in whole or in part, to those of the company, and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such company, firm or individual for the purpose of protecting the securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

k) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company

çant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter; ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

l) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée; se servir d'aucun de ses propres fonds pour l'achat d'actions de toute autre compagnie; distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature et espèces ou autrement tel qu'il sera décidé, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

m) Rémunérer, soit en deniers ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou personne, pour dépenses encourues, et pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, pour aucunes obligations, débentures ou valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

n) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses inhérentes ou connexes à sa formation ou à son organisation;

o) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses précitées comme parties principales, agents, entrepreneurs ou autrement et ou par l'entremise de syndics, agents ou autres et soit seule ou conjointement avec d'autres;

La compagnie sera administrée par un bureau de cinq (5) directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires, sous le nom de "Club de Hockey Canadien, Inc.", avec un capital total de deux cent vingt-cinq mille dollars (\$225,000.00), divisé en deux mille deux cent cinquante (2,250) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5333

Sous-secrétaire de la Province.

carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in; or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

l) To invest and deal with such monies of the company not immediately required, in such manner as may, from time, be determined; to use any of its funds in the purchase of stock in any other company; to distribute among the shareholders of the company, in kind and specie or otherwise as may be resolved, by way of dividend, bonus or in the manner prescribed by section (81) of the Quebec Companies Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company belonging to this company, or which it may have power to dispose of;

m) To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred, and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, for any bonds, debentures or securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

n) To pay out of the funds of the company all or any other expense of or incidental to the formation or organization thereof;

o) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The company shall be managed by a board of five (5) directors to be elected at the first general meeting of the shareholders under the name of "Club de Hockey Canadien, Inc.", with a total capital stock of two hundred and twenty five thousand dollars (\$225,000.00) divided into two thousand two hundred and fifty (2,250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5334-o

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Albert Rouillard, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté

"Albert Rouillard, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of

par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de septembre 1935, changeant le nom de la compagnie "Charles Rondeau, Incorporé", en celui de "Albert Rouillard, Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5337-o Sous-secrétaire de la Province.

Jean Frocks, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour de septembre 1935, changeant le nom de la compagnie "Janice Frocks, Inc.", en celui de "Jean Frocks, Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5339-o Sous-secrétaire de la Province.

"Midlothian Investment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de septembre, 1935, à la compagnie "Midlothian Investment Company", ratifiant un règlement de la compagnie, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

1. Que sujet à confirmation par lettres patentes supplémentaires,

(i) le capital acquitté de la compagnie, étant le montant total de la considération pour laquelle les dites dix mille (10,000) actions sans valeur nominale ou au pair de la compagnie, ont été émises et réparties, soit réduit de cent vingt mille dollars (\$120,000.00) à vingt mille dollars (\$20,000.00) et que telle réduction soit effectuée par l'annulation de quatre-vingt-quinze mille dollars (\$95,000.00) du capital acquitté de la compagnie, qui fut reçu en considération de l'émission et de la répartition des dites actions, et par le remboursement de cinq mille dollars (\$5,000.00) de capital acquitté de la compagnie aux actionnaires, mais sans annuler ou réduire aucune obligation en rapport avec le capital-actions non payé;

(ii) le capital autorisé de la compagnie soit réduit de dix mille (10,000) actions sans valeur nominale ou au pair à quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair par l'annulation de six mille (6,000) actions sans valeur nominale ou au pair; et

(iii) le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera réduit de cinquante mille dollars (\$50,000.00) à vingt mille dollars (\$20,000.00).

2. Qu'à compter de l'émission des lettres patentes supplémentaires confirmant ce règlement, chaque détenteur d'actions entièrement libérées sans valeur nominale ou au pair du capital-actions de la compagnie, telles que constituées originellement, sera et est censé être détenteur et a droit seulement par son ou ses certificats à deux actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie sans valeur nominale ou au pair pour chaque cinq actions détenues par lui, sans

Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of September 1935, changing the name of the company "Charles Rondeau, Incorporé", to that of "Albert Rouillard, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5338 Assistant Provincial Secretary.

Jean Frocks, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September 1935, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q. 1925, changing the name of the company "Janice Frocks, Inc.", to that of "Jean Frocks, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5340 Assistant Provincial Secretary.

"Midlothian Investment Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1935, to the company "Midlothian Investment Company", ratifying a by-law of the company, reducing its capital, as follows, to wit:

1. That, subject to confirmation by Supplementary Letters Patent,

(i) the paid up capital of the Company, being the total amount of the consideration for which the said ten thousand (10,000) shares without nominal or par value of the Company have been issued and allotted, be reduced from one hundred and twenty thousand dollars (\$120,000) to twenty thousand dollars (\$20,000) and that such reduction be effected by cancelling ninety-five thousand dollars (\$95,000) of the paid up capital of the Company, which was received upon the issue and allotment of the said shares, and by returning five thousand dollars (\$5,000) of the paid up capital of the Company to the shareholders, but without extinguishing or reducing any liability in respect of unpaid share capital;

(ii) the authorized capital of the Company be reduced from ten thousand (10,000) shares without nominal or par value to four thousand (4,000) shares without nominal or par value by cancelling six thousand (6,000) shares without nominal or par value; and

(iii) the amount of capital with which the Company shall carry on its business be reduced from fifty thousand dollars (\$50,000) to twenty thousand dollars (\$20,000).

2. That from and after the issue of Supplementary Letters Patent confirming this By-law, each holder of fully paid shares without nominal or par value in the capital stock of the Company as originally constituted shall be and be deemed to be a holder of and alone entitled by his certificate or certificates to two fully paid shares in the capital stock of the Company without nominal or par value for each five shares without nominal or par value in the capital stock of the

valeur nominale ou au pair, du capital-actions de la compagnie telles que constituées originairement;

3. Que chaque personne ayant droit à une fraction d'action sans valeur nominale ou au pair recevra un ou des certificats au porteur représentant cette fraction donnant droit au porteur de recevoir sur livraison de ce certificat, accompagné d'un nombre suffisant d'autres pour faire une action totale, un certificat pour une action entièrement libérée sans valeur nominale ou au pair.

4. Que, immédiatement après l'émission des lettres patentes supplémentaires confirmant ce règlement, chaque détenteur enregistré d'actions sans valeur nominale ou au pair du capital-actions de la compagnie telles que constituées originairement, devra remettre à la compagnie son ou ses certificats représentant les actions, qui doivent être échangés pour des certificats d'actions du capital-actions de la compagnie sans valeur nominale ou au pair auxquelles il a droit, tel que susdit.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5341

Sous-secrétaire de la Province.

"Nu-Way Meat Market, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huitième jour de septembre, 1935, changeant le nom de la compagnie "Longueuil Pants Contractors, Ltd", en celui de "Nu-Way Meat Market, Ltd", et modifiant ses pouvoirs, comme suit, à savoir:

Que le paragraphe "a" des Lettres Patentes de la compagnie soit remplacé par le paragraphe "a" suivant:

Exercer le commerce d'importateurs et d'exportateurs et marchands de viande, bêtes à cornes, moutons, lapins, beurre, poisson et tous produits périssables généralement, ainsi que des peaux, peaux vertes, fourrure, cuirs, suif, gras, fertilisants, sabots, engrais et autres produits animaux, et produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes; acheter et vendre, en gros ou en détail, toutes sortes de viandes, et généralement, exercer le négoce ou commerce de bouchers dans toutes ses spécialités; acquérir par achat ou autrement des estancias, fermes et bergeries, et exercer le négoce ou commerce d'éleveurs de bêtes à cornes et de moutons, peaux d'animaux, de tannage et d'entreposage en général.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5357

Sous-secrétaire de la Province.

"Mormac Gold Mines, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour de septembre 1935, changeant le nom de la compagnie "South Belt Gold Mines, Limited", en celui de "Mormac Gold Mines, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5361-o

Sous-secrétaire de la Province.

Company as originally constituted held by him.

3. That each person entitled to a fraction of a share without nominal or par value shall receive bearer certificate or certificates representing such fraction entitling the bearer to receive, upon surrender of such certificate accompanied by others sufficient to make up a full share, a certificate for one fully paid share without nominal or par value.

4. That immediately after the issue of Supplementary Letters Patent confirming this By-law, each registered holder of shares without nominal or par value in the capital stock of the Company as originally constituted shall surrender to the Company his certificate or certificates representing such shares to be exchanged for certificates for shares in the capital stock of the Company without nominal or par value to which he is entitled as aforesaid.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5342-o

Assistant Provincial Secretary.

"Nu-Way Meat Market, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1935, changing the name of the company "Longueuil Pants Contractors, Ltd." to that of "Nu-Way Meat Market, Ltd", and modifying its powers, as follows, to wit:

That paragraph "a" of the Letters Patent of the company be changed to the following paragraph "a":

To carry on the business of importers and exporters of and dealers in meat, cattle, sheep, rabbits, butter, fish and all perishable products generally, as well as skins, hides, fur, leather, tallow, fat, fertilizers, hoofs, manures and other animal products, and dairy, farm and garden produce of all kinds; to buy and sell by wholesale or retail all kinds of meat, and generally, to carry on the trade or business of meat salesmen in all its branches; to acquire by purchase or otherwise estancias, ranches and sheep farms, and to carry on the trades or businesses of cattle rearer and sheep farmers, fellmongering, tanning and warehousing generally.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5358-o

Assistant Provincial Secretary.

"Mormac Gold Mines, Limited."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1935, changing the name of the company "South Belt Gold Mines, Limited", to that of "Mormac Gold Mines, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5362

Assistant Provincial Secretary.

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

DISTRICT DE MONTRÉAL.

VILLE SAINT-LAURENT.

COMTÉ DE WESTMOUNT.

DISTRICT OF MONTREAL.

TOWN OF SAINT LAURENT

COUNTY OF WESTMOUNT.

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, greffier de la ville Saint-Laurent, que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique en ladite ville Saint-Laurent, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-cinq (1935) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et spéciales et cotisations scolaires, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, clerk of the town of Saint Laurent, that the immovables hereinafter described will be sold by public auction, at the Municipal Public Hall in the town of Saint Laurent TUESDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER, nineteen hundred and thirty five (1935) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal (ordinary and special) and school taxes with interests mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall be subsequently incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of Owner	Numéros, Cadastre et Subdivisions. Numbers, Cadastral and Subdivisions.
Dame-Mrs Olivine Rapidieux dit Lamer veuve de-widow of Théodine Lecavalier	383.
Dame-Mrs Yvonne Quesnel épouse de-wife of Joseph Lapointe	452-B.
Raza, succession-estate A	242-6-14.
Sauvageau, succession-estate F	242-60.
Quesnel, Joseph	242-15.
Gervais, Emilien	242-16.
"	465-25.
Cousineau, J.-Antonio	242-45.
Desaulniers, Ernest & Edmond	242-68-70.
Dumouchel, J.-W	242-165.
Pigeon, A.	242-169.
Union Housing Corp. Ltd	242-880A.
Cousineau, Jeanne, épouse de-wife of Jean Beetz	246-1-2.
"	244-661 à-to 667-668.
"	415-27 à-to 30.
Ricard, H.-L.	254-167 à-to 172.
Paquin, Joseph	454-102-103-104.
Migneron, Théophile	454-112-113-114.
Lahaise, Alphonse	465-385.
Laniel, Henri	465-546-547.
Paquette, Mme-Mrs A.	468-595-596.
Boucher, Aimé, N.P.	468-537-538-587 à-to 589, 558-559-560-1-209-256-257-400-401-292 à-to 294-429-376-415-416-417-280 à-to 283-306-307-247-288 à-to 290-89 à-to 73.
"	468-169 à-to 171.
LeBel, Hyacinthe, M.D.	465-368-369.
Plouffe, Daniel	468-456-457-458.
Reid, E.-A.	241-69.
Reid, E. A. & Melle-Miss E. Leatherren	241-71.
Leatherren, E. A., Melle-Miss	241-72.
Feldman, H.	241-74.
William, Melle-Miss M.-A.	241-166.
Black, Melle-Miss F.	241-169.
McDougall, Melle-Miss C.	241-157.
Reid, E. A.	241-47-48.
Reid, E. A. & Melle-Miss Alice Legault	241-81.
Filiatrault, Dame-Mrs Annette épouse de-wife of Jules-A. Brière	409-82.
Pilon, Adélar	453-80.
Provost, Joseph, Dame-Mrs	415-3.
Dubé, Alexandre	454-184-185.
Dion, E., succession-estate & Daniel	409-17-18-19.
Gagnon, F.	465-480-481.
"	466-6-7.
Robitaille, Stanislas	465-404.
Campeau, W.	468-42.
Dubuc, Hormisdas	465-414.
Goyer, Gilbert	468-338 à-to 341.
Valois, Alice épouse de-wife of Joseph Gohier	465-253-254.
LePailleur, Gérard	468-610-611.
Boucher, Aimé, N.P.	468-355.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, dans le comté de Westmount, appartenant à Monsieur Pierre-C. Deguire, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre non-subdivisé numéro deux cent quarante-trois (P.243) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, situé sur la rue Saint-Mathieu, la dite partie étant bornée comme suit: en front par la rue Saint-Mathieu, d'un côté par le lot de terre 243-1, de l'autre côté en arrière par la ferme portant le numéro p.242 appartenant à MM. Laberge & Normandin, le tout mesurant 37 pieds en front par 145 pieds de profondeur, formant en tout une superficie de 5,303 pieds, mesure anglaise plus ou moins.

A certain emplacement situated in the town of Saint Laurent, county of Westmount, belonging to Mr. Pierre C. Deguire, known and designated as forming part of a lot non-subdivided number two hundred and forty

three (p.243) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, situated on Saint Mathieu Street, the said part of lot bounded in front by Saint Mathieu Street, on one side by lot No. 243-1, on the other side and in rear by farm bearing number two hundred and forty two (242) belonging to Messrs Laberge & Normandin and measuring 37' in front by 145' in depth and having an area of 5,303 English measure, more or less.

Un certain emplacement situé dans la Ville Saint-Laurent, dans le Comté de Westmount, appartenant à Eustace A. Reid et étant une lisière de terrain de dix-neuf pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds mesure anglaise, formant partie du lot de subdivision numéro quatre-vingt du lot originaire numéro deux cent quarante et un des livres de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-Laurent, la dite partie de terrain étant bornée comme suit: en front par la rue Oxford étant le lot numéro 241-85 en arrière par une ruelle étant le lot numéro 241-75 d'un côté par le lot numéro 241-81 et de l'autre côté par l'autre partie dudit lot numéro 241-80 ci-dessus en premier lieu et appartenant à West Indian Cricket Association.

A certain emplacement situated in the Town of Saint Laurent county of Westmount, belonging to Mr. Eustace A. Reid being a strip of land of nineteen feet width by ninety-five feet in depth English measure forming part of lot subdivision number eighty of original lot number two hundred and forty one of the official plan and book of reference of the parish Saint Laurent the said strip of land being bounded as follows: in front by Oxford Street being the lot number 241-85 in rear by a land being the lot number 241-75 on one side by the lot number 241-81 and on the other side by the other strip of said lot number 241-80 above described and belonging to West Indian Cricket Association.

Un lot de terre situé sur le Boulevard O'Brien, en la ville Saint-Laurent, appartenant à Emile Boisvert, connu et désigné comme étant le lot originaire numéro deux cent quarante-deux, subdivision officielle numéro sept cent quatre-vingt-douze, lettre A (242-792A) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix sept pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front par le Boulevard O'Brien, en arrière par le lot de terre No 242-828A, d'un côté par le lot No 242-791A, et de l'autre côté par le lot No 242-793A, à distraire cependant dudit lot No 242-792A, la partie vendue à la ville Saint-Laurent, aux termes d'un acte de vente par ledit Emile Boisvert, passé devant le notaire C.-S. Tassé, le 15 juin 1923 et enregistré à Montréal, sous le numéro 22636.

A lot of land situated on O'Brien Boulevard in the town of Saint Laurent, belonging to Emile Boisvert, known and designated as being original lot number two hundred and forty two, official subdivision number seven hundred and ninety one letter A, in the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring twenty five feet in width by ninety seven feet in depth, more or less, bounded in front by O'Brien Boulevard, in rear by lot No. 242-828A, on one side by lot No. 242-791A and on the other side by lot number 242-793A; to be deducted however from said lot 242-792A, the part sold to the town of Saint Laurent under terms of a deed of sale by the said Emile Boisvert, passed before notary C. S. Tassé, on June 15th, 1923 and registered at Montreal under number 22636.

Un lot de terre situé sur le Boulevard O'Brien, en la ville Saint-Laurent, appartenant à Emile Boisvert, connu et désigné comme étant le lot originaire numéro deux cent quarante-deux, subdivision officielle sept cent quatre-vingt-onze, lettre A (242-791A) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix sept pieds de profondeur plus ou moins, borné en front par le Boulevard O'Brien, en arrière par le lot de terre No 242-827A d'un côté par le lot 242-790A et de l'autre côté par le lot 792A; à distraire cependant du dit lot No 242-791A la partie vendue à la ville Saint-Laurent aux termes d'un acte de vente par ledit Emile Boisvert, passé devant le notaire C.-S. Tassé, le 15 juin 1923 et enregistré à Montréal, sous le numéro 22636.

A lot of land situated on O'Brien Boulevard, in the town of Saint Laurent, belonging to Emile Boisvert, known and designated as being original lot two hundred and forty two, official subdivision number seven hundred and ninety one letter A in the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring twenty five feet in width by ninety seven feet in depth more or less, bounded in front by O'Brien Boulevard, in rear by lot No. 242-827A, on one side by lot 242-790A and on the other side by lot No. 242-792A, to be deducted however from said lot 242-791A the part sold to the town of Saint Laurent under terms of a deed of sale by the said Emile Boisvert, passed before notary C. S. Tassé on June 15th, 1923 and registered at Montreal, under number 22636.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, dans le comté de Westmount, appartenant à Théophile Migneron, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire No quatre cent neuf (p.409) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant 40 pieds de front par 95 pieds de profondeur, plus ou moins, et étant borné le dit emplacement en front par la rue Principale, en arrière par le lot No 409-181 d'un côté par le lot 409-180, appartenant à Albert Bonin et de l'autre côté par une autre partie du dit lot originaire No 409 appartenant à Dame Marie-Anne Ménard, veuve de Pierre-Alphonse Deguire.

A certain emplacement situated in the town of Saint Laurent, county of Westmount, belonging to Théophile Migneron, known and designated as forming part of original lot number four hundred and nine (p. 409) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent measuring 40 feet in width by 95 feet in depth more or less, and the said part of lot bounded as follows: in front by Principal street in rear by lot No. 409-181 on one side by lot 409-180 belonging to Albert Bonin and on the other side by original lot No. 409 belonging to Mrs. Marie Anne Menard, widow of Pierre Alphonse Deguire.

Un certain emplacement situé sur le Boulevard O'Brien, en la ville Saint-Laurent, comté Westmount, appartenant à Annoncia Thibault, épouse de J.-Lucien Fortin et Raoul Thibault, conjointement, composé comme suit:

A.—D'une lisière de terrain contenant quatorze pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et bornée, cette lisière, en front au Boulevard O'Brien, en arrière au lot No 242-9 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, d'un côté au résidu du lot numéro 242-1 et de l'autre côté à la lisière de terrain ci-après désignée et connue cette lisière de terrain comme faisant partie du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quarante-deux (242-p.1) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

B.—D'une autre lisière de terrain située au même lieu, contenant douze pieds de largeur par cinquante-trois pieds et quatre-dixièmes de profondeur et cette lisière faisant partie du lot numéro deux cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quarante-deux (242-p. 220) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent et bornée ladite lisière, en front par le Boulevard O'Brien, en arrière à une partie du lot originaire deux cent quarante-deux appartenant à Adélard Mantha, d'un côté à la lisière de terrain ci-dessus désignée et de l'autre côté par le résidu du dit lot de terre numéro 242-220 appartenant à Horace Lecavalier.

A certain emplacement situated on O'Brien Boulevard, in the town of Saint Laurent, County of Westmount, belonging to Annoncia Thibault, wife of J. Lucien Fortin, together with Raoul Thibault, composed as follows:

A.—A strip of land containing fourteen feet in width by eighty eight feet and six inches in depth, english measure, and bounded the said strip of land as follows: in front by O'Brien Boulevard, in rear by lot No. 242-9, on one side by the residue of lot number 242-1 and on the other side by a strip of land hereafter described and known the said strip of land as forming part of official subdivision lot number one of cadastral number two hundred and forty-two (242-p.1) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

B.—An other strip of land situated at the same place containing twelve inches in width by fifty-three feet and four tenths in depth; the said strip of land forming part of official subdivision lot number two hundred and twenty of cadastral number two hundred and forty two (242-P.220) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent and bounded the said strip in front by O'Brien Boulevard, in rear by part of cadastral lot number two hundred and forty-two belonging to Adélard Mantha, on one side by the strip of land above described and on the other side by the residue of said lot number 242-220 belonging to Horace Lecavalier.

Une certaine étendue de terrain appartenant à Dame Jeanne Cousineau, épouse de Jean Beetz, de forme triangulaire connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent, comme faisant partie du lot numéro deux cent quarante-cinq (p.245) mesurant trente et un pieds de largeur à partir d'un point

d'intersection des lots numéros deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq et le lot numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quarante-six en suivant la ligne sud-est de ladite subdivision numéro deux du lot originaire numéro deux cent quarante-six à aller jusqu'à la ligne d'homologation de la rue Saint-Germain et mesurant quarante-cinq pieds à partir du même point d'intersection en suivant la ligne de division du lot numéro deux cent quarante-quatre et deux cent quarante-cinq à aller à un point situé sur la ligne d'homologation de la dite rue Saint-Germain et mesurant, cette dite étendue de terrain, une superficie d'environ six cent soixante pieds et bornée comme suit: en front vers l'est par la rue Saint-Germain en arrière vers le nord-ouest par la subdivision du lot numéro deux du lot originaire numéro deux cent quarante-six et vers le sud-ouest par le lot numéro deux cent quarante-quatre, le tout tel que montré au plan annexé à un acte d'échange entre ledit vendeur et la Corporation de la ville Saint-Laurent, passé devant L.-D. Clément, notaire, le 21 juin 1926, enregistré sous le No 132734.

A certain strip of land belonging to Mrs. Jeanne Cousineau, wife of Jean Beetz, of a triangular form known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as forming part of lot number two hundred and forty five (p.245) measuring thirty one feet in width starting from a point of intersection of lots two hundred and forty four, two hundred and forty five and lot number two of the original number two hundred and forty six, following the south east line of the said subdivision number two of the said original number two hundred and forty six going up to the homologation line of Saint Germain Street and measuring forty five feet starting from the same point of intersection following the division line of lot number two hundred and forty four and two hundred and forty five going to a point of the homologation line of said Saint Germain Street and measuring, the said strip of land, an area of about six hundred and sixty feet and bounded as follows: In front going to the east by Saint Germain Street in rear going to the north west by subdivision lot number two of the original lot number two hundred and forty four, the whole as shown on a plan annexed to a deed of exchange between the said vendor and the Corporation of the Town of Saint Laurent, passed before notary L. D. Clement, on June 21st, 1926, and registered under number 132734.

Un emplacement ayant front sur l'avenue de l'Eglise, en la Ville de Saint-Laurent, appartenant à Joseph St-Pierre, lequel de forme irrégulière contient cinquante-neuf pieds et demi (59½) de longueur sur 61½ de profondeur dans une ligne et 98½ de profondeur dans une autre ligne mesure anglaise, plus ou moins, cet emplacement fait partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-trois (p.433) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, est le résidu du côté sud dudit lot et est borné comme suit: En front par l'Avenue de l'Eglise du côté nord-est par l'emplacement de J.-Lucien Mathieu portant le numéro p. 453 du côté nord-ouest par la rue Filiatrault et en arrière par le lot numéro 453-77E appartenant au Notaire Hercule Gohier—avec toutes bâtisses érigées sur le dit emplacement.

A certain emplacement having front on Church Avenue in the Town of Saint Laurent, belonging to Joseph St-Pierre, of irregular form, containing fifty nine feet and a half in width by sixty one feet and a half in depth in one line and ninety eight feet and a half in depth in the other line English measure, more or less, the said emplacement forming part of lot known and designated under number four hundred and thirty-three (p. 433) on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent, being the residue on the South side of the said lot, and bounded as follows: in front by Church Avenue on the Northeast side by emplacement belonging to J. Lucien Mathieu, bearing number p. 453 on the Northwest side by Filiatrault Street and in the rear by lot number 453-77E belonging to Notary Hercule Gohier—with all buildings erected thereon.

A.—Un lopin de terre ou emplacement situé dans la Ville Saint-Laurent et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent dans le Comté Jacques-Cartier comme faisant partie du lot de terre numéro quarante-deux (42-7) subdivision officielle numéro 7, contenant cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur plus ou moins mesure anglaise et à prendre à l'encoignure sud-ouest du dit lot de terre, borné en front par la montée Saint-Laurent en arrière au nord-ouest, par une autre partie dudit lot de terre No 42-7 d'un côté par une rue projetée portant le numéro originaire p.238 et de l'autre côté par une autre partie du même lot 42-7 appartenant à Frank De Rice ou représentants—avec bâtisses dessus construites, à distraire cependant dudit lopin de terre présentement décrit le lopin de terre vendu par ledit Enrico Terzi au Gouvernement de la Province de Québec suivant acte au bureau de la subdivision d'enregistrement de Montréal sous le numéro 287348.

B.—Un autre lot de terre ou emplacement situé au milieu et contigu au lot de terre sus-décrit et connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot de terre numéro 42 subdivision officielle numéro sept, mesurant cent dix pieds de largeur en front, cent vingt pieds de largeur en arrière et une profondeur de cent pieds mesure anglaise plus ou moins. Borné en front par une rue projetée portant le numéro originaire partie 238 d'un côté par une partie dudit lot quarante-deux subdivision officielle numéro sept et de l'autre côté par d'autre partie dudit lot numéro 42 subdivision officielle numéro sept—avec toutes les bâtisses dessus construites.

A.—A strip of land or emplacement situated in the Town of Saint Laurent belonging to Enrico Terzi known and designated in the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent, County of Jacques Cartier as forming part of lot number forty-two official subdivision number seven (42-7) containing one hundred feet in width by one hundred feet in depth more or less English measure, to be taken at the Southwest corner of said lot; bounded in front by Saint Laurent road (Montée) in rear at the Northwest by an other part of said lot 42-7 by a projected Street bearing original number p. 238 and on the other side by an other part of same lot 42-p. 7 belonging to Frank De Rice or representative—with buildings erected thereon, to be deducted however from said strip of land the part sold by the said Enrico Terzi to the Provincial Government of Quebec, according to a deed registered in Montreal under number 287348.

B.—An other strip of land or emplacement situated at the same place, belonging to Enrico Terzi, contiguous to the lot above described, known and designated in the above said official plan and book of reference as forming part of lot number forty two official subdivision number seven (42-p. 7) measuring one hundred and ten feet in width in front one hundred and twenty feet in width in rear and one hundred feet in depth English measure more or less, bounded as follows. In front by a projected street bearing original number p. 238 on one side by part of said lot number 42 official subdivision number seven in rear and on the other side by other part of said lot number 42 official subdivision seven (42-p. 7)—with all buildings erected thereon.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, dans le comté de Westmount, appartenant à Fortunat Gagnon, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro huit (466-p.8) de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent soixante-six au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant 15 pieds en front par 58 pieds de profondeur plus ou moins, borné en front par le Boulevard Monkland, en arrière par le lot 465-482 d'un côté par le lot 466-7 et de l'autre côté par l'autre partie du dit lot 466-8 appartenant à la succession Gervais Cousineau.

A certain emplacement situated in the town of Saint Laurent, county of Westmount, belonging to Fortunat Gagnon, known and designated as forming part of lot number eight of the original number four hundred and sixty-six (466-p.8) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring fifteen feet in width by fifty eight feet in depth, more or less, bounded in front by Monkland Boulevard, in rear by lot No. 465-482 on one side by lot 466-7 and on the other side by the other part of lot 466-p.8 belonging to estate Gervais Cousineau.

Un lot de terre situé dans la ville Saint-Laurent dans le comté de Westmount, appartenant à Fortunat Gagnon et connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-deux subdivision du lot originaire No quatre cent soixante-cinq (465-p.482) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant 15 pieds de front par 51 pieds de profondeur plus ou moins, borné comme suit: en front par la ruelle No 465-474 en arrière par le lot 466-8 d'un côté par le lot 465-481 de l'autre côté par l'autre partie du lot No 465-p.482 appartenant à la succession Gervais Cousineau.

A certain emplacement situated in the town of Saint Laurent, county of Westmount, belonging to Fortunat Gagnon, known and designated as forming part of lot number four hundred and eighty-two of the cadastral number four hundred and sixty five (465-p.482) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, measuring fifteen feet in width by fifty one feet in depth, more or less, bounded in front by the lane number 465-474 in rear by lot number 466-8 on one side by lot number 465-481 and on the other side by the other part of lot 465-p.482 belonging to estate Gervais Cousineau.

Un certain emplacement situé en la ville Saint-Laurent, dans le comté de Westmount, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro quatre cent neuf (409) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant 52 pieds de largeur en front par 49 pieds de largeur en arrière par 95 pieds de profondeur dans une ligne et 93 pieds dans l'autre ligne plus ou moins, étant borné le dit emplacement comme suit: en front par la rue Saint Louis en arrière par le lot No 409-335, appartenant à Edgar Hodge d'un côté par le lot 409-326 appartenant à Germaine Bélanger épouse de Aimé Leblanc et de l'autre côté par une autre partie du lot originaire No 409 appartenant à M. Aldérie Beaulieu.

A certain emplacement situated in the town of Saint Laurent, in the county of Westmount, known and designated as forming part of original lot number four hundred and nine (409) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring 52 feet in depth in front, 49 feet in width in rear by 95 feet in depth in one line and 93 feet in the other line more or less, being bounded in front by Saint Louis Street, in rear by lot No. 409-335 belonging to Edgar Hodge on one side by lot No. 409-326 belonging to Germaine Bélanger wife of Aimé Leblanc and on the other side by the other part of original lot No. 409 belonging to Aldérie Beaulieu.

Un certain emplacement situé en la Ville Saint-Laurent dans le Comté de Westmount, appartenant à Théophile Migneron, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro quatre cent cinquante-trois (p. 453) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant 172 pieds en front par 105 pieds profondeur plus ou moins, étant borné comme suit: en front par la rue Filiatrault en arrière par la ruelle portant No 454-1 d'un côté par le lot 453-80 appartenant à Adélard Pilon de l'autre côté par le lot 452-72 appartenant à Ovila Archambault.

A certain emplacement situated in the Town of Saint Laurent County of Westmount, belonging to Théophile Migneron, known and designated as forming part of original lot number four hundred and fifty-three (p. 453) of the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent, measuring 172 feet in width by 105 feet in depth more or less, the said emplacement being bounded as follows: in front by Filiatrault Street in rear by the lane bearing number 454-1 on one side by lot No. 453-80 belonging to Adélard Pilon on the other side by lot No. 452-72 belonging to Ovila Archambault.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et situés dans la ville Saint-Laurent.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent and situated in the town of Saint Laurent.

Donné en la ville Saint-Laurent, ce vingt-quatrième jour de septembre mil neuf cent trente-cinq.

Given at the town of Saint Laurent, this twenty fourth day of September, nineteen hundred and thirty five.

5297—39-2-o

Le greffier,
HENRI LAPOINTE.

5298—39-2-o

HENRI LAPOINTE,
Clerk.

VILLE DE RIGAUD.—COMTÉ DE VAU-DREUIL. TOWN OF RIGAUD.—COUNTY OF VAU-DREUIL.

Avis public est, par les présentes, donné par J.-E.-N. Saint-Julien, secrétaire-trésorier, de la ville de Rigaud, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau de la corporation, rue Saint-Pierre, Rigaud, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE 1935, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, et les frais et intérêts sur icelles, à moins que les dites taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by J. E. N. Saint Julien, Secretary-Treasurer of the Town of Rigaud, that the following properties hereinafter designated will be sold by Public Auction, at the Office of the Corporation, Saint Peter Street, Rigaud, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1935, at TWO o'clock in the afternoon, to satisfy payment of Municipal Taxes mentioned below and the costs and interests thereon, unless the said taxes, interests and costs are paid before the sale.

No.	Propriétaire — Proprietor.	Cadastre	Taxes municip. et spéciales. — Municip. and special taxes.	Intérêt. — Interest	Total
1	Lefebvre, J.-H.	71-238	\$ 2.00	\$.14	\$ 2.14
2	" "	71-235	29.00	4.64	33.64
3	" "	71-236			
4	" "	71-237			
5	" "	71-417			
6	" "	71-418	13.80	3.26	17.06
7	Macdonald C. de B.	P.1	5.00	.66	5.66
8	Provost, Mlle-Miss Célima.	4.	105.10	44.95	150.05
9	Charlebois, Dollard	P.64	42.00	2.84	44.84
10	Mosry, Jean	P.64	10.00	.65	10.65
11	Pilon, Trefflé.	P.64	27.08	1.85	28.93
12	Décoste, Rosario	117	33.56	2.51	36.07
13	Payette, Dame Antonio	P.120	12.00	1.81	13.81
		71-421	4.00	.25	4.25

Donné en la ville de Rigaud, ce vingtième jour de septembre 1935.

Given at the Town of Rigaud, this twentieth day of September, 1935.

5247—39-2-o

Le secrétaire-trésorier,
J.-E.-N. SAINT-JULIEN.

5248—39-2-o

J. E. N. SAINT JULIEN,
Secretary-Treasurer.

Propriétaires de biens-fonds. Names of Owners of immoveables.	No du Cadastre et Subdivision. Cadastre and Subdivision.
Duncan, A. J.	34A-360 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant le numéro civique 500 Avenue Bloomfield. 34A-360 of the Parish of Montreal—with building bearing civic number 500 Bloomfield Avenue.
Savage, Mme-Mrs. J. C. & Dwyer, John Patrick Dwyer, Mlle - Miss Catherine.	Un emplacement ayant front sur l'Avenue Durocher étant la partie nord-ouest du lot numéro quarante-quatre de la subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro trente-deux (32-2-44 pt. N.O.) de la paroisse de Montréal, borné en front par l'Avenue Durocher, en arrière par une partie du lot numéro 33-127, d'un côté au nord-ouest, par le lot numéro 32-2-45, de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 32-2-44, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent quatre pieds neuf pouces dans la ligne nord-ouest et cent quatre pieds dix pouces et demi dans la ligne sud-est. An emplacement fronting on Durocher Avenue being the north-west part of lot number forty-four of the subdivision of lot number two of the subdivision of the original lot number thirty-two (32-2-44 pt. N.W.) of the Parish of Montreal, bounded in front by Durocher Avenue, in the rear by a part of lot number 33-127, on one side to the north west by lot number 32-2-45, on the other side by the residue of the said lot number 32-2-44, measuring twenty five feet in width by a depth of one hundred and four feet and nine inches in the northwest line and one hundred and four feet and ten inches and a half in the southeast line.
Donolo, L.	38-326 de la paroisse de Montréal. 38-327 " " " 38-328 " " " 38-329 " " " 38-326 of the Parish of Montreal 38-327 " " " 38-328 " " " 38-329 " " "
Fox, Jack & Shapiro, Eli.	34A-272-3 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant les numéros civiques 762, 764, 766 Avenue De l'Épée. 34A-272-3 of the Parish of Montreal—with building bearing civic numbers 762, 764, 766 De l'Épée Avenue.
Guertin, Mme-Mrs A.-L.	Un immeuble ayant front sur l'Avenue De l'Épée, composé: 1. De la partie nord-est du lot numéro dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro trente-quatre (34-19 pt. N.E.) de la paroisse de Montréal, bornée en front par l'Avenue De l'Épée, en arrière par la partie nord-ouest dudit lot numéro 34-19, d'un côté au nord-ouest par la partie du lot numéro 34-20 ci-après décrite et de l'autre côté au sud-est par la partie sud-est du dit lot numéro 34-19, mesurant seize pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds six pouces de profondeur. 2. De la partie sud-est du lot numéro vingt de la subdivision du lot originaire numéro trente-quatre (34-20 pt. S.E.) de la paroisse de Montréal, bornée en front par l'Avenue De l'Épée, en arrière par une partie de la partie sud-ouest du lot numéro 34-20, d'un côté au nord-ouest par la partie nord-est dudit lot numéro 34-20 et de l'autre côté au sud-est par la partie du lot 34-19 ci-dessus décrite, mesurant six pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds six pouces de profondeur. Le tout avec bâtisse et dépendances dessus érigées portant le numéro civique 186 de l'Avenue De l'Épée. An emplacement fronting on De l'Épée Avenue and composed as follows: 1. Of the North-East part of lot number nineteen of the subdivision of the original lot number thirty-four (34-19 pt. N.E.) of the parish of Montreal, bounded in front by De l'Épée Avenue, in the rear by North West part of the said lot number 34-19, on one side to the North West by part of lot number 34-20 hereunder described and on the other side to the South East by part South East of the said lot number 34-19, measuring sixteen feet in width by seventy seven feet and six inches in depth. 2. Of the South East part of lot number twenty of the subdivision of the original lot number thirty-four (34-20 pt. S.E.) of the parish of Montreal, bounded in front by De l'Épée Avenue, in the rear by part of the South West part of lot number 34-20, on one side to the North West by the North East part of the said lot number 34-20 and on the other side to the South East by part of lot 34-19 hereabove described, measuring six feet in width by seventy seven feet and six inches in depth. The whole with building and dependencies thereon erected bearing civic number 186 De l'Épée Avenue.
Laberge, Succ.-estate F.-C.	Un immeuble ayant front sur le Boulevard Mont-Royal et composé: 1. De la partie sud-est du lot numéro six de la subdivision du lot originaire numéro vingt-neuf (29-6 pt. S.E.) de la paroisse de Montréal, bornée en front par le Boulevard Mont-Royal, en arrière par le résidu dudit lot numéro 29-6, d'un côté au sud-ouest par une partie du lot numéro 29-5, de l'autre côté au nord-est par la partie du lot numéro 29-7 ci-après décrite, mesurant cinquante pieds de largeur par cent treize pieds et sept dixièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest et cent douze pieds et deux dixièmes de pied dans la ligne nord-est. 2. De la partie sud-est du lot numéro sept de la subdivision du lot originaire vingt-neuf (29-7 pt. S.E.) de la paroisse de Montréal, bornée en front par le Boulevard Mont-Royal, en arrière par le résidu dudit lot numéro 29-7, d'un côté au sud-ouest par une partie du lot numéro 29-6 et de l'autre côté au nord-est par la partie du lot numéro 29-8 ci-après décrite, mesurant cinquante pieds de largeur par cent douze pieds et deux dixièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest et cent dix pieds et six dixièmes de pied dans la ligne nord-est. 3. De la partie sud-est du lot numéro huit de la subdivision du lot originaire numéro vingt-neuf (29-8 pt. S.E.) de la paroisse de Montréal, bornée en front par le Boulevard Mont-Royal, en arrière par le résidu dudit lot numéro 29-8, d'un côté au sud-ouest par la partie du lot numéro 29-7 ci-dessus décrite et de l'autre côté au nord-est par le Chemin de la Côte Sainte-Catherine, mesurant quarante-neuf pieds de largeur en front sur le Boulevard Mont-Royal par une profondeur de cent dix pieds et six dixièmes de pied dans la ligne sud-ouest et cent neuf pieds dans la ligne nord-est. Le tout avec bâtisse et dépendances dessus érigées, portant le numéro 1001 Boulevard Mont-Royal. An emplacement fronting on Mount-Royal Boulevard and composed as follows: 1. Of the South-East part of lot number six of the subdivision of the original lot number twenty-nine (29-6 pt. S.E.) of the Parish of Montreal, bounded in front by Mount-Royal Blvd, in the rear by the residue of lot number 29-6, on one side to the South-west by a part of lot number 29-5, on the other side to the Northeast by part of lot

Propriétaires de biens-fonds. Names of Owners of immoveables.	No du Cadastre et Subdivision. Cadastre and Subdivision.
	number 29-7 hereunder described, measuring fifty feet in width by one hundred and thirteen feet and seven tenths of a foot in depth in the Southwest line and one hundred and twelve feet and two tenths of a foot in the Northeast line.
	2. Of the Southeast part of lot number seven of the subdivision of the original lot number twenty nine (29-7 pt. S.E.) of the Parish of Montreal, bounded in front by Mount Royal Blvd, in the rear by the residue of the said lot number 29-7, on one side to the Southwest by a part of lot number 29-6 and on the other side to the Northeast by part of lot number 29-8 hereunder described, measuring fifty feet in width by one hundred and twelve feet and two tenths of a foot in depth in the Southwest line and one hundred and ten feet and six-tenths of a foot in the Northeast line.
	3. Of the Southeast part of lot number eight of the subdivision of the original lot number twenty nine (29-8 pt. S.E.) of the parish of Montreal, bounded in front by the Mount Royal Blvd, in the rear by the residue of the said lot number 29-8, on one side to the Southwest by part of lot number 29-7 hereabove described and on the other side to the Northeast by Côte Sainte Catherine Road, measuring forty nine feet in width in front on Mount Royal Blvd, by a depth of one hundred and ten feet and six tenths of a foot in the Southwest line and one hundred and nine feet in the Northeast line. The whole with building and dependencies thereon erected bearing civic number 1001 Mount-Royal Blvd.
Laframboise, J.-H.	35-546 de la paroisse de Montréal 35-546 of the Parish of Montreal
Lepage, Succ.-estate E.	{ 34-A-6-2 de la paroisse de Montréal joint avec 34A-7-1 34A-6-2 of the Parish of Montreal joint with 34A-7-1 " " " "
Munn, W. C. & Shea, J.J.	{ 38-119-1 de la paroisse de Montréal joint avec 38-120-1 " " avec bâtisse portant le numéro civique 501 du chemin de la Côte Sainte-Catherine. 38-119-1 of the Parish of Montreal joint with 38-120-1 " " with building bearing civic number 501 Côte Sainte Catherine Road.
Panneton, L.-N.	Un emplacement ayant front sur l'Avenue Outremont, étant la partie sud-est du lot numéro cinq cent soixante-quinze de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq (35-575 Pt. S. E.) de la paroisse de Montréal, bornée en front par l'Avenue Outremont, en arrière par une partie du lot numéro 35-590, d'un côté au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 35-575 et de l'autre côté au sud-est par le lot numéro 35-574, mesurant trente-huit pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur—avec bâtisse et dépendances dessus érigées portant le numéro civique 447 de l'Avenue Outremont. An emplacement fronting on Outremont Avenue, being the Southeast part of lot number five hundred and seventy five of the subdivision of the original lot number thirty five (35-575 S.E. Pt.) of the Parish of Montreal, bounded in front by Outremont Avenue, in the rear by part of lot number 35-590, on one side to the Northwest by the residue of the said lot number 35-575 and on the other side to the Southeast by lot number 35-574, measuring thirty eight feet in width by one hundred and five feet in depth—with building and dependencies thereon erected bearing civic number 447 Outremont Avenue.
Sauriol, J.-A.	39-35 de la paroisse de Montréal. 39-35 of the Parish of Montreal.
Sénécal, Mme-Mrs Z.	36-357 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant les numéros civiques 1345, 1347, 1349 de l'Avenue Ducharme. 36-358 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant les numéros civiques 1339, 1341, 1343, de l'Avenue Ducharme. 36-357 of the Parish of Montreal—with building bearing civic numbers 1345, 1347, 1349 Ducharme Avenue. 36-358 of the Parish of Montreal—with building bearing civic numbers 1339, 1341, 1343, Ducharme Avenue.
Walker, W.-A. & L.	33-307 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant les numéros civiques 864,866 de l'Avenue Querbes. 33-308 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant les numéros civiques 868,870 de l'Avenue Querbes. 33-309 de la paroisse de Montréal—avec bâtisse portant les numéros civiques 872,874 de l'Avenue Querbes. 33-307 of the Parish of Montreal—with building bearing civic numbers 864,866 Querbes Avenue. 33-308 of the Parish of Montreal—with building bearing civic numbers 868,870 Querbes Avenue. 33-309 of the Parish of Montreal—with building bearing civic numbers 872,874 Querbes Avenue.
Walsh, J. R.	{ 12-5-2 de la paroisse de Montréal joint avec 12-6-1 " " avec bâtisse portant le numéro civique 14 de l'Avenue Holyrood. 12-5-2 of the Parish of Montreal joint with 12-6-1 " " with building bearing civic number 14 Holyrood Avenue.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la Cité d'Outremont.

Donné en la Cité d'Outremont, ce dix-huitième jour de septembre, mil neuf cent trente-cinq (1935).

Le greffier et trésorier,
E. T. SAMPSON.

5201—38-2-o

The above immoveables are all described on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal and situated in the City of Outremont.

Given at the City of Outremont, this eighteenth day of September, nineteen hundred and thirty-five (1935).

E. T. SAMPSON,
City Clerk and Treasurer.

5202—38-2-o

PROVINCE DE QUÉBEC.
VILLE DE DOLBEAU.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.-E. MORIN, secrétaire-trésorier de la ville de Dolbeau, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Dolbeau, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1.—Comme appartenant à Zéphirin Plamondon: un emplacement mesurant 30 pieds de front sur 125 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau sous le numéro de subdivision quatre cent dix-huit du lot numéro quarante-deux (42-418) du dix-septième rang du canton Parent—avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales	\$ 580.00	
Taxe d'eau	40.42	
Intérêts	78.00	\$698.42

Taxes Scolaires	247.20	
Intérêts	28.28	275.48

Total..... \$973.90

2.—Comme appartenant à Zéphirin Plamondon: un emplacement mesurant 40 pieds de front par 143 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau sous le numéro de subdivision cinq cent quinze du lot numéro quarante-deux (42-515), du dix-septième rang du canton Parent—avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales	\$ 62.72	
Intérêts	7.85	70.57

Taxes scolaires	24.70	
Intérêts	2.84	27.54

Total..... \$ 98.11

3.—Comme appartenant à Madame Obéline Cossette Grenier: un emplacement mesurant 40 pieds de front sur 125 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau, sous le numéro de subdivision deux cent quarante-deux du lot numéro quarante et un-B (41b-242) du dix-septième rang du canton Parent—avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales	\$ 192.66	
Taxe d'eau	26.57	
Intérêts	24.05	243.28

Taxes scolaires	75.95	
Intérêts	8.71	84.66

Total..... \$327.94

Les immeubles ci-dessus sont tous situés dans la ville de Dolbeau.

L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Dolbeau, le 24 septembre, 1935.

Le secrétaire-trésorier,
J.-E. MORIN.

5287—39-2-o

PROVINCE OF QUEBEC.
TOWN OF DOLBEAU.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given by the undersigned, J. E. MORIN, secretary-treasurer of the town of Dolbeau, that the hereinafter designated properties will be sold by public auction in the meeting room of the municipal council of the aforesaid town, at the Town Hall in the Town of Dolbeau, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon; for the non-payment of the municipal, school and other taxes, with interests, also the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1.—As belonging to Zéphirin Plamondon: an emplacement measuring 30 feet in front by 125 feet in depth, known and designated on the official cadastre under subdivision number four hundred and eighteen of lot number forty two (42-418) seventeenth range, township of Parent—with buildings thereon erected.

Municipal taxes	\$ 580.00	
Water tax	40.42	
Interests	78.00	\$698.42

School taxes	247.20	
Interests	28.28	275.48

Total..... \$973.90

2.—As belonging to Zéphirin Plamondon: an emplacement measuring 40 feet in front by 143 feet in depth, known and designated on the official cadastre under subdivision number five hundred and fifteen of lot number forty two (42-515) seventeenth range, township of Parent—with buildings thereon erected.

Municipal taxes	\$ 62.72	
Interests	7.85	70.57

School taxes	24.70	
Interests	2.84	27.54

Total..... \$ 98.11

3.—As belonging to Madam Obéline Cossette Grenier: an emplacement measuring 40 feet in front by 125 feet in depth, known and designated on the official cadastre under subdivision number two hundred and forty two of lot number forty one B (41b-242) seventeenth range, township of Parent—with buildings thereon erected.

Municipal taxes	\$ 192.66	
Water tax	26.57	
Interests	24.05	243.28

School taxes	75.95	
Interests	8.71	84.66

Total..... \$327.94

The above immovables are all situated in the town of Dolbeau. The purchaser must pay immediately the price of his purchase.

Given at Dolbeau, September 24th, 1935.

J. E. MORIN,
Secretary-Treasurer.

5288—39-2-o

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE VAL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
BARRETTE VAL BARRETTE

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné par J.-A.-Raoul Bédard, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale du Village de Val Barrette, que la Commission Municipale de Québec, à une réunion de la dite Commission, tenue à Montréal, le 28 septembre, 1935, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles situés dans la Municipalité du Village de Val Barrette, sur lesquels il est dû des arrérages pour taxes et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés, seront vendus par encan public dans la salle paroissiale du Village de Val Barrette, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues à la Municipalité du Village de Val Barrette et à la Commission Scolaire du Village de Val Barrette, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by J. A. Raoul Bédard, Secretary-Treasurer, of the Municipal Corporation of the Village of Val Barrette, that the Quebec Municipal Commission, at a meeting of the said Commission, held at Montreal, on the 28th of September, 1935, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables situate in the Municipality of the Village of Val Barrette, upon which are due arrears of taxes and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned, will be sold by public auction in the Parish Hall of the Village of Val Barrette, on TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of OCTOBER, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due to the Municipality of the Village of Val Barrette and to the School Commission of the Village of Val Barrette, unless same be paid, with interest and costs, before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Número du cadastre du Village de Val Barrette. Cadastral number of the village of Val Barrette
Chevrier, Henri	236
Chevrier, Henri. Partie du lot numéro 230, ayant environ 21 pieds de front sur la rue principale et bornée, au nord par la dite rue, à l'ouest par le lot No 231, au sud par le lot No 253 et à l'est par le résidu du lot No 230. Part of lot number 230, having about 21 feet in front on Principale Street and bounded on the North by the said Street, on the West by lot No. 231, on the South by lot No. 253 and on the East by the residue of lot No. 230.	
Boisclair, Dame Vve-Widow Louis. 418 et partie de 476, la dite partie étant bornée à l'est par le lot 417, au nord par la rue principale, à l'ouest par le lot 418 et au sud par le résidu dudit lot 476. La profondeur de la dite partie à partir de la rue principale étant égale à la profondeur du lot 418. 418 and part of 476, the said part being bounded on the East by lot 417, on the North by Principale Street, on the West by lot 418 and on the South by the residue of said lot 476. The depth of the said part starting at Principale Street being equal to the depth of lot 418.	
Gendron, A.	550 & 351.
Racette, Eugène.	348 & 353.
Guérin, C.-E.	222.
Boivin, J.	341.
Duffy, Patrick. Partie du lot 526 ayant 69 pieds de front sur la rue principale et borné au sud par la dite rue principale, à l'ouest par la propriété de Alphonse Forget, au nord par le terrain du chemin de fer Pacifique Canadien et à l'est par le garage de Henri St-Onge. Part of lot 526 measuring 69 feet in front on Principale Street and bounded on the South by said Principale Street, on the West by the property of Alphonse Forget, on the North by the land of the Canadian Pacific Railway and on the East by the garage of Henri St-Onge.	
Duffy, Patrick. Partie du lot 526 ayant 69 pieds de front sur la rue Principale et borné au sud par la dite rue principale, à l'ouest par le garage de Henri St-Onge, au nord par le terrain du chemin de fer Pacifique Canadien et à l'est par la propriété de Jimmy Ladouceur. Part of lot 526 measuring 69 feet in front on Principale Street and bounded on the South by said Principale Street, on the West by the garage of Henri St-Onge, on the North by the land of the Canadian Pacific Railway and on the East by the property of Jimmy Ladouceur.	
Gagnon, René.	218.
Matte, J.	231.
Guérin, Geo.-A.	237.

Donné à Val Barrette, ce vingt-huitième jour de septembre, 1935.

Given at Val Barrette, this twenty eighth day of September, 1935.

Le Délégué Spécial,
J.-A.-RAOUL BÉDARD.

J. A. RAOUL BEDARD,
Special Delegate.

5419-40-2-o

5420-40-2

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe", dans le comté de Lotbinière, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Lotbinière, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 21^{ème} jour de juillet 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q. 1925), ce 27^{ème} jour de septembre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B. ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

5343-40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard d'Eastman", dans le comté de Brome, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Brome, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 28^{ème} jour d'avril 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce 27^{ème} jour de septembre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B. ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

5345-40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Irénée", dans le comté de Charlevoix-Est, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, les animaux de ferme, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe", in the county of Lotbinière, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Lotbinière, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 21st day of July 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q. 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.

For the Treasurer of the Province of Québec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Que.

5344-40-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard d'Eastman", in the county of Brome, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Brome, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 28th day of April 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.

For the Treasurer of the Province of Québec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Que.

5346-40-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Saint-Irénée", in the county of Charlevoix-Est, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind, the farm live stock and any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5347—40-2-o

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL,

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5348—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Magloire", dans le comté de Bellechasse, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Bellechasse, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 23ième jour de juin 1935.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Magloire", in the county of Bellechasse, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Bellechasse, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 32rd day of June 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5349—40-2-o

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5350—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas", dans le comté de Lévis, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Lévis, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 28ième jour de juillet 1935.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas", in the county of Lévis, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Lévis, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 28th day of June 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5351—40-2-o

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5352—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Sainte-Thérèse de Blainville", dans le comté de Terrebonne, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Sainte-Thérèse de Blainville", in the county of Terrebonne, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire,

foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, les animaux de ferme, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des Assurances,

B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5353—40—2-o

Avis est par le présent donné que la Sterling Trusts Corporation, ayant cessé de faire des opérations de fidéicommis dans la province de Québec, tel que prévu par le chapitre 248, des S. R. Q. de 1925, le permis accordé à cette compagnie est expiré sans renouvellement, depuis le 1er juillet 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 30 de la loi des compagnies de fidéicommis, ce quatorzième jour de juillet, 1935.

B.-ARTHUR DUGAL,

Inspecteur des compagnies de fidéicommis.
5257—39—2-o

lightning and wind, the farm live stock and any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,

B. ARTHUR DUGAL.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5354—40—2-o

Notice is hereby given that the Sterling Trusts Corporation, having ceased to do business in the Province of Quebec, as provided in chapter 248 of the Revised Statutes 1925, the license granted to that Company is expired without renewal since July 1st., 1935.

Given pursuant to the section 30 of the Trust Companies Act, this fourteenth day of July, 1935.

B. ARTHUR DUGAL,

Inspector of Trust Companies.
5258—39—2-o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 25 septembre 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 26 septembre 1935

Concernant la vente de la Perdrix.

2705

L'Honorable Ministre des Travaux Publics, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 25 septembre, (1935), expose:

Que le paragraphe 10, du chapitre 86 des Statuts Refondus de Québec (1925), stipule que l'achat, la vente ou la possession pour fins de vente de la perdrix grise ou de savane, ainsi que de la gélinotte à queue aiguë, se terminera le 1er octobre 1935, et qu'il importe de prolonger cette prohibition pour quelques années encore:

EN CONSÉQUENCE, l'Honorable Ministre recommande, en vertu du paragraphe 2 de l'article 48 des mêmes Statuts Refondus de Québec (1925), la prohibition de l'achat, de la vente, de la mise en vente ou de la possession pour fins de vente, de la perdrix grise ou de savane, et de la gélinotte à queue aiguë, soit prolongée pour une période de trois ans.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

5363-o

Order in Council

COPY of a Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated September 25, 1935, approved by the Lieutenant-Governor, on September 26, 1935.

Concerning the sale of Partridge.

2705

The Honourable Minister of Public Works, Game and Fisheries, in a memorandum dated September 25, (1935), sets forth:

That paragraph 10, of chapter 86 of the Revised Statutes of Quebec (1925), stipulates that the purchase, sale or possession with intent to sell, of any birch or spruce partridge, as well as sharp-tailed grouse, shall end on the 1st of October 1935, and that it is expedient to further extend this prohibition for several years:

THEREFORE, the Honourable Minister recommends that pursuant to paragraph 2 of Article 48 of the same Revised Statutes of Quebec (1925), the prohibition of the purchase, sale, exposition for sale, possession with intent to sell, of birch or spruce partridge and sharp-tailed grouse, be extended for a further period of three years.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5364

Avis divers

SOUTH BELT GOLD MINES, LIMITED

Extrait du Règlement No 3

Le bureau des directeurs sera composé de cinq personnes, ou directeurs, chacun d'eux sera action-

Miscellaneous Notices

SOUTH BELT GOLD MINES, LIMITED

Extract from By-Law No. 3

That the Board of Directors shall be composed of five persons or directors each of whom shall

naire dans la compagnie, détenant en son propre nom pas moins d'une action entièrement acquittée.

Adopté ce treizième jour d'avril 1935.

5369 Le secrétaire,
M. P. CUDDIHY.

be a shareholder in the Company, holding in his own name at least one share paid up stock.

Enacted this 13th day of April, 1935.

5370-o M. P. CUDDIHY,
Secretary.

AVIS DE RACHAT DE DÉBENTURES PAR LA VILLE DE NICOLET

Avis est par les présentes donné qu'au premier novembre 1935, la ville de Nicolet rachètera au pair les débentures émises en vertu de ses règlements numéros 57-59 et 62, conformément à la faculté de rachat contenue dans les dits règlements. Les porteurs de ces débentures devront donc présenter les dites débentures, en même temps que les coupons échus et non échus, à la banque Canadienne Nationale à ses bureaux de Montréal ou à ses succursales.

Nicolet, 27 septembre 1935.

Le maire,
H.-H. BIRON.
Le greffier,
H. GRENIER.

5371-o

NOTICE OF THE REDEMPTION OF BONDS BY THE TOWN OF NICOLET

Notice is hereby given that on the first of November 1935, the town of Nicolet shall redeem at par the bonds issued under its By-Laws numbers 57-59 and 62, pursuant to the power of redemption contained in the said By-Laws. The holders of the said bonds should therefore present the said bonds, together with the matured and unmatured coupons, at the Banque Canadienne Nationale at its offices in Montreal or at its branches.

Nicolet, September 27, 1935.

H. H. BIRON,
Mayor.
H. GRENIER,
Clerk.

5372

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 82.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 82.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.70 net F. A. B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F. A. B. la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lévis;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lévis.

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.70 net F. O. B. business place of said dealer.

4. Any raw milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.00 net F. O. B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon. As far as

pot et trente-deux sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 68 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 8 juin 1935, et entre en vigueur le 7 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,

R.-G. DAVIDSON,

THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie

Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935.

5387-0

Canada, Province de Québec, District de
Chicoutimi

Avis public, est par le présent donné par la ville de Port-Alfred, dans les district et comté de Chicoutimi, qu'après la quatrième et dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour fixer la date des élections municipales au premier jour juridique de juillet au lieu du premier jour juridique de février.

Donné à Port Alfred, ce vingt-quatrième jour du mois de septembre mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier,

5289-39-4-0

ROSAIRE CROFT N. P.

concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty-eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 68 of said Commission, published in the *Official Gazette of Québec*, dated June 8, 1935, and comes into force on October 7, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,

R. G. DAVIDSON,

THEO. J. LAFRENIÈRE.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry

Commission.

Québec, October 2, 1935.

5388-0

Canada, Province of Québec, District of
Chicoutimi

Public notice is hereby given by the Town of Port-Alfred, in the district and county of Chicoutimi, that after the fourth and last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it shall apply to the Lieutenant-Governor in Council to fix the date of the municipal elections to the first juridical day of July instead of the first juridical day of February.

Given at Port-Alfred, this twenty-fourth day of the month of September, one thousand nine hundred and thirty five.

ROSAIRE CROFT, N. P.,

5290-39-4

Secretary-Treasurer.

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 400. Dame Yvonne Chagnon, épouse commune en biens de Joseph Gatien, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joachim, district de Bedford, demanderesse; vs Joseph Gatien, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joachim, district de Bedford, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 septembre, 1935.

Sweetsburg, 30 septembre 1935.

Le procureur de la demanderesse,

5365-0

JOSEPH GINGRAS.

Actions en séparation de biens

Province of Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 400. Yvonne Chagnon, wife common as to property of Joseph Gatien, farmer, of the Parish of Saint Joachim, County of Shefford, Plaintiff; vs Joseph Gatien, farmer, of Saint Joachim, said County of Shefford, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the thirtieth day of September, 1935.

Sweetsburg, September 30th., 1935.

JOSEPH GINGRAS,

5366-0

Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F-149237. Marcelle Gariépy, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, demanderesse; vs Emmanuel Labrecque, des cité et district de Montréal, tailleur de fourrures, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-cinquième jour de septembre, 1935.

Montréal, le 26 septembre 1935.

Les procureurs de la demanderesse.

5367-0

HIBBARD & GOSSELIN.

Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. F-149237. Marcelle Gariépy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant, Plaintiff; vs Emmanuel Labrecque, of the city and district of Montreal, fur cutter, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty fifth day of September, 1935.

Montreal, the 26th September, 1935.

HIBBARD & GOSSELIN,

5368

Attorney for the Plaintiff.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 398. Dame Florida Brien, épouse commune en biens de Roland Marquis, Greffier de la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse; vs Ledit Roland Marquis, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de septembre 1935.

Sweetsburg, le 30 septembre 1935.

Le procureur de la demanderesse,
5393-o PAUL PROVOST.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 837. Dame Blandine Gilbert, demanderesse; vs Noël Sévigny, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Coaticook, le 1er octobre 1935.

Les procureurs de la demanderesse,
5427-o SAMSON & GERIN.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 398. Dame Florida Brien, wife common as to property of Roland Marquis, Clerk, of the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; vs The said Roland Marquis, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this cause on the twenty third day of September 1935.

Sweetsburg, September 30, 1935.

PAUL PROVOST,
5394 Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 837. Dame Blandine Gilbert, plaintiff; vs Noël Sévigny, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Coaticook, October the 1st., 1935.

SAMSON & GERIN,
5428-o Attorneys for plaintiff.

Bureaux-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Laflamme & Laflamme, Limited," constituée en corporation par Lettres Patentes de la Province de Québec, le 28ième jour de mai 1926, et ayant son bureau-chef en la cité de Shawinigan Falls, a déménagé son bureau-chef en la cité de Montréal, au No 6682, rue De Normanville.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 9ème jour de septembre 1935.

Le président,
5373 L.-J.-B. LAFLAMME.

G. EMILE ROY, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que G. Emile Roy, Limitée, incorporée par lettres Patentes Supplémentaires en date du 22 août 1935, a établi son bureau chef à Beauport, dans le district de Québec.

Daté à Beauport, ce 17 septembre 1935.

5375-o G. EMILE ROY.

Province de Québec, District de Montréal.

QUEBEC FLOUR MILLS CO., LTD.

Avis est donné que la compagnie "Quebec Flour Mills Co., Ltd.", constituée en corporation par Lettres-Patentes en date du 19 juillet 1935 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 443 de l'Avenue Viger.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23ième jour de septembre 1935.

Le secrétaire-trésorier,
5377-o J.-U. ARCHAMBAULT.

Avis est donné que la Compagnie "Club de Hockey Canadien, Inc.", constituée en corporation par Lettres Patentes émises suivant la Loi des Compagnies de Québec, en date du 24 septembre 1935, et ayant son bureau principal dans la Cité

Chief Offices

Notice is hereby given that Laflamme & Laflamme, Limited, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the 28th day of May 1926, and having its head office in the City of Shawinigan Falls, has moved its head office to the City of Montreal, at 6682 De Normanville Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 9th day of September, 1935.

L. J. B. LAFLAMME,
5374-o President.

G. EMILE ROY, LIMITÉE

Notice is hereby given that G. Emile Roy Limitée, incorporated by Supplementary Letters Patent dated August 22nd, 1935 has established its head office at Beauport, in the District of Quebec.

Dated at Beauport, this 17th. of September, 1935.

5376-o G. EMILE ROY.

Province of Quebec, District of Montreal.

QUEBEC FLOUR MILLS CO., LTD.

Notice is given that the company "Quebec Flour Mills Co., Ltd.", incorporated by letters patent dated July 19, 1935, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 443 Viger Avenue.

On and from the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 23rd day of September 1935.

J. U. ARCHAMBAULT,
5378 Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the "Club de Hockey Canadien, Inc.", company incorporated by Letters Patent under the Companies Law of the Province of Quebec, on the twenty-fourth day of September, nineteen hundred and thirty-five,

de Montréal, District de Montréal, a établi son bureau à la Chambre numéro 125, Hôtel Windsor, rue Windsor.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce trentième jour de septembre, mil neuf cent trente-cinq.

5395-o

Le président,
J.-E. SAVARD.

and having its head office in the City of Montreal, has established its office at Room 125, Windsor Hotel, Windsor Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this thirtieth day of September, nineteen hundred and thirty-five.

5396-o

J. E. SAVARD,
President.

HOMES INCORPORATED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Homes Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes, le troisième jour de septembre 1935, et ayant sa principale place d'affaires en la ville de Mont-Royal, a maintenant ouvert son bureau au No. 9 de l'Avenue Cornwall.

A compter de, et après la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant la principale place d'affaires de la compagnie.

Daté en la ville de Mont-Royal, ce vingt-septième jour de septembre 1935.

5425

Le secrétaire-trésorier,
ALEX'R WATT.

HOMES INCORPORATED

Notice is hereby given that Homes Incorporated, incorporated by Letters Patent on the Third day of September 1935, and having its Head Office in the Town of Mount Royal, has established its office at No. 9 Cornwall Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the Town of Mount Royal, this twenty-seventh day of September 1935.

5426-o

ALEX'R. WATT,
Secretary-Treasurer.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chomedy Apartments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de novembre, 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-huitième jour de septembre 1935, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de septembre, 1935.

5355-o

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

SOUTH SHORE INVESTMENTS, LIMITED

AVIS

Avis est par le présent donné que la compagnie "South Shore Investments, Limited", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 27 septembre, 1935.

5379

Le secrétaire,
C. A. TELLMAN.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chomedy Apartments Limited", incorporated by letters patent dated the fifth day of November, 1930.

Notice is also given that from and after the twenty eighth day of September, 1935, the company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of September, 1935.

5356

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

SOUTH SHORE INVESTMENTS, LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that South Shore Investments, Limited, will make Application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter, under the Provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 27 September, 1935.

5380-o

C. A. TELLMAN,
Secretary.

Département des affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 26 septembre 1935.

PRÉSENT: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Liguori,

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, September 26, 1935.

PRÉSENT: The Lieutenant-Governor in Council.

WHEREAS, by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Liguori, in the

dans le comté de Montcalm, le 5e jour d'août 1935, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Liguori, dans le comté de Montcalm, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

EMILE MORIN,
Pour le ministre des Affaires Municipales,
5391-o de l'Industrie et du Commerce.

county of Montcalm, on the 5th day of August 1935, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint Liguori, in the county of Montcalm, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

EMILE MORIN,
For the Minister of Municipal Affairs,
5392 Trade and Commerce.

Département de l'Instruction publique

No 105-32.

Québec, le 1er octobre, 1935.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, les lots Nos 26 à 35 inclusivement du rang VIII, du canton de Arundel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Brébeuf, dans le comté de Terrebonne. 5431-40-2-o

No 1368-34.

Québec, le 1er octobre, 1935.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, les lots Nos 39, 40, 43, 44, 45 et 46 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore et de les annexer à la municipalité scolaire de Shawinigan-Falls, même comté.

5433-40-2-o

Department of Public Instruction

No. 105-32.

Quebec, October 1st., 1935.

Application is made to detach from the school municipality of Huberdeau, in the county of Argenteuil, lots Nos. 26 to 35 inclusively of range VIII, of the township of Arundel, and to annex them to the school municipality of Brébeuf, in the county of Terrebonne. 5432-40-2

No. 1368-34.

Quebec, October 1st., 1935.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Flore, county of Saint Maurice, lots Nos. 39, 40, 43, 44, 45 and 46 of the official cadastre for the parish of Sainte Flore and to annex them to the school municipality of Shawinigan-Falls, same county.

5434-40-2

ERRATA

A la page 3724 de la *Gazette officielle de Québec*, du 7 septembre 1935, RE: Nominations, troisième paragraphe, première ligne, lisez: Edouard Brunelle, de Shawinigan Falls, au lieu de Edouard Brunelle, de la cité de Québec. 5359

A la page 3872 de la *Gazette officielle de Québec* du 21 septembre 1935, dans l'avis de vente Dion contre Aubut, il a été omis à la suite de "avec les bâtisses y érigées": Ce terrain connu et désigné sous le lot numéro quatre cent trente (430) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André d'Acton.

5381-o

ERRATA

On page 3724 of the *Quebec Official Gazette*, of the 7th of September 1935, RE: Appointments, third paragraph, 1st line, read: Edouard Brunelle, of Shawinigan Falls, instead of Edouard Brunelle, of the city of Québec. 5360

On page 3872 of the *Quebec Official Gazette*, of September 21, 1935, in the notice of sale Dion vs Aubut, after the words "with buildings thereon erected" must be added: The said piece of ground known and designated under lot number four hundred and thirty (430) on the official plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton.

5382-o

CITÉ D'OUTREMONT

Dans l'Avis de Vente pour Taxes de la Cité d'Outremont publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 21 septembre, 1935.

CITY of OUTREMONT

In the notice of Sale for Taxes of the City of Outremont published in the *Quebec Official Gazette* of the 21st., September, 1935.

Page 3876, Desforbes, L. P. et al. Sur la quatrième ligne de la description (Version française) 26-6pt. W. devrait se lire 26-6pt. O.

Page 3876, Desforbes, L. P. et al. Sur la onzième ligne de la description (Version française) 27-29 pt. devrait se lire 29-29 pt. O.

Page 3877, Donolo, L. Sur la quatrième ligne de la description (Version française) 38-29 devrait se lire 38-329. Dans la version anglaise 38-328 a été omis.

Page 3879, Panneton, L. N. Sur la sixième ligne de la description (Version française) 574 devrait se lire 35-574.

5389-o

Page 3876, Desforbes, L. P. et al. On the fourth line of description (French version) 26-6 pt. W. should read 26-6pt. O.

Page 3876, Desforbes, L. P. et al. On the eleventh line of description (French version) 27-29 pt. should read 27-29 pt. O.

Page 3877, Donolo, L. On the fourth line of description (French version) 38-29 should read 38-329. In the English version 38-328 was omitted.

Page 3879, Panneton, L. N. On the sixth line of description (French version) 574 should read 35-574.

5390-o

Nominations

No 1348.—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de 1 syndie d'écoles.

Nomination de 1 président des syndicats d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 19 septembre courant (1935), de nommer M. Raoul Brière, syndie d'écoles, et M. Jérémiah Murphy, président des syndicats d'écoles pour la municipalité de Saint-Malachie-d'Ormstown, par., dans le comté de Châteauguay.

5435-o

No 625.—Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de 1 Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 19 septembre courant (1935), de nommer M. Alfred Roberge Commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Ferdinand, dans le comté de Mégantic.

5437-o

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No F-143810 Adéla Vincent, demanderesse; vs Les Héritiers de feu Dame Caroline Larue, défendeurs; et Théodore Lefort *et al.*, tiers-saisis *ès qualité*; et Irène Cinq-Mars *et al.*, Intervenantes.

Sur l'ordre de l'honorable juge Fortier, donné ce 16ième jour d'août 1935, vu les allégations de l'insolvabilité des Héritiers de feu Dame Caroline Larue, du district de Montréal, les défendeurs, les créanciers des dits défendeurs qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal dans les quinze jours de la première insertion dans la "Gazette officielle" de Québec, conformément aux articles numéros 673-674 du Code de Procédure Civile.

Montréal, le 20ième jour de septembre 1935.

T. DEPATIE,

5277-39-2-o Député Protonotaire, C. S.

Appointments

No. 1348.—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of 1 School Trustee.

Appointment of 1 president of the School Trustees.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated September 19, instant, (1935), to appoint Mr. Raoul Brière, school trustee, and Mr. Jeremiah Murphy, president of School Trustees for the Municipality of Saint Malachie of Ormstown, par., in the county of Chateauguay.

5436

No. 625.—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of 1 School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated September 19, instant (1935), to appoint Mr. Alfred Roberge School Commissioner for the Municipality of Saint Ferdinand, in the county of Megantic.

5438

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. F-143810. Adel'a Vincent, plaintiff; vs The Heirs of the late Dame Caroline Larue, defendants; and Theodore Lefort *et al.*, Tiers-saisis, *ès-qualité*; and Irene Cinq-Mars *et al.*, Intervenantes.

By order of the Honourable Justice Fortier, given this 16th. day of August, 1935 seeing the allegations of the insolvency of The Heirs of the late Dame Caroline Larue, of the district of Montreal, the defendants, the creditors of said defendants who have not yet filed their claims, are now called to produce their claims in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at Montreal, in the fifteen days of the first insertion of the "Quebec Official Gazette", under the law of Articles Nos. 673-674 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, September 20th., 1935.

T. DEPATIE,

5278-39-2-o Deputy Prothonotary, S. C.

Soumissions

LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le sousigné jusqu'à samedi, le 19 octobre prochain, 1935, à 4 P.M., pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er septembre, 1935, au montant de \$150,000.00, à 4% d'intérêt.

Intérêts payables semi-annuellement, les 1er mars et septembre.

Capital remboursable par séries du 1er septembre, 1936, au 1er septembre, 1965, comme suit:

1936 et 1937.....	\$2,000.00 par an,
1938 à 1944 incl.....	\$3,000.00 par an,
1945 et 1946.....	\$4,000.00 par an,
1947 à 1951 incl.....	\$4,500.00 par an,
1952.....	\$5,500.00
1953 à 1958 incl.....	\$6,000.00 par an,
1959 à 1964 incl.....	\$7,500.00 par an,
1965.....	\$8,000.00

Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne Nationale, Sherbrooke ou Montréal, P.Q.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de l'emprunt et devra spécifier si elle comprend les intérêts courus ou non.

Les Commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, P.Q., ce deuxième jour d'octobre, 1935.

5429-o

Le secrétaire-trésorier,
G.-E. BEGIN.

Tenders

THE BOARD OF THE ROMAN CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until Saturday, the 19th day of October next, 1935, at 4 P.M., for the purchase of an issue of bonds dated from the first day of September, 1935, for \$150,000.00, at 4% interest.

Interest payable semi-annually, the 1st day of March and September.

Capital redeemable serially from the 1st of September, 1936, to the 1st of September, 1965, as follows:

1936 and 1937.....	\$2,000.00 per annum,
1938 to 1944 Incl.....	\$3,000.00 per annum,
1945 and 1946.....	\$4,000.00 per annum,
1947 to 1951 Incl.....	\$4,500.00 per annum,
1952.....	\$5,500.00
1953 to 1958 Incl.....	\$6,000.00 per annum,
1959 to 1964 Incl.....	\$7,500.00 per annum,
1965.....	\$8,000.00

Capital and interest payable at the Banque Canadienne Nationale, Sherbrooke or Montreal, P. Q.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the accrued interest is included therein or not.

The Commissioners do not obligate themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, P.Q., this second day of October, 1935.

5430-o

G. E. BEGIN,
Secretary-treasurer.

Vente—Loi de faillite

(Sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers).

AVIS DE VENTE.

Dans l'affaire d'Arthur Noël, cultivateur, de la paroisse de Saint-Léon, district des Trois-Rivières;

Avis public est, par le présent, donné que MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de Saint-Léon, comté de Saint-Maurice, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, au plus haut et dernier enchérisseur, des immeubles suivants, dépendants de l'actif susdit, savoir:

a) Une terre située en la paroisse de Saint-Léon, concession Barthélemy côté ouest, connue et désignée comme faisant partie du No (553) cinq cent cinquante-trois, au plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, contenant un arpent et demi de largeur sur dix-huit arpents de profondeur, tenant en front au chemin de la concession et en profondeur au cordon des terres de la concession de Beaupré, du côté nord à Hormidas Paquin et du côté sud à Arthur Noël—sans mesure précise et avec bâtisses;

b) Les lots connus sous les numéros cinq cent cinquante et un et cinq cent cinquante-deux (551-

Sale—Bankruptcy Act

(Under the Farmers' Creditors Arrangement Act).

NOTICE OF SALE.

In the matter of Arthur Noel, farmer, of the parish of Saint Leon, district of Trois Rivières;

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1935, at TEN of the clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Leon, county of Saint Maurice, there shall be sold at public auction to the highest and last bidder the following immovables belonging to the aforesaid estate to wit:

a) A land situated in the parish of Saint Leon, concession Barthelemy, West side, known as forming the lot number five hundred and fifty three (553) of the official cadastre of the said parish Saint Leon, county of Saint Maurice, containing: One and $\frac{1}{2}$ acre of width by 18 acres of depth, bounded toward the concession's road in front, and in depth by the lands' cordon, concession Beaupré, toward the North Hormidas Paquin and toward South by Arthur Noel—with-outh exact dimensions, and with buildings;

b) The lots of land known under number five hundred fifty-one, and five hundred fifty two (551-

552) du cadastre pour la paroisse de Saint-Léon;

c) Les lots numéros cinq cent quarante-sept (547), cinq cent quarante-huit (548), cinq cent quarante-neuf (549) et cinq cent cinquante (550) du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Léon;

d) Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-cinq (585) du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Léon;

Les titres et certificats peuvent être examinés au Bureau du soussigné en aucun temps;
Cette vente est faite en conformité à l'article 45 de la loi de faillite et au jugement de la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières, en date de ce jour, le 18 septembre 1935; et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant; cahiers des charges et pour toute autre information s'adresser au soussigné.

Trois-Rivières, P. Qué., le 18 septembre 1935.

Le séquestre officiel et syndic,
5245—39-2-o Z. FOREST.

552) of the official cadastre in the parish of Saint Leon;

c) The lots of land number five hundred forty seven (547) five hundred forty eight (548) five hundred forty nine (549) and five hundred fifty (550) of the official cadastre of the said parish Saint Leon.

d) The lot number five hundred eighty five (585) of the official cadastre for the said parish of Saint Leon;

The titles and certificates may be examined at any time at the undersigned office;

The sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, to the judgment of the Superior Court, for the district of Trois Rivières, dated September 18th., 1935, and shall have the same effects of a Sheriff's sale;

Conditions of sale: cash; book of charges and any other information apply to the undersigned;

Trois Rivières, P. Qué., September 18th. 1935.

Z. FOREST,
5246—39-2-o Official receiver and Trustee.

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } O DILON NADEAU et al.,
No 14264. } demandeurs; contre
SIMEON GILBERT, défendeur.

Les lots six cent quatre-vingt-treize et six cent quatre-vingt-quatorze (693 et 694) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, le 1er octobre 1935.
[Première publication, le 5 octobre 1935]
5383—40-2-o

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } O DILON NADEAU et al.,
No. 14264. } plaintiffs; against SI-
MEON GILBERT, defendant.

The lots of land six hundred and ninety three and six hundred and ninety four (693 and 694) of the official cadastre for the parish of Saint François, Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint François, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, October 1st., 1935.
[First publication, October 5th., 1935]
5384—40-2-o

GASPÉ

BREF DE FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } FRANÇOIS - E.
District de Gaspé, } GALLANT, jour-
Comté de Bonaventure, } nalier, de Saint-Benoit de Matapédia,
No. 4829. }
comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE J. CLIFFORD McDONALD, en son vivant de Campbellton, province du Nouveau-Brunswick, défendeurs.

1. Un lot de terre situé dans le canton Restigouche, étant la moitié nord-ouest du lot No 3, du septième rang dudit canton—ainsi que la maison érigée sur le dit lot de terre—contenant une superficie de cinquante acres plus ou moins,

GASPÉ

WRIT OF FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } FRANÇOIS E.
District of Gaspé, } GALLANT, la-
Co. of Bonaventure, } borer, of Saint Be-
No. 4829. } noit de Matapédia,
county of Bonaventure, District of Gaspé, plaintiff; vs THE HEIRS OF J. CLIFFORD McDONALD, in his lifetime of Campbellton, Province of New Brunswick, defendants.

1. A lot of land situate in the township of Restigouche, being the Northwest half of lot No. 3 of the 7th range of the said township,—together with the house erected on the said lot of land—containing an area of fifty acres more or

circonstances et dépendances; borné au nord-ouest par la partie sud-est du lot No 4 du septième rang du dit canton, appartenant à la succession de J. Clifford McDonald, au nord-est par le chemin public, au sud-est par la partie sud-est du lot No 3 du septième rang, étant la propriété de J.-N. Gastonguay, et au sud-ouest par le lot No 3 du huitième rang du dit canton, étant la propriété de André Cyr.

2. Un lot de terre situé dans le canton Restigouche, étant la moitié est du lot No 4 du septième rang du canton Restigouche—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, contenant une superficie de cinquante acres plus ou moins, borné au nord-ouest par le résidu du dit lot No 4, étant la propriété de Napoléon Lagacé, au nord-est par le chemin public, au sud-est par la moitié nord-ouest du lot No 3 du septième rang, appartenant à la succession de J. C. McDonald, et au sud-ouest par le lot No 4 du huitième rang du dit canton, étant la propriété de Hector LeBlanc.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-André de Restigouche, JEUDI, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE 1935, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, E. W. SHEPPARD.
New Carlisle, le 11 septembre 1935.
[Première publication, 14 septembre 1935]
5105—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—(New Carlisle).

Province de Québec, } DOMINIQUE LE-
District de Gaspé, } VESQUE, avo-
Comté de Bonaventure, } cat, de New Carlisle,
No 4817 } comté de Bonaventure,
district de Gaspé, demandeur; vs RÉVÉREND
T.-C. DURET, prêtre, ci-devant de Chandler,
comté et district de Gaspé, défendeur.

1. Comme appartenant aux défendeurs, un certain terrain situé à Paspebiac, dans le premier rang, mesurant 85-pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, formant partie du lot No 204 du Canton Cox—avec maison et dépendances; borné au nord par le chemin public, à l'est, à l'ouest et au sud par la propriété de Robin, Jones & Whitman, Limited.

2. Tous les droits, titres et intérêts qu'ont ou peuvent avoir les défendeurs sur les lots suivants, savoir:

(a) Le lot 1547 du cadastre pour le canton de Cox, septième rang ouest de Paspebiac, étant le No 4 primitif du dit rang.

(b) Le lot 1617 du cadastre pour le canton de Cox, huitième rang ouest de Paspebiac, étant le No 4 primitif du dit rang;

(c) Les lots 892, 893 et 894 du cadastre pour la municipalité de Hope, étant les numéros primitifs 52, 53 et 54 du rang 6, canton Hope,

(d) Les lots 763, 764 et 765 du cadastre pour la municipalité de Hope, étant les numéros primitifs 56, 55 et 54 du rang 5, canton Hope;

(e) Le lot 1530 du cadastre pour la municipalité de Paspebiac, étant le numéro primitif 7, du rang 7 est de Paspebiac, canton Cox.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Notre-Dame-de-Paspebiac, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, JEUDI, le QUATORZIEME jour du mois de NOVEMBRE, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, E.-W. SHEPPARD.
New Carlisle, le 1er octobre 1935.
[Première publication, le 5 octobre 1935]
5439—40-2-o

less, circumstances and dependencies; bounded on the Northwest by Southeast part of lot No. 4 of the 7th range of said township, belonging to the estate of J. Clifford McDonald, on the Northeast by the public road, on the Southeast by the Southeast part of lot No. 3, 7th range, being the property of J. N. Gastonguay, and on the Southwest by lot No 3, 8th range of said township, being the property of André Cyr.

2. A lot of land situate in the township of Restigouche, being the East half of lot No. 4 of the 7th range of the township of Restigouche—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, containing an area of fifty acres more or less, bounded on the Northwest by balance of said lot No. 4, being the property of Napoléon Lagacé, on the Northeast by the Public Road, on the Southeast by the Northwest half of lot No. 3 of the 7th range, belonging to the estate of J. C. McDonald, and on the Southwest by lot No. 4 of the 8th range of said township, being the property of Hector LeBlanc.

To be sold at the parochial church door of Saint André de Restigouche, on THURSDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, September 11th., 1935.
[First publication, September 14, 1935]
5106—37-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—(New Carlisle).

Province of Quebec, } DOMINIQUE LE-
District of Gaspé, } VESQUE, avo-
county of Bonaventure, } cate, of New Carlisle,
No. 4817 } county of Bonaventure,
district of Gaspé, plaintiff; vs REVEREND
T. C. DURET, Priest, heretofore of Chandler,
county and district of Gaspé, defendant.

1. As belonging to the defendants, a certain lot of land situate at Paspebiac, in the first range, measuring 85 feet in width by 150 feet in depth, forming part of lot No. 204 of the Township of Cox—with a house and dependencies; bounded on the north by the public road, on the East, West and South by the property of Robin, Jones & Whitman, Limited.

2. All the rights, titles and interest which the defendants have or may have on the following lots, to wit:

(a) Lot 1547 of the cadastre for the township of Cox, seventh West range of Paspebiac, being original No. 4 of said range;

(b) Lot 1617 of the cadastre for the township of Cox, eighth West range of Paspebiac, being original No. 4 of said range.

(c) Lots 892, 893 and 894 of the cadastre for the municipality of Hope, being original numbers 52, 53 and 54 of range 6, township of Hope;

(d) Lots 763, 764 and 765 of the cadastre for the municipality of Hope, being original numbers 56, 55 and 54 of range 5, township of Hope;

(e) Lot 1530 of the cadastre for the municipality of Paspebiac, being original number 7, East range 7 of Paspebiac, township of Cox.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspebiac, in the county of Bonaventure, district of Gaspé, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of NOVEMBER, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, October 1st., 1935.
[First publication, October 5th., 1935]
5440—40-2

HULL

HULL

Cour de Magistrat.—District de Hull.

No 7587. } **LA CITÉ DE HULL**, corps politique et incorporé existant en vertu de la Loi 56 Victoria Ch. 52, ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Hull, demanderesse; vs **WRIGHT BUILDERS SUPPLY, LIMITED**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Ottawa, dans la Province d'Ontario, et ayant aussi une place d'affaires dans les cité et district de Hull, défenderesse; et dans laquelle cause **N. WAIN-WRIGHT CLEARY**, es-qualité Syndic à la faillite de Wright Builders Supply, Limited, comptable, de la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, mis-en-cause.

Tout ce morceau ou lopin de terre connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, comme étant le lot numéro deux cent cinquante-deux (252) dans le quartier numéro un (1) de la dite cité de Hull, et les lots numéros quatre-vingt-neuf (89) et quatre-vingt-onze (91) du quartier numéro deux (2) de la dite cité de Hull, le tout borné comme suit: Vers le nord par les lots numéros quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six et quatre-vingt-sept du quartier numéro deux de la dite cité de Hull, vers le sud par les lots numéros deux cent cinquante-trois du quartier numéro un et par le lot numéro quatre-vingt-douze du quartier deux de la dite cité de Hull, vers l'est par le "Brewery Creek" et vers l'ouest par la voie du chemin de fer Quebec, Montreal, Ottawa and Occidental Railway; sauf et excepté de la propriété les morceaux ou lopins suivants des dits lots tels qu'ils sont ci-après décrits:

(a) La partie du lot numéro quatre-vingt-onze du quartier numéro deux de la dite cité de Hull telle que vendue par George-C. Wright à la compagnie Pontiac Pacific Junction Railway, par acte enregistré le 13 avril 1901, dans le Livre B, Volume 2, sous le numéro 1327;

(b) La partie des lots numéros deux cent cinquante-deux dans le quartier numéro un et quatre-vingt-onze dans le quartier numéro deux de la dite cité de Hull, telle que vendue par Wm. Hearld et John Mahoney à la compagnie Pontiac Pacific Junction Railway, par acte enregistré le 13 avril 1903, dans le livre B, Volume 2, sous le numéro 1328;

(c) La partie du lot numéro quatre-vingt-onze du quartier numéro deux de la dite cité de Hull, telle que vendue par Nérée Tétreau à la compagnie Pontiac Pacific Junction Railway, par acte enregistré le 3 mars 1902, dans le livre B, Volume 4, sous le numéro 3658;

(d) La partie des lots numéros quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-onze du quartier numéro deux de la dite cité de Hull, telle que vendue par la compagnie "The Laurentian Stone Company, Limited", à la compagnie Canadian Pacific Railway par acte enregistré le 8 janvier 1918, dans le Livre B, Volume 29, sous le numéro 29004.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Hull, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE,
Ce 25 septembre 1935. 5397—40-2
[Première publication, le 5 octobre 1935]

Magistrate's Court.—District of Hull.

No. 7587. } **THE CITY OF HULL**, a body politic and corporate duly incorporated under the Act 56 Victoria, Ch. 52, having its head office in the city and district of Hull, plaintiff; vs **WRIGHT BUILDERS SUPPLY, LIMITED**, a body politic and corporate having its principal place of business at Ottawa, in the Province of Ontario, and having also a place of business in the city and district of Hull, defendant; and in which case **N. WAIN-WRIGHT CLEARY**, in his quality of Trustee to the bankrupt estate of Wright Builders Supply, Limited, accountant, of the city of Ottawa, Province of Ontario, mis-en-cause.

All that piece or parcel of land known and described as per the Official Plan and Book of reference of the city of Hull, as lot number two hundred and fifty two (252) in ward number one (1) of said city of Hull, and lots numbers eighty nine (89) and ninety one (91) of ward number two (2) of said city of Hull, the whole bounded as follows: Towards the North by lots numbers eighty one, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six and eighty seven of ward number two of said city of Hull, towards the South by lots two hundred and fifty three of ward number one and lot number ninety two of ward two of said city of Hull, towards the East by the Brewery Creek, and towards the West by the Quebec, Montreal, Ottawa and Occidental Railway's track; save and except from the property above described the following pieces or parcels of said lots as hereinafter described:

(a) Part of lot number ninety one in ward number two of said City of Hull, as sold by George C. Wright to Pontiac Pacific Junction Railway Company, as per deed registered 13 April 1901, in Liber B, Volume 2, under number 1327;

(b) Part of lots numbers two hundred and fifty two in ward number one and ninety one in ward number two of said city of Hull, as sold by Wm. Hearld and John Mahoney to Pontiac Pacific Junction Railway Company, as per deed registered 13 April, 1903, in Liber B, Volume 2, under number 1328;

(c) Part of lot number ninety one in ward number two of said City of Hull, as sold by Nérée Tétreau to Pontiac Pacific Junction Railway Company, as per deed registered 3 March, 1902, in Liber B, Volume 4, under number 3658;

(d) Part of lots numbers eighty nine and ninety one of ward number two of said city of Hull, as sold by The Laurentian Stone Company, Limited to Canadian Pacific Railway Company, as per deed registered 8 January, 1918, in Liber B, Volume 29, under number 29004.

To be sold, at my office, in the city of Hull, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

I. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
September 25, 1935. 5398—40-2
[First publication, October 5th., 1935]

IBERVILLE

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, Qué., à savoir: } EPHREM QUIN-
No 3537. } TIN, bourgeois,
du village de Saint-Alexandre, district d'Iberville,
demandeur; vs MEDARD BRAIS, de la pa-
roisse de Saint-Sébastien, district d'Iberville,
défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Les numéros 382, 384, 385 et 386 des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Alexandre, contenant respectivement trois ar-
pents de largeur par seize arpents de profondeur—
avec la maison et toutes les bâtisses dessus cons-
truites; le tout pour être saisi et vendu "en bloc",
comme ne formant qu'une seule et même exploi-
tation, selon le jugement rendu, ce jour, par
A.-E. L'Ecuyer, protonotaire de la Cour Supé-
rieure pour le district d'Iberville, agissant, en
l'absence d'un Juge, en vertu de l'article No 33
C.P.C.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église
de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district
d'Iberville, le QUATRIEME jour de NOVEM-
BRE prochain, mil neuf cent trente-cinq, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., le 1er octobre 1935.

[Première publication, le 5 octobre 1935]

5399—40-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-Jean, Que., to wit: } EPHREM QUIN-
No. 3537. } TIN, landlord,
of the village of St. Alexandre, district of Iberville;
plaintiff; vs MEDARD BRAIS, of the parish of
Saint Sébastien, in the district of Iberville,
defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The numbers 382, 384, 385 et 386 of the plan
and book of official reference of the parish of
Saint Alexandre, containing respectively three
arpents in width by sixteen arpents in depth—
with the house and all the buildings thereon
erected; all to be seized and sold "en bloc", the
whole being the same farm, as per judgment
rendered, this day, before A. E. L'Ecuyer, pro-
thonotary for the Superior Court, in the district
of Iberville, acting in the absence of a Judge,
by virtue of Article No. 33 C.P.S.

To be sold "en bloc" at the church door of the
parish of Saint Alexandre, in the district of Iber-
ville, the FOURTH day of NOVEMBER next,
one thousand nine hundred and thirty-five, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jean, Que., October 1st, 1935.

[First publication, October 5th., 1935]

5400—40-2-o

JOLIETTE

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ALBIN BEAU-
District de Joliette, } CHAMP, deman-
No 5142. } deur; vs ABSOLON DU-
FOUR, défendeur.

Un emplacement situé à Saint-Calixte, borné
comme suit: En front et d'un côté au chemin
public, de l'autre côté à Hormidas Therrien et
en arrière à Novis Therrien, connu sur le plan et
au livre de renvoi officiels du cadastre de partie
du canton de Kilkenny comme faisant partie du
lot numéro dix-A (P.-10-A)—avec les bâtisses y
érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la
paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le QUIN-
ZIEME jour du mois d'OCTOBRE 1935, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Ce 7ième jour de septembre 1935.

[Première publication, le 14 septembre 1935]

5083—37-2-o

Superior Court.

Province of Quebec, } ALBIN BEAU-
District of Joliette, } CHAMP, plaintiff;
No. 5142. } vs ABSOLON DU-
FOUR, defendant.

An emplacement situate at Saint Calixte,
bounded as follows: In front and one side by the
public road, on the other side by Hormidas
Therrien and in the rear by Novis Therrien,
known on the official plan and book of reference
of the cadastre of part of the township of Kilken-
ny as forming part of lot number ten-A (P.-10-A)—
with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Calixte de Kilkenny, on the FIFTEENTH
day of the month of OCTOBER, 1935, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff's Office, Sheriff.
The 7th. day of September, 1935.

[First publication, September 14th., 1935]

5084—37-2

KAMOURASKA

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA COMMIS-
District de Kamouraska, } SION DU
Rivière-du-Loup, à savoir: } PRET AGRICO-
No 13684-A. } LE CANADIEN,

corporation existant en vertu d'une loi fédérale,
et ayant, en vertu de cette loi, son siège social
pour la province de Québec, en la cité de Québec,
requérante; contre CHARLES-EUGENE BE-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE CANADIAN
District of Kamouraska, } FARM LOAN
Rivière-du-Loup, to wit: } BOARD, a body
No. 13684-A. } politic and corpora-

te existing under a Federal Act, and having, in
virtue of this act, its principal place of business
for the province of Quebec, in the city of Quebec,
applicant; against CHARLES EUGENE BE-

LISLE, de Saint-Godard de Lejeune, canton Auclair, comté de Témiscouata, intimé:

1. Le lot numéro quinze-A (No 15-A) du troisième rang du cadastre officiel du canton Hocquart, dans la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Témiscouata, et

2. La moitié sud-ouest du lot numéro douze (No 12), dans le quatrième rang du dit cadastre officiel du canton Hocquart, faisant partie de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, —le tout avec bâtisses construites sur les dits lots de terre, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul lot (comme formant une seule terre et suivant permission de la Cour pour la vente en bloc au même endroit) à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, MARDI, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. MOREL.
Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup, 10 septembre 1935.
[Première publication, le 14 septembre 1935]
5075—37-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, (G) GEORGES ZAKI
District de Kamouraska, marchand, de
Rivière-du-Loup, à savoir: { l'endroit appelé
No 7345. "Estcourt", dans
le comté de Témiscouata, demandeur; contre
ADELARD DUGAS et MADAME D.-F.
(alias F.-X.) DUGAS, tous deux de l'endroit
appelé "Les Etroits", dans le comté de Témiscouata, défendeurs.

1. Les lots numéros dix-huit et dix-neuf du rang huit (Nos 18 et 19, rang VIII) du canton Botsford, paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, dans ce district, les dits lots patentés—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, appartenant à la défenderesse, Dame D.-F. (alias F.-X.) Dugas.

2. Tous les droits et améliorations, comprenant les bâtisses, appartenant au défendeur Adélard Dugas, sur les deux tiers du lot numéro vingt-neuf (No 29) côté sud, rang trois (rang III) du canton Packington, dans la paroisse de Saint-Marc du Lac Long. Cette partie de lot numéro vingt-neuf (29) est bornée au nord à l'autre tiers du dit lot appartenant à Wilfrid Hamel.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph de Rivière-Bleue, (avec permission de la Cour pour la vente, au même endroit de Rivière Bleue, des deux item ci-dessus) comté de Témiscouata, district de Kamouraska, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. MOREL.
Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 11 septembre 1935.
[Première publication, 14 septembre 1935]
5093—37-2-o

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { VICTOR DENEALT;
D-141538. } vs DAVID BROS-
SEAU.

LISLE, of Saint Godard de Lejeune, township of Auclair, county of Témiscouata, respondent:

1. Lot number fifteen-A (No. 15-A) of the third range of the official cadastre of the township of Hocquart, in the parish of Saint Cyprien, county of Témiscouata, and

2. The Southwest half of lot number twelve (No. 12) in the fourth range of the said official cadastre of the township of Hocquart forming part of the parish of Saint Hubert, county of Témiscouata,—the whole with buildings erected on the said lots of land, circumstances and dependencies.

To be sold as one lot (as forming one farm and pursuant to permission by the Court for the sale "en bloc" at the same place), at the church door of the parish of Saint Cyprien, county of Témiscouata, district of Kamouraska, TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. MOREL,
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, September 10, 1935.
[First publication, September 14th., 1935]
5076—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, (G) GEORGES ZAKI,
District of Kamouraska, merchant, of
Rivière-du-Loup, to wit: { the place called
No. 7345. "Estcourt", in the
county of Témiscouata, plaintiff; against ADE-
LARD DUGAS and MRS. D. F. (alias F. X.)
DUGAS, both of the place called "Les Etroits",
in the county of Témiscouata, defendants.

1. Lots numbers eighteen and nineteen of range eight (Nos. 18 & 19), R. VIII) of the township of Botsford, parish of Saint Joseph de la Rivière Bleue, county of Témiscouata, in the said district, the said lots being patented—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, belonging to the defendant, Dame D. F. (alias F. X.) Dugas.

2. All the rights and improvements, including the buildings, belonging to the defendant Adélard Dugas, on the two thirds of lot number twenty nine (No. 29) south side, range three (R. III) of the township of Packington of the parish of Saint Marc du Lac Long. This part of lot number twenty nine (No. 29) is bounded on the North by the other third of the said lot belonging to Wilfrid Hamel.

To be sold separately at the parochial church door of Saint Joseph de Rivière-Bleue, (with permission from the said Court for the sale at the same place of Rivière Bleue, of the two items aforesaid) county of Témiscouata, district of Kamouraska, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. MOREL,
Sheriff's Office,
Rivière du Loup, September 11th, 1935.
[First publication, September 14th., 1935]
5094—37-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { VICTOR DENEALT;
D-141538. } vs DAVID BROS-
SEAU.

1. Un emplacement situé en la ville de Laprairie (ci-devant village de Laprairie), connu et désigné sous le No 33 des plan et livre de renvoi officiels du ci-devant village de Laprairie;

2. Une terre sise et située en la nouvelle augmentation du ci-devant village de Laprairie, actuellement ville, en la côte Borgnesse, de la contenance d'environ vingt arpents en superficie, plus ou moins, connue et désignée sous le No 302 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie.

Avec maison en pierre et bois, hôtellerie et toutes autres bâtisses érigées sur les immeubles ci-dessus décrits.

3. Les accessoires servant à l'exploitation du commerce d'Hôtellerie, dans les pièces du premier plancher, c'est-à-dire, les comptoirs, les fixtures du bar, les tables et les chaises seulement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 septembre 1935. 5079—37-2-o
[Première publication, le 14 septembre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE COMMERCIAL D-146023 } LOAN CO., LIMITED; vs DAME MARY O'HARA, épouse de Denis O'Driscoll, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes.

Ce certain emplacement situé sur la rue Coursol, en la cité de Montréal, de la contenance de vingt pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, lequel est composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de ladite cité de Montréal, comme suit:

a. La partie nord-est du lot de subdivision numéro vingt-trois du lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87 Ptie N.-E. 23) contenant quatre pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et bornée en front vers le nord-ouest, par la dite rue Coursol, en arrière par une ruelle, sur le côté nord-est, par la partie du lot de subdivision numéro vingt-quatre ci-après décrite et du côté sud-ouest, par le résidu de ladite subdivision numéro vingt-trois, la propriété de David Brown ou représentants; et

b. La partie sud-ouest du lot de subdivision numéro vingt-quatre du dit lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87, Ptie S.-O. 24) contenant seize pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pied de profondeur, et bornée en front vers le nord-ouest par ladite rue Coursol, en arrière par une ruelle, du côté sud-ouest, par la partie du lot de subdivision numéro vingt-trois ci-dessus décrite et du côté nord-est par le résidu de ladite subdivision numéro vingt-quatre, la propriété de Elie Asselin ou représentants—avec les bâtisses sus-érigées, et avec droit de se servir de la dite rue en arrière en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Forest, en date du 5 septembre 1935.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 septembre 1935. 5081—37-2
[Première publication, 14 septembre 1935]

1. An emplacement situate in the Town of Laprairie, (heretofore Village of Laprairie), known and designated under No. 33, on the official plan and book of reference for the heretofore Village of Laprairie;

2. A farm being and situate in the new augmentation of the heretofore Village of Laprairie, actually town, in the "côte Borgnesse", containing about twenty arpents in area, more or less, known and designated under No. 302 on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie.

With a stone and wooden house, hostelry and all other buildings erected on the immovables hereinabove described.

3. The equipment used for the carrying on of the hostelry business in the rooms of the first story, that is to say, the counters, bar fixtures, tables and chairs only.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Laprairie, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 10, 1935. 5080—37-2
[First publication, September 14th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE COMMERCIAL D-146023 } LOAN CO., LIMITED; vs DAME MARY O'HARA, wife of Denis O'Driscoll and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof.

That certain emplacement situated on Coursol Street, in the City of Montreal, which contains twenty feet in width by ninety feet in depth, and is composed of the lots of land known and designated in the Official Plan & Book of Reference of the Saint Antoine Ward of the said city of Montreal, as follows:

a. The North-easterly part of subdivision lot number twenty three of the original lot number eighty seven (87 N. E. Pt. 23) containing four feet in width by ninety feet in depth and bounded in front towards the North West, by said Coursol Street, in rear, by a lane, on the North-easterly side, by the part of subdivision lot number twenty four next described and on the South-westerly side, by the remainder of said subdivision number twenty three, the property of David Brown or representative; and

b. The South-westerly part of subdivision lot number twenty four of the said original lot number eighty seven (87 S. W. Pt. 24) containing sixteen feet in width by ninety feet in depth, and bounded in front towards the North-West by said Coursol Street, in rear, by a lane, on the South-westerly side, by the part of subdivision lot number twenty three above described and on the North easterly side by the remainder of the said subdivision number twenty-four, the property of Elie Asselin or representative—with the buildings thereon erected and with the right of using said lane in rear in common with others having rights therein."

To be sold, "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of Hon. Justice Forest, dated September 5th., 1935.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 10th, 1935. 5082—37-2-o
[First publication, September 14th, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **ALLIANCE NATIONALE**; vs **WILLIAM BALLANTYNE**.
A-138887.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Addington, dans le quartier Notre-Dame de Grâces, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix-neuf (179-Pt. S.-E. 285), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant, la dite partie de lot, trente-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front, par l'Avenue Addington, en arrière par une ruelle; au sud-est par le lot No 179-284 des plan et livre de renvoi officiels susdits, et au nord-ouest par le résidu dudit lot No 179-285 ci-dessus décrit—avec la maison et les autres bâtisses y érigées, la dite maison connue comme portant le No civique 330 de ladite Avenue Addington, avec les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, daté le 6 septembre 1935.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
Montréal, 11 septembre 1935. 5097—37-2-o
[Première publication, le 14 septembre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **OSWALD HANDFIELD**; vs **ALBERT DESJARDINS**.
No D-141993.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, rue de Gaspé, connu et désigné sous le numéro quatorze cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro dix (10-1465), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec une maison y érigée portant les numéros 6599 à 6609 de la rue De Gaspé et autres bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$775.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Denis, daté le 26 août 1935.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
Montréal, 11 septembre 1935. 5099—37-2-o
[Première publication, le 14 septembre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, demanderesse; vs **DAME JESSIE STEWART**, épouse séparée de biens de Edward-Dexter Lalanne, et dûment autorisée par son dit époux, défenderesse; et **W. BRODEUR**, curateur.
A-138848.

Un certain emplacement situé en la cité de Saint-Lambert, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur par cent vingt-sept pieds et six pouces de profondeur dans la ligne du côté sud-est et cent cinquante-trois pieds de profondeur dans la ligne du côté nord-ouest, contenant environ sept mille sept cents pieds carrés de superficie et composé:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **ALLIANCE NATIONALE**; vs **WILLIAM BALLANTYNE**.
A-138887.

An emplacement fronting on Addington Avenue, in Notre-Dame de Grâces ward, in the city of Montreal, known and designated as being the Southeast part of lot number two hundred and eighty five of the official subdivision of lot number one hundred and seventy nine (179-S. E.-Pt. 285), on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, said part of lot measuring thirty four feet in width by ninety feet in depth, more or less, English measure, and bounded as follows: in front, by Addington Avenue; in the rear by a lane; on the Southeast by lot No. 179-284 of the aforesaid official plan and book of reference, and on the Northwest by the residue of said lot No. 179-285 hereinabove described—with the house and the other buildings thereon erected, the said house known as bearing civic No. 330 of said Addington Avenue, with the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,100.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated the 6th. of September, 1935.

Sheriff's Office, **OMER LAPIERRE**.
Montreal, September 11, 1935. 5098—37-2
[First publication, September 14th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **OSWALD HANDFIELD**; vs **ALBERT DESJARDINS**.
No. D-141993.

A lot of land situate in the city of Montreal, on de Gaspé Street, known and designated under number fourteen hundred and sixty five of the official subdivision of lot number ten (10-1465), on the official plan and book of reference for the Village of Côte Saint-Louis—with a house thereon erected, bearing numbers 6599 to 6609 of De Gaspé Street and other buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$775.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Denis, dated August 26th., 1935.

Sheriff's Office, **OMER LAPIERRE**.
Montreal, September 11, 1935. 5100—37-2
[First publication, September 14th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, plaintiff; vs **DAME JESSIE STEWART**, wife separate as to property of Edward Dexter Lalanne, and duly authorized by her said husband, defendant; and **W. BRODEUR**, curator.
A-138848.

A certain emplacement situate in the city of Saint Lambert, measuring fifty five feet in width by one hundred and twenty seven feet six inches in depth in the South-Easterly side line and one hundred and fifty three feet in depth in the North-Westerly side line, containing about seven thousand seven hundred square feet in area and composed of:

(a) D'un morceau de terre détaché de la partie sud-est du lot de subdivision numéro cinq du lot originaire numéro deux cent cinquante-cinq aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le dit comté de Chambly, le dit morceau mesurant trente-huit pieds et demi de largeur par cent cinquante-trois pieds de profondeur dans la ligne du côté nord-ouest et cent trente-cinq pieds et quinze centièmes dans la ligne du côté sud-est, quarante-deux pieds et quarante-trois centièmes dans la ligne du côté nord-est et borné en avant vers le sud-est par l'avenue Argyle, en arrière vers le nord-est et d'un côté vers le nord-ouest par la partie restante du dit lot numéro 255-5 et de l'autre côté vers le sud-est par cette partie ci-après décrite du lot 255-6 du dit plan officiel, et

(b) D'un morceau de terre détaché de la partie nord-ouest du lot de subdivision numéro six du lot originaire numéro deux cent cinquante-cinq des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le dit morceau mesurant seize pieds et demi de largeur par cent vingt-sept pieds et six pouces de profondeur dans la ligne du côté sud-est et cent trente-cinq pieds et quinze centièmes dans la ligne du côté nord-ouest et dix-huit pieds et dix-huit centièmes dans la ligne du côté nord-est et borné en avant vers le nord-ouest par la dite avenue Argyle, d'un côté vers le sud-est et en arrière vers le nord-est par la partie restante du dit lot numéro 255-6 et de l'autre côté vers le nord-ouest par la partie ci-dessus décrite du lot 255-5 du dit plan officiel.

Le dit emplacement est borné en front vers le sud-ouest par l'avenue Argyle précitée, d'un côté vers le nord-ouest par une partie du dit lot numéro 255-6, de l'autre côté vers le sud-est par une partie du dit lot numéro 255-6 et en arrière vers le nord-est par une autre partie de chacun des dits lots numéros 255-5 et 255-6.

Sujet à un droit de passage et de vue en faveur des propriétés adjacentes au nord-ouest dans et sur une lisière de terrain de sept pieds de largeur par toute la profondeur du dit emplacement le long de la limite nord-ouest de la dite partie du lot numéro 255-5 ci-dessus décrite, établi par un acte de servitude devant L.-P.-E. Wickham, N.P., le dixième jour d'avril 1928, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, sous le numéro 67214.

Avec une maison en bois à deux étages surélevée portant le numéro civique 32 de la dite Avenue Argyle.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$520.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 3 septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 septembre 1935.
[Première publication, le 14 septembre 1935]
5101—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL
E-142603. { INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, demanderesse; vs WIL-
LIAM HENRY LYNE USHER, défendeur.

(a) A piece of land detached from the South-Easterly portion of lot subdivision number five of the original lot number two hundred and fifty five on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the said county of Chambly, measuring the said piece thirty eight and one half feet in width by one hundred and fifty three feet in depth in the North-Westerly side line and one hundred and thirty five feet and fifteen hundredths of a foot in the South-Easterly side line, forty two feet and forty three hundredths of a foot in the North-Easterly side line and bounded in front towards the South-East by Argyle Avenue, in rear towards the North-East and on one side towards the North-West by the remaining portion of the said lot number 255-5 and on the other side towards the South-East by that portion hereinafter described of lot 255-6 of said official plan, and

(b) A piece of land detached from the North-West part of lot subdivision number six of the original lot number two hundred and fifty five of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, measuring said piece sixteen and one half feet in width by one hundred and twenty seven feet six inches in depth in the South East side line and one hundred and thirty five feet and fifteen hundredths of a foot in the North-West side line and eighteen feet and eighteen hundredths of a foot in the North-Easterly side line and bounded in front towards the North-West by said Argyle Avenue, on one side towards the South-East and in rear towards the North-East by the remaining portion of said lot number 255-6 and on the other side towards the North-West by that portion hereinabove described of lot 255-5 of said official plan.

The said emplacement is bounded in front towards the South-West by Argyle Avenue aforesaid, on one side towards the North-West by a portion of said lot number 255-6, on the other side towards the South-East by a portion of said lot number 255-6 and in rear towards the North-East by another portion of each of said lots numbers 255-5 and 255-6.

Subject to a right of passage and view in favour of the adjoining property to the North West in a strip of land seven feet in width by the whole depth of the said emplacement along the North-West boundary of the said portion of lot number 255-5 hereinabove described, which was created by deed of creation of servitude before L. P. E. Wickham, N.P., the 10th. April, 1928, and registered in the registry office for the County of Chambly, under the number 67214.

With the two story wooden house thereon erected bearing civic number 32 in said Argyle Avenue.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$520.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of Hon. Justice Forest, dated the 3rd of September 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 11th., 1935.
[First publication, September 14th., 1935]
5102—37-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montréal.
Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
E-142603. { INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, plaintiff; vs WILLIAM
HENRY LYNE USHER, defendant.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Oxford, en la cité de Montréal, composé des subdivisions numéros trois cent vingt-cinq et trois cent vingt-six du lot officiel numéro cent soixante et seize, (Nos 176-325 et 326) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, le dit emplacement composé tel que susdit mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.—avec la maison d'habitation semi-détachée et lambrissée en brique sus-érigée, dont le mur sud-est est mitoyen, comprenant le garage.

Ainsi que et sujet au droit de passage à pied et en voiture en commun avec le propriétaire de l'emplacement adjacent au nord-ouest dans un passage de huit pieds de largeur par soixante et treize pieds de profondeur de l'avenue Oxford, mesure anglaise, et pris pour une moitié, c'est-à-dire, quatre pieds de largeur par la dite profondeur, du côté nord-ouest du dit emplacement, le dit lot étant le numéro 176-325, et pour l'autre moitié, c'est-à-dire, quatre pieds par la dite profondeur, du côté sud-est de l'emplacement adjacent, étant la subdivision numéro trois cent vingt-quatre du dit lot officiel numéro cent soixante et seize (No 176-324) au dit plan officiel; avec le droit de vue ou le droit de placer des fenêtres et ouvertures donnant sur le dit passage en commun; une servitude réciproque pour le droit de passage et de vue ayant été établie sur et en faveur de chacun des dits emplacements.

Telle que la dite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 9 septembre 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 septembre 1935.

5103-37-2

[Première publication, 14 septembre 1935]

An emplacement fronting on Oxford Avenue, in the City of Montreal, composed of subdivisions numbers three hundred and twenty five and three hundred and twenty six of official lot number one hundred and seventy six (Nos 176-325 and 326) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, said emplacement composed as aforesaid measuring thirty feet in width by ninety four feet six inches in depth, English measure, more or less—with the brick encased semi-detached dwelling house thereon erected, the Southeast wall whereof is mitoyen, including garage.

Together with and subject to the right of way on foot and with vehicles in common with the proprietor of the adjoining emplacement to the Northwest in a passageway eight feet in width by seventy three feet in depth from Oxford Avenue, English measure, and taken for one half, namely, four feet in width by said depth, from the Northwest side of the said emplacement, being said lot No 176-325, and for the remaining one-half, namely, four feet by said depth from the South East side of the adjoining emplacement, being subdivision number three hundred and twenty four of said official lot number one hundred and seventy six (No. 176-324) on said official plan; with the right of view or the right to have windows and openings overlooking said common passageway; a reciprocal servitude of right of way and of view having been established upon and in favour of each of said emplacements.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$800. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated the 9th of September 1935.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE,
Montréal, September 11th, 1935. Sheriff.

5104-37-2-o

[First publication, September 14, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: CONTINENTAL
E-142913. { GUARANTY
CORPORATION OF CANADA LIMITED;
vs DAME MARIE-FLORE ROCHETTE,
veuve de Napoléon Nantel.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, sous le numéro de cadastre 7 subdivision 147, portant les numéros civiques 5743 et 5745 de la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$650.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 17ième jour de septembre 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er octobre 1935. 5401-40-2-o
[Première publication, 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: CONTINENTAL GUAR-
E-142913. { ANTY CORPORATION
TATION OF CANADA LIMITED; vs DAME
MARIE FLORE ROCHETTE, widow of Napoléon Nantel.

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Saint Louis, under the cadastral number 7 subdivision 147, bearing civic numbers 5743 and 5745 of Saint Hubert Street, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$650.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 17th day of September, 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montréal, October 1st, 1935. 5402-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **ARMAND** alias **EMI-LE COTÉ**; vs **HENRIETTE LATOUR** *es-qualité* d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Arsène Latour.

Un emplacement ayant front sur la rue Laurier est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent-trente-sept (137-300) du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le dit emplacement mesurant 25 pieds de largeur par 124 pieds et 3 pouces d'un côté et 125 pieds de l'autre côté, formant une superficie d'environ 3,115 pieds mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison à trois étages dessus érigée, portant les numéros civiques 168, 170 et 172 est de la rue Laurier, à Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE.**

Montréal, le 1er octobre 1935.

[Première publication, le 5 octobre 1935]

5403—40—2 o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **ARMAND** alias **EMI-LE COTÉ**; vs **HENRIETTE LATOUR**, in her quality of testamentary executrix to the estate of the late Arsene Latour.

An emplacement fronting on Laurier Street East, in the city of Montreal, known and designated under number three hundred of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty seven (137-300) of the incorporated village of Côte Saint Louis, the said emplacement measuring 25 feet in width by 124 feet and 3 inches on one side and 125 feet on the other side, forming an area of about 3,115 feet English measure, more or less—with a three storey house thereon erected, bearing civic numbers 168, 170 and 172 Laurier Street East, in Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, October 1st., 1935.

[First publication, October 5th., 1935]

5404—40—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **CREDIT FONCIER C-140521.** { **FRANCO-CANADIEN**; vs **DAME ADELE LEBEUF**, veuve de Delphis Riel, *es-nom et es-qualité*.

Un immeuble ayant front rue Sainte-Emélie, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots Nos trois cent dix-neuf et trois cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro dix-sept cent quatre (1704-319 et 320) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$480.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 25 septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE.**

Montréal, 1er octobre 1935. 5405—40—2 o

[Première publication, 5 octobre, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **ANTHIME GADBOIS A-138845.** { **et al., es-qualité** d'exécuteurs testamentaires et administrateurs des biens de Aimée Gravel et le dit **ANTHIME GADBOIS** aussi personnellement, demandeurs: vs **MARIE-BLANCHE MONTREUIL**, défenderesse, et **JULIEN BOHEMIER**, curateur au délaissement.

Un emplacement situé à Montréal, rue Fullum, et connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du lopin de terre numéro originaire douze (12-585), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation; mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la dite rue Fullum, en arrière par la ruelle No. 12-584 aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec une bâtisse y érigée portant les numéros civiques 4854, 4856 et 4858 de la dite rue Fullum et dépendances, et avec droit de passage en commun avec les autres y ayant

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **CREDIT FONCIER C-140521.** { **FRANCO-CANADIEN**; vs **DAME ADELE LEBEUF**, widow of Delphis Riel, *es-nom et es-qualité*.

An immovable fronting on Saint Emélie Street, in the city of Montreal, known and designated as being lots Nos. three hundred and nineteen and three hundred and twenty of the subdivision of original lot number seventeen hundred and four (1704-319 and 320) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$480.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated September 25, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, October 1st., 1935. 5406—40—2

[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **ANTHIME GADBOIS et A-138845.** { **al., es-qualité** of testamentary executors and administrators of the estate of Aimée Gravel; and the said **ANTHIME GADBOIS** also personally, plaintiffs; vs **MARIE-BLANCHE MONTREUIL**, defendant, and **JULIEN BOHEMIER**, curator to the abandonment.

An emplacement situate at Montreal, Fullum Street, and known and designated under number five hundred and eighty five of the subdivision of the parcel of land original number twelve (12-585), on the official plan and book of reference of the Village of Côte de la Visitation; measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by said Fullum Street, in rear by the lane No. 12-584 of said official plan and book of reference—with a building thereon erected bearing civic numbers 4854, 4856 and 4858 of said Fullum Street and dependencies, and with right of way in common with others having a right thereto

droit dans les dites ruelles portant respectivement les numéros 12-575 à 12-586 du dit cadastre.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er octobre 1935.
[Première publication, le 5 octobre 1935]

5407—40-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { DAME MARIE-ANNE
A-138997. { HAMEL, épouse
séparée de biens de Aubert Laganière, et ce dernier pour autoriser son épouse; vs DAME LYDIA CHAUSSÉ, épouse séparée de biens de J.-Édouard Hamelin, et ce dernier pour autoriser son épouse.

Un emplacement, situé à Montréal, dit district, rue Dorion, composé comme suit:

1. Du lot numéro cinq cent cinquante-cinq (555) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant cinquante pieds de largeur par cinquante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins:

2. D'une partie du lot numéro cinq cent cinquante-quatre (Ptie 554) du même cadastre, mesurant quinze pieds et trois pouces de largeur par cinquante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la rue Dorion, en arrière par le lot numéro six cent quinze du même cadastre; d'un côté par le dit lot 555 et de l'autre côté par le résidu du dit lot No. 554—le tout avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros 318 à 328, maintenant 1432 à 1442 de la rue Dorion et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 1er octobre 1935. 5409—40-2-o
[Première publication, le 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { PHILIBERT ST-
E-142583. { PIERRE; vs J. A. LEO PAPINEAU.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Christophe-Colomb, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-444) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet et d'une lisière de terrain du lot numéro quatre cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-445) des susdits plan et livre de renvoi officiels, ayant une largeur de cinq pieds par toute la profondeur du dit lot, borné en front par la rue Christophe-Colomb, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro 444 ci-dessus et de l'autre côté par le résidu du lot 488 des susdits plan et livre de renvoi officiel—avec le droit de se servir de la ruelle en arrière avec tous autres y ayant droit et avec les constructions y érigées, la susdite subdivision numéro quatre cent quarante-quatre étant le deuxième lot du nord de la rue Everett.

Pour être vendu, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

in the said lanes bearing respectively numbers 12-575 to 12-586 of said cadastre.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, October 1st., 1935.
[First publication, October 5th., 1935]

5408—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { DAME MARIE ANNE
A-138997. { HAMEL, wife separate as to property of Aubert Laganière, and the latter to authorize his wife; vs DAME LYDIA CHAUSSÉ, wife separate as to property of J. Edouard Hamelin, and the latter to authorize his wife.

An emplacement, situate in Montreal, said district, Dorion Street, composed as follows:

1. Of lot number five hundred and fifty five (555) of the official plan and book of reference of Sainte Mary's Ward, measuring fifty feet in width by fifty two feet in depth, English measure and more or less:

2. Of a part of lot number five hundred and fifty four (554) of the same cadastre, measuring fifteen feet and three inches in width by fifty two feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by Dorion Street, in rear by lot number six hundred and fifteen of the same cadastre; on one side by the said lot 555 and on the other side by the residue of the said lot No. 554—the whole with the buildings thereon erected bearing numbers 318 to 328, now 1432 to 1442 of Dorion Street and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 1st., 1935. 5410—40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { PHILIBERT ST-PIERRE;
E-142583. { vs J. A. LEO PAPINEAU.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Christophe-Colomb Street, known and designated as being lot number four hundred and forty four of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight (488-444) of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet and of a strip of land of lot number four hundred and forty five of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight (488-445) of the aforesaid official plan and book of reference, having a width of five feet by the whole depth of the said lot, bounded in front by Christophe Colomb Street, in rear by a lane, on one side by lot number 444 hereinabove and on the other side by the residue of lot 488 of the aforesaid official plan and book of reference—with the right to use the lane in rear thereof with all others having a right thereto and with the buildings thereon erected, the aforesaid subdivision number four hundred and forty four being the second lot North of Everett Street.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$1200. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 27 septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er octobre 1935. 5411-40-2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { ARTHUR ZAPPA
C-128417. { et al.; vs LÉOPOLD
ROY et J.-G. DUHAMEL, es-qualité de syndic
à la faillite du dit Léopold Roy.

Un immeuble, ayant front à la rue Aylwin en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille dix de la subdivision officielle du lot numéro vingt-neuf (29-1010) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites et avec les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble, notamment le droit de passage en commun, aux charges ordinaires d'entretien, dans les ruelles qui communiquent au dit immeuble.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 1er octobre 1935. 5413-40-2-o
[Première publication, le 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LAURENT ARCHAM-
143976. { BAULT et al.; vs SI-
MON PICARD.

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, dans la Cité de Montréal, mesurant vingt-sept pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, ledit emplacement composé:

(a) Du lot numéro deux de la résubdivision du lot numéro mille quatre-vingt-quinze du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1095-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant treize pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur:

(b) Du lot numéro un de la résubdivision du lot numéro mille quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1096-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quatorze pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 octobre 1935. 5441-40-2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JOSEPH CHEVRIER;
D-147002. { vs HUM SAM.

Un emplacement situé dans la ville de Dorion, côté nord-ouest, rue de la Traverse, mesurant à peu près soixante (60) pieds de largeur sur la rue, et à peu près cinquante (50) pieds en arrière, par une profondeur de 110 pieds de la ligne sud-ouest,

A deposit of \$1200. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated September 27, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 1st., 1935. 5412-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { ARTHUR ZAPPA
C-128417. { et al.; vs LEOPOLD
ROY and J. G. DUHAMEL, es-qualité of trustee
to the Bankrupt Estate of the said Leopold Roy.

An immovable fronting on Aylwin Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one thousand and ten of the official subdivision of lot number twenty nine (29-1010) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga—with the houses and other buildings thereon erected and with the active and passive servitudes attached to the said immovable, principally right of way in common, under the usual conditions of maintenance, in the lanes leading to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 1st., 1935. 5414-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { LAURENT ARCHAM-
143976. { BAULT et al., vs SI-
MON PICARD.

An emplacement fronting on Drolet Street, in the city of Montreal, measuring twenty seven feet in width by ninety four feet in depth, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected, the said emplacement being composed of:

(a) Lot number two of the re-subdivision of lot number one thousand and ninety five of lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1095-2) on the official plan and book of reference of Saint Laurent Parish, measuring thirteen feet in width by ninety four feet in depth:

(b) Lot number one of the resubdivision of lot number one thousand and ninety six of the official subdivision of lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1096-1) of the said official plan and book of reference, measuring fourteen feet in width by ninety four feet in depth.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 2, 1935. 5442-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JOSEPH CHEVRIER;
D-147002. { vs HUM SAM.

An emplacement situate in the Town of Dorion, Northwest side, De la Traverse Street, measuring about sixty (60) feet in width on the street, and about fifty (50) feet in rear, by a depth of 110 feet in the Southwest line and 102

et 102 pieds de la ligne nord-est, ledit emplacement composé du lot numéro 361 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, moins une partie de terre de cinq (5) pieds de largeur sur la rue se prolongeant dans toute la profondeur jusqu'à la propriété de la Compagnie du Canadian Pacific Railway où elle se termine en pointe venant à rien; laquelle partie de terre déduite dudit lot est bornée au sud-est par ladite rue, au nord-ouest, par le terrain de la Compagnie du Pacifique, au nord-est par le lot trois cent soixante (360) appartenant à M. H.-B. Rainville, et au sud-ouest par le reste du lot trois cent soixante et un (361); ledit emplacement est également composé de partie du lot numéro trois cent soixante-deux (362) du même plan et livre de renvoi, borné au sud-est par ladite rue, au nord-ouest par le terrain de la Compagnie du Pacifique Canadien, au nord-est par le numéro trois cent soixante et un, et au sud-ouest, par le résidu du lot trois cent soixante-deux, appartenant à M. Emile Légaré; sur ledit emplacement ci-haut décrit, se trouvent une maison en bois, un hangar. Les mesures plus haut décrites étant mesures anglaises.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de la Très Sainte Trinité de Dorion, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 octobre 1935. 5443-40-2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { CONFÉDÉRATION
142769. { LIFE ASSOCIATION; vs DAME MARIE-CAROLINE LEVY, épouse de Charles-Auguste Trudeau; et ledit CHARLES-AUGUSTE TRUDEAU, aux fins d'autoriser sadite épouse.

Ce certain lot de terre ayant front sur l'avenue Wilder, en la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant le numéro de subdivision quarante du lot officiel numéro trente-neuf (No 39-40) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur sur cent quatre pieds de profondeur, et ayant une superficie de trois mille six cent quarante pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison semi-détachée, portant le numéro civique 729 avenue Wilder, sus-érigée, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$938.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 27 septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 2 octobre 1935. 5445-40-2
[Première publication, le 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { CONTINENTAL
D-141913. { GUARANTY CORPORATION OF CANADA LIMITED; vs J.-MAURICE ROCHETTE.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-

feet in the Northeast line, the said emplacement being composed of lot number 361 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Michel de Vaudreuil, less a parcel of land of five (5) feet in width on the street extending for the whole depth as far as the property of the Canadian Pacific Railway Company where it ends in a point; the said parcel of land deducted from the said lot is bounded on the Southeast by the said Street, on the Northwest by the land of the Canadian Pacific Railway Company, on the Northeast by lot three hundred and sixty (360) belonging to Mr. H. B. Rainville, and on the Southwest by the residue of lot three hundred and sixty one (361); the said emplacement is also composed of part of lot number three hundred and sixty two (362) of the same plan and book of reference, bounded on the Southeast by the said street, on the Northwest by the land of the Canadian Pacific Company, on the Northeast by number three hundred and sixty one, and on the Southwest by the residue of lot three hundred and sixty two, belonging to Mr. Emile Légaré; on the emplacement above described are built a wooden house, and a shed. The above described measurements are English measure.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très Sainte Trinité de Dorion, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 2, 1935. 5444-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { CONFÉDÉRATION
142769. { LIFE ASSOCIATION; vs DAME MARIE CAROLINE LEVY, wife of Charles Auguste Trudeau; and the said CHARLES AUGUSTE TRUDEAU, for the purpose of authorizing his said wife.

That certain lot of land fronting on Wilder Avenue, in the city of Outremont, known and designated as subdivision number forty of official lot number thirty-nine (No. 39-40) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring thirty-five feet in width by one hundred and four feet in depth, and having a superficial area of three thousand six hundred and forty feet, English measure and more or less.

With the semi-detached house bearing civic No. 729 Wilder Avenue, thereon erected, the Northwest wall whereof is mitoyen.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$938.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated September 27th., 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 2nd., 1935. 5446-40-2-o
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { CONTINENTAL GUARANTY CORPORATION OF CANADA LIMITED; vs J. MAURICE ROCHETTE.

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish

Laurent, sous le numéro de cadastre 2629, subdivision 317, portant les numéros civiques 551 à 555 de la rue Gounod et 7901 de la rue Lajeunesse, en la cité de Montréal, quartier Villeray—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 17ième jour de septembre 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 octobre 1935. 5447—40—2-o
[Première publication, 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER
C-140755. } FRANCO - CANADIEN; vs DAVID COHEN.

L'immeuble ayant front sur la rue Hutchison, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-treize de la redivision du lot numéro un de la subdivision du lot numéro douze (12-1-73) des plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 27 septembre 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 octobre 1935. 5449—40—2-o
[Première publication, le 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

A-138293. } MAGNUS POIRIER; vs
YVONNE CADIEUX,

ex-nom et ex-qualité.

Un emplacement faisant front sur la rue Du Grand Tronc, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois mille cinquante-deux (3,052) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant cinquante-deux pieds de largeur par cent sept pieds et sept pouces de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-seize pieds et six pouces de profondeur dans l'autre ligne, le tout mesure française, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées et plus particulièrement les maisons portant les numéros 2015 à 2025 de la dite rue Du Grand Tronc.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le vingt-neuvième jour de mai dernier, aura lieu au même endroit le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE courant, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$950.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Curran, daté le 15 avril 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 octobre 1935. 5451-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

of Saint Laurent, under cadastral number 2629, subdivision 317, bearing civic numbers 551 to 555 Gounod Street and 7901 Lajeunesse Street, in the city of Montreal, Villeray Ward—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,000. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 17th day of September 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 2, 1935. 5448—40—2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER
C-140755. } FRANCO - CANADIEN; vs DAVID COHEN.

The immovable fronting on Hutchison Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number seventy three of the redivision of lot number one of the subdivision of lot number twelve (12-1-73) of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated September 27th., 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 2nd., 1935. 5450—40—2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

A-138293. } MAGNUS POIRIER; vs
YVONNE CADIEUX,

ex-nom and ex-qualité.

An emplacement fronting on Grand Trunk Street, in the city of Montreal, known and designated under number three thousand and fifty two (3052) of the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring fifty two feet in width by one hundred and seven feet and seven inches in depth in one line and ninety six feet and six inches in depth in the other line, the whole French measurement, more or less—with all the buildings thereon erected and more particularly the houses bearing numbers 2015 to 2025 of said Grand Trunk Street.

Notice is hereby given, that the sale of the above immovable that should have taken place at my office, in the city of Montreal, on the twenty-ninth day of May last, shall take place at the same place on the THIRTY FIRST day of OCTOBER instant, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$950.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 15, 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 2, 1935. 5452
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **THE COMMERCIAL**
B-139385. } **LOAN CO., LIMITED;** vs OLIVIER DESCHAMPS.

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame Est, en la cité de Montréal, mesurant vingt-deux pieds de largeur par une profondeur de soixante pieds, dans une ligne, et soixante-neuf pieds et neuf pouces dans l'autre ligne, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, lequel emplacement est composé:

a) du lot numéro un de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-cinq, de la subdivision du lot numéro quatre cent trois, (403-85-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe.

b) du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro quatre cent trois, (403-86-2) aux plan et livre de renvoi officiels susdits; avec tous droits y inhérents et spécialement le droit de passage constitué sur l'arrière-partie d'une propriété voisine composée du lot numéro 403-84-1 et 403-85-2 des plan et livre de renvoi officiels susdits, et sujet aux droits de vue, d'étendre du linge, etc., tel que stipulé en un acte de convention passé entre Oscar Desautels et Moïse Gauthier, devant M. J.-A. Bariteau, notaire, le 3 février 1932, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 300206, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les circonstances et dépendances, les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble, sans exception ou réserve.

Pour être vendu, "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Judge Forest, daté le 1er octobre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 2 octobre 1935. 5453-40-2-o
[Première publication, le 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **THE COMMERCIAL**
F-149092. } **LOAN CO., LIMITED;** vs DAME ROBERTINE DESJARDINS,
épouse de W. Prézeau et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes.

Un immeuble ayant front sur la rue Chateaubriand, en la Cité de Montréal, et composé:

a) Du lot numéro cent vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro deux mille six cent trente (2630-123) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; et

b) D'une partie du lot numéro cent vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux mille six cent trente (2630-ptie 124) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant huit pieds et quatre pouces de largeur par une profondeur de soixante et onze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée, cette partie de lot, en front par l'Avenue Chateaubriand, en arrière, par une ruelle commune, d'un côté, par le lot sus-décrié No 2630-123, et de l'autre côté, par le résidu du dit lot 124, avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement—avec la maison dessus construite.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **THE COMMERCIAL**
B-139385. } **LOAN CO., LIMITED;** vs OLIVIER DESCHAMPS.

An emplacement fronting on Notre Dame Street East, in the city of Montreal, measuring twenty two feet in width by a depth of sixty feet in one line, and sixty nine feet and nine inches in the other line, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, the said emplacement being composed of:

a) Lot number one of the subdivision of lot number eighty five, of the subdivision of lot number four hundred and three (403-81-1) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe.

b) Lot number two of the subdivision of lot number eighty six of the subdivision of lot number four hundred and three (403-86-2) of the official plan and book of reference aforesaid—with all the rights attached thereto and particularly the right of way constituted on the rear part of an adjoining property composed of lot number 403-84-1 and 403-85-2 of the official plan and book of reference aforesaid, and subject to rights of view and the right to hang clothes, etc., as stipulated in a deed of agreement passed between Oscar Desautels and Moïse Gauthier, before M. J. A. Bariteau, notary, on the 3rd. of February, 1932, registered at the Registry office of Montreal under number 300206, as the whole presently subsists, with the circumstances and dependencies, active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable, without exception or reserve.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$400.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated October 1st., 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 2nd., 1935. 5454-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **THE COMMERCIAL**
F-149092. } **LOAN CO., LIMITED;** vs DAME ROBERTINE DESJARDINS,
wife of W. Prézeau and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof.

An immovable on Chateaubriand Street, in the city of Montreal, and composed of:

a) Lot number one hundred and twenty three of the subdivision of original lot number two thousand six hundred and thirty (2630-123) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring twenty five feet in width by seventy one feet in depth, English measure and more or less; and

b) Part of lot number one hundred and twenty four of the subdivision of original lot number two thousand six hundred and thirty (2630-Pt. 124) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring eight feet and four inches in width by a depth of seventy one feet, English measure and more or less, bounded, the said part of lot, in front by Chateaubriand Avenue, in rear by a common lane, on one side by the lot above described No. 2630-123, and on the other side, by the residue of said lot 124, with right of way in the lane in rear of the said emplacement—with the house thereon erected.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 25 septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 octobre 1935. 5455-40-2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
B-133152. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs PHILEMON LA-
VIGNE.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Rosemount, en la cité de Montréal, connu comme étant le numéro de subdivision mille sept cent quatre-vingt du lot originaire numéro deux cent huit (208-1780), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant trente pieds de largeur par cent vingt-neuf pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et cent vingt-sept pieds et neuf dixièmes de pied en profondeur dans la ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées, et avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle conduisant audit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Forest, en date du premier octobre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 2 octobre 1935. 5457-40-2
[Première publication, 5 octobre, 1935]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JACOB BARIL, culti-
District de Nicolet, } vateur, domicilié à
No 986. } Gentilly, District de
Nicolet, demandeur; vs ALFRED GENDRON,
domicilié à Sainte-Sophie de Lévrard, district
de Nicolet, défendeur.

A) Une terre située sur le quatrième rang de la seigneurie Lévrard, à Sainte-Sophie de Lévrard, connue et désignée sous les numéros quatre cent trente-quatre, quatre cent trente-cinq, et quatre-cent trente-six, (No 434-435 et 436) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comprenant aussi la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard—avec les bâtisses y érigées, à distraire du lot numéro quatre cent trente-quatre, une partie de superficie totale d'environ sept arpents, possédée par Arthur Gendron ou représentants, le tout suivant ses titres; à distraire également des dits lots numéros quatre cent trente-cinq et quatre cent trente-six une partie contenant environ trois arpents et cinq perches de front par dix arpents de profondeur, plus ou moins, appartenant suivant ses titres à Eugène Gendron ou représentants.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$600.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated September 25, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 2, 1935. 5456-40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
B-133152. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs PHILEMON LA-
VIGNE.

An emplacement fronting on Rosemount Boulevard, in the City of Montreal, known as subdivision number one thousand seven hundred and eighty of the original lot number two hundred and eight (208-1780) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring thirty feet in width by one hundred and twenty-nine feet in depth, in the South-West line, and one hundred and twenty-seven feet and nine tenths of a foot in depth, in the Northeast line, English measure and more or less—with a house and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated October 1st., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 2nd, 1935. 5458-40-2-o
[First publication, October 5th., 1935]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } JACOB BARIL, farm-
District of Nicolet, } er, residing at Gen-
No 986. } tilly, District of Nicolet,
plaintiff; vs ALFRED GENDRON, residing at
Sainte Sophie de Lévrard, district of Nicolet,
defendant.

A) A farm situate in the fourth range of the seigniorie Lévrard, at Sainte Sophie de Lévrard, known and designated under numbers four hundred and thirty four, four hundred and thirty five and four hundred and thirty six (Nos. 434-435 and 436) of the official cadastre of the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising also the parish of Sainte Sophie de Lévrard—with the buildings thereon erected, to be deducted from lot number four hundred and thirty four a part having a total area of about seven arpents, owned by Arthur Gendron or representatives, the whole according to his titles; to be deducted also from the said lots numbers four hundred and thirty five and four hundred and thirty six a part measuring about three arpents and five perches in front by ten arpents in depth, more or less, belonging, according to his titles, to Eugène Gendron or representatives.

B) Un terrain-emplacement situé au village de Sainte-Sophie de Lévrard, contenant soixante pieds anglais de front, sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins, borné au sud au chemin du roi, au nord à Arthur Mailhot ou représentant, au nord-est aux représentants de Noël Fournier et au sud-ouest à Victor Desrosiers, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cinq cent cinquante et un (ptie No 551) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comprenant Sainte-Sophie de Lévrard—avec bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie de Lévrard, district de Nicolet, MERCREDI, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU, Sheriff's Office,
Nicolet, 1er octobre, 1935. 5423—40-2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

B) A lot of land or emplacement situate in the village of Sainte Sophie de Lévrard, measuring sixty feet, English measure, in front, by one arpent and one half in depth, more or less, bounded on the South by the King's Highway, on the North by Arthur Mailhot or representatives, on the Northeast by the representatives of Noel Fournier and on the Southwest by Victor Desrosiers, known and designated as forming part of the lot of land number five hundred and fifty one (Pt. No. 551) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising Sainte Sophie de Lévrard—with the buildings thereon erected.

To be sold separately at the parochial church door of Sainte Sophie de Lévrard, district of Nicolet, on WEDNESDAY, the SIXTH day of NOVEMBER next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
Sheriff's Office,
Nicolet, October 1st, 1935. 5424—40-2
[First publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } J.-A. POIRIER, Agent
District de Nicolet, } de Station de Sainte-
No 871. } Angèle-de-Laval, District
de Nicolet, demandeur; vs ELPHEGE GELINAS, de Saint-Célestin, district de Nicolet, défendeur; et J.-A. GUILLEMETTE, tiers-saisi.

Un emplacement situé au village d'Annville, de la contenance de trente-sept pieds anglais de largeur par quatre-vingt-quinze pieds anglais de profondeur, et connu et désigné comme étant la moitié sud-est et longitudinale du lot numéro cent deux (½ No 102) du cadastre du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Célestin au village d'Annville, joignant Nestor Hélie, au nord-ouest, Dame Albérie Béliveau au sud-est, le chemin public en avant, et Dame Maria Forest en arrière—avec le garage dessus construit et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Célestin, district de Nicolet, MARDI, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU, Sheriff's Office,
Nicolet, 30 septembre, 1935. 5385—40-2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } J. A. POIRIER, Sta-
District of Nicolet, } tion agent of Sainte-
No. 871. } Angèle de Laval,
District of Nicolet, plaintiff; vs ELPHEGE GELINAS, of Saint Célestin, district of Nicolet, defendant, and J. A. GUILLEMETTE, garnishee.

An emplacement situate in the village of Annville, measuring thirty seven feet, English measure, in width by ninety five feet, English measure, in depth, and known and designated as being the Southeast longitudinal half of lot number one hundred and two (½ No. 102) of the cadastre of the county of Nicolet for the parish of Saint Célestin, in the village of Annville, joining Nestor Hélie on the Northwest, Dame Albérie Béliveau on the Southeast, the public road in front, and Dame Maria Forest in rear—with the garage and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Célestin, district of Nicolet, TUESDAY, the FIFTH day of NOVEMBER next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
Sheriff's Office,
Nicolet, September 30, 1935. 5386—40-2
[First publication, October 5th., 1935]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { ATTENDU que, dans
No 29286. } une cause où LA
COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social en la cité de Québec pour la Province de Québec, était demanderesse; vs PHILIPPE PEPIN, cultivateur, de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, était défendeur et DAME VICTOIRE BEAUPRÉ, veuve de feu Napoléon Pépin, en son vivant, cultivateur, de Saint-Ubalde, était mise en cause, saisi comme appartenant au dit Philippe Pépin, savoir: Le lot No 59 (cinquante-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située à Saint-Ubalde, dans le rang Sainte-Anne, contenant

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: { WHEREAS, in a cause
No. 29286. } wherein THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act, and having, pursuant to the said Act, its head office in the City of Quebec for the Province of Quebec, was Plaintiff; vs PHILIPPE PEPIN, farmer, of Saint Ubalde, county of Portneuf, was defendant, and DAME VICTOIRE BEAUPRÉ, widow of the late Napoléon Pepin, is his lifetime, farmer, of Saint Ubalde, was *mise-en-cause*, seized as belonging to the said Philippe Pepin, to wit: Lot No. 59 (fifty nine) of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a farm situate in Saint Ubalde, in the Sainte Anne range, measuring three arpents in width by a depth of

trois arpents de largeur sur une profondeur de trente arpents, le tout plus ou moins, bornée en front à Alex. Martel, en profondeur à la Canada Power & Paper, au nord à O. Racine et au sud, à Joseph Lavallée—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, le 2 octobre 1935. L. LAPIERRE.
[Première publication, le 5 octobre 1935] 5417—40-2-o
[Deuxième publication, le 19 octobre 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { COMMUNAUTÉ DES
No 27662. { RELIGIEUSES DE
L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC, décrite au bref
de sommation dans la présente cause comme
Communauté des Dames Religieuses de l'Hôtel-
Dieu de Québec, corps politique et incorporé
ayant sa principale place d'affaires en les cité et
district de Québec; contre THÉOPHILE DION,
de la cité de Québec, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis en la présente cause, qui devait
avoir lieu à dix heures du matin (Heure solaire),
le treizième jour de septembre dernier, à mon
bureau, en la cité de Québec, aura lieu à DIX
heures du matin, le VINGT-CINQUIÈME jour
d'OCTOBRE courant, au même endroit.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, le 2 octobre 1935. L. LAPIERRE.
[Première publication, le 5 octobre 1935] 5415-o

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { JOSEPH JUNEAU, culti-
No 31106. { vateur, Saint-Augustin,
contre JOSEPH-EDGAR DION, de Québec, à
savoir:

La subdivision No 179 (cent soixante-dix-neuf)
du lot No 3755 (trois mille sept cent cinquante-
cinq) du cadastre officiel pour le quartier Saint-
Jean, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste,
de la cité de Québec, étant un emplacement situé
sur le côté sud de la rue Lavigne—avec les
bâties dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Sujette à une rente foncière annuelle de \$10.25
payable le 1er mai de chaque année à l'Hôtel-
Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTO-
BRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, le 18 septembre 1935. L. LAPIERRE.
[Première publication, 21 septembre 1935] 5193—38-2-o
[Deuxième publication, 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { ALLIANCE NATIONA-
No. F-137887. { LE, corporation légale-
ment constituée, des cité et district de Montréal;
contre JOSEPH ARTHUR alias ARCHER LE-
SAGE, de la cité de Québec, district de Québec,
à savoir:

1. Les subdivisions Nos 15-1, 16, 17, 18 et 19-1
(quinze-un, seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf-
un) du lot No 23 (vingt-trois) du cadastre officiel
pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, ban-
lieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité
de Québec, étant des lots de terre situés sur le

thirty arpents, the whole more or less, bounded
in front by Alex. Martel, in depth by the Canada
Power & Paper, on the North by O. Racine and
on the South by Joseph Lavallée—with the
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Saint Ubalde, county of Portneuf, on the EIGHTH
day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, October 2nd., 1935. Sheriff.
[First publication, October 5th., 1935] 5418—40-2-o
[Second publication, October 19th., 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: { COMMUNAUTÉ DES
No. 27662. { RELIGIEUSES DE
L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC, described in
the writ of summons in the present cause as
"Communauté des Dames Religieuses de l'Hôtel-
Dieu de Québec", a body politic and corporate
having its principal place of business in the city
and district of Québec; against THEOPHILE
DION, of the city of Québec, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the
immovables seized in the present cause, which
was to have taken place at ten o'clock in the
forenoon (Standard Time), on the thirteenth
day of September last, at my office, in the city
of Québec, shall be held at TEN o'clock in the
forenoon, on the TWENTY FIFTH day of
OCTOBER instant, at the same place.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, October 2nd., 1935. Sheriff.
[First publication, October 5th., 1935] 5416

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: { JOSEPH JUNEAU, farmer,
No. 31106. { of Saint Augustin; against
JOSEPH EDGAR DION, of Québec, to wit:

Subdivision No. 179 (one hundred and seventy
nine) of lot No. 3755 (three thousand seven
hundred and fifty five) of the official cadastre for
Saint John's Ward, now Saint Jean Baptiste
Ward, of the city of Québec, being an emplace-
ment situate on the south side of Lavigne Street
—with the buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$10.25
payable the 1st of May of each year to l'Hôtel
Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec,
on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, September 18th., 1935. Sheriff.
[First publication, September 21st, 1935] 5194—38-2
[Second publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: { ALLIANCE NATIONA-
No. F-137887. { LE, a body politic and
corporate duly incorporated, of the city and dis-
trict of Montreal; against JOSEPH ARTHUR
alias ARCHER LESAGE, of the city of Québec,
district of Québec, to wit:

1. Subdivisions Nos. 15-1, 16, 17, 18 and 19-1
(fifteen-one, sixteen, seventeen, eighteen and
nineteen-one) of lot No. 23 (twenty three) of the
official cadastre for the parish of Notre Dame de
Québec, banlieue, now Montcalm ward, of the
city of Québec, being lots of land situate on the

côté sud de la rue Des Franciscains, et ne formant qu'une seule et même exploitation—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et toutes les servitudes existantes en faveur des dits lots.

2. La juste moitié nord-ouest de toute cette partie de la subdivision No 11 (onze) du lot No 23 (vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, se trouvant en arrière de la propriété décrite en premier lieu, bornée au nord-est par le prolongement sur la subdivision No 11 du lot No 23 de la ligne divisant le lot No 23-19-1 de la balance dudit lot No 23-19, au sud-est par la juste moitié de la même partie de la subdivision No 23-11, au sud-ouest par le prolongement sur le lot No 23-11 de la ligne divisant le lot No 23-15-1 de la balance dudit lot No 23-15, le dit lot mesurant une largeur d'environ 66 pieds et huit pouces sur une profondeur de 7 pieds et demi; cette partie du lot No 23-11 devant être utilisée comme ruelle par l'acquéreur, ce dernier aura, conjointement avec toute personne y ayant droit, droit à ce passage, en voiture ou autrement, sur la totalité de la subdivision No 11 du lot No 23; l'acquéreur aura aussi droit de passage sur la ruelle, subdivision No 24, du lot No 22, du même cadastre.

Tout offrant ou enchérisseur devra déposer entre les mains de l'huissier, avant que celui-ci ne reçoive son offre ou enchère, une somme de \$2,000.00, conformément au jugement rendu en date du 5 septembre 1935.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 18 septembre 1935. 5203-38-2-o
[Première publication, 21 septembre 1935]
[Deuxième publication, 5 octobre 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } CHARLES - EDOUARD
No. 32053. } BOIVIN, marchand, de
Québec, faisant affaires sous les noms et raison
sociale de "Boivin & Grenier"; contre ARTHUR
ALAIN, de la cité de Lévis, à savoir:

1. La partie sud-ouest du lot No 437-A (quatre cent trente-sept-A) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent, mesurant 90 pieds de front plus ou moins, depuis l'extrémité sud-ouest du terrain jusqu'à l'extrémité nord-est de la maison dessus construite; bornée au nord par le chemin public, et au sud par la cime du cap—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec aussi le droit de passage sur l'autre partie dudit lot, au nord-est de la maison ci-dessus, sur la largeur de cinq pieds sur toute la profondeur dudit lot.

2. Le lot No 480 (quatre cent quatre-vingt) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 529 (cinq cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Le lot No 567 (cinq cent soixante-sept) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

South side of Des Franciscains Street, and forming but one and the same lot of land—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and all the servitudes existing in favour of the said lots.

2. The exact Northwestern half of all that part of subdivision No. 11 (eleven) of lot No. 23 (twenty three) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, *banlieue*, now Montcalm ward, of the city of Québec, situate in rear of the property firstly described, bounded on the North-east by the prolongation on subdivision No. 11 of lot No. 23 of the line dividing lot No. 23-19-1 from the residue of said lot No. 23-19, on the Southeast by the exact half of the same part of subdivision No. 23-11, on the Southwest by the prolongation on lot No. 23-11 of the line dividing lot No. 23-15-1 from the residue of said lot No. 23-15, the said lot measuring a width of about 66 feet and eight inches by a depth of 7 feet and one half; this part of lot No. 23-11 to be used as a lane by the purchaser, the latter shall have, jointly with any other persons having a right thereto, right of way, with vehicle or otherwise, on the whole of subdivision No. 11 of lot No. 23; the purchaser shall also have right of way in the lane, subdivision No. 24, of lot No. 22, of same cadastre.

Each and every bidder must deposit with the bailiff, before the latter shall receive his offer or bid, an amount of \$2,000.00, pursuant to a judgment rendered dated September 5, 1935.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Québec, on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Québec, September 18, 1935. 5204-38-2
[First publication, September 21st, 1935]
[Second publication, October 5th., 1935]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } CHARLES EDOUARD
No. 32053. } BOIVIN, merchant, of
Québec, carrying on business under the firm name
and style of "Boivin & Grenier", against ARTHUR
ALAIN, of the city of Lévis, to wit:

1. The Southwest part of lot No. 437-A (four hundred and thirty seven-A) of the official cadastre for Saint-Laurent Ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Saint Laurent Street, measuring 90 feet in front more or less, from the Southwest extremity of the lot of land to the Northeast extremity of the house thereon erected; bounded on the North by public road, and on the South by the top of the cape—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Also with right of way on the other part of the said lot, to the Northeast of the above house, on a width of five feet by all the depth of the said lot.

2. Lot No. 480 (four hundred and eighty) of the official cadastre for Saint Laurent Ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Saint Laurent Street, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 529 (five hundred and twenty nine) of the official cadastre for Saint Laurent Ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Saint Laurent Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Lot No. 567 (five hundred and sixty seven) of the official cadastre for Saint Laurent Ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Saint Laurent Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. Le lot No 528 (cinq cent vingt-huit) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent, circonstances et dépendances, moins les parties vendues à Jos. L'Hébreux et F.-X. Croteau, suivant leurs titres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David de l'Aube-Rivière, comté de Lévis, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 19 septembre, 1935. 5207—38-2-o
[Première publication, le 21 septembre 1935]
[Deuxième publication, le 5 octobre 1935]

5. Lot No. 528 (five hundred and twenty eight) of the official cadastre for Saint Laurent Ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Saint Laurent Street, circumstances and dependencies, less the parts sold to Jos. L'Hébreux and F. X. Croteau, according to their titles.

To be sold at the church door of the parish of Saint David de l'Aube-Rivière, county of Lévis, on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 19, 1935. 5208—38-2
[First publication, September 21st., 1935]
[Second publication, October 5th., 1935]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, { WILLIAM R. PRI-
No 5124. { CE; et DAME
ALMA LABRIE, son épouse, Lockhartville,
N. E., en leur qualité de curateurs conjoints de
Joseph Labrie, rentier de la Ville de Rimouski; vs
DAMASE DUBÉ, savoir:

Le lot No quatre cent trente-cinq au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski—avec bâtisses.

Pour être vendu, au bureau du shérif, palais de justice, Rimouski, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, le 1er octobre 1935. 5459—40-2-o
[Première publication, le 5 octobre 1935]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { WILLIAM R. PRI-
No. 5124. { CE; and DAME
ALMA LABRIE, his wife, Lockhartville, N. S.,
in their quality of joint curators of Joseph La-
brie, annuitant, of the town of Rimouski; vs
DAMASE DUBÉ, to wit:

Lot number four hundred and thirty five of the official cadastre of the parish of Saint Germain of Rimouski—with buildings.

To be sold, at the sheriff's office, Court house, Rimouski, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ADJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, October 1st., 1935. 5460—40-2
[First publication, October 5th., 1935]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat de District.

Province de Québec, } LÉDA DUBÉ,
District des Trois-Rivières, } épouse con-
No 4181. } tractuellement sé-
parée de biens de Hormisdas Barrette, demande-
resse; vs DÉLIMA VERMETTE, veuve de
Anselme Dauphinais, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Justin, concession du Grand Bois Blanc, côté sud-ouest, contenant environ soixante arpents de terre en superficie, plus ou moins, étant le lot de terre connu sous le numéro sept cent quarante des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Justin—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Justin, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 2 octobre 1935.
[Première publication, le 5 octobre 1935]
5461—40-2-o

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District Magistrate's Court.

Province of Quebec, } LÉDA DUBÉ,
District of Trois Rivières, } wife separate
No. 4181. } as to property by
marriage contract of Hormisdas Barrette, plain-
tiff; vs DELIMA VERMETTE, widow of Anselme
Dauphinais, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Justin, Grand Bois Blanc concession, Southwest side, containing about sixty arpents of land in area, more or less, being the lot of land known under number seven hundred and forty of the official plan and book of reference of the parish of Saint Justin—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Justin, on the SIXTH day of NOVEMBER one thousand nine hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, October 2nd., 1935.
[First publication, October 5th., 1935]
5462—40-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } CALIXTE NADEAU,
No 1448. } demandeur; vs
PIERRE BEAUDOIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située dans le 7e rang du canton de Stanfold, contenant $2\frac{1}{2}$ arpents de large, sur la profondeur de la concession, bornée des deux bouts par les cordons des rangs, du côté sud-ouest par Eugène Tourigny et du côté nord-est partie par la terre ci-après décrite et partie par Adam Sévigny, et connue et désignée comme faisant partie du lot No 4 du 7e rang du cadastre officiel dudit canton de Stanfold—avec les bâtisses y érigées.

2. Une terre située dans les mêmes rang et canton, contenant $2\frac{1}{2}$ arpents de large sur la profondeur qu'il y a depuis le 6e rang à aller au chemin public, bornée au nord par le cordon entre les 6e et 7e rangs, au sud par le dit chemin, au sud-ouest par la terre susdécrite et au nord-est par Alfred Trépanier, et connue et désignée comme faisant partie du dit lot No 4 du cadastre sus-mentionné—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, (Princeville) en un seul lot, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 2 octobre 1935. 5475—40—2-o
[Première publication, 5 octobre, 1935]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } CALIXTE NADEAU,
No. 1448. } plaintiff; vs PIERRE BEAUDOIN, defendant.

As belonging to the defendant.

1. A piece of land situated in the 7th range of the Township of Stanfold, containing $2\frac{1}{2}$ arpents in width by the depth of the concession, bounded at both ends by the concessions lines, on the Southwest side by Eugène Tourigny and on the Northeast side part by the piece of land hereafter described and part by Adam Sévigny, and known and designated as forming part of the lot No. 4 of the 7th range upon the official plan and book of reference for the said Township of Stanfold—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situated in the same range and Township, containing $2\frac{1}{2}$ arpents in width by the depth there is from the 6th range to the public road, bounded on the North by the concession line between the 6th and 7th ranges, on the South by the said public road, on the Southwest side by the piece of land above described and on the Northeast side by Alfred Trépanier, and known and designated as forming part of the said lot No 4 of the official plan above mentioned—with the buildings thereon erected.

To be sold, in only one lot, (*en bloc*), at the parochial church door of Saint Eusèbe de Stanfold, (Princeville), on the FIFTH day of NOVEMBER 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, October 2nd, 1935. 5476—40—2-o
[First publication, October 5th., 1935]

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC

Comté de Stanstead

VILLE DE MAGOG

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné Alphonse Girard, secrétaire-trésorier de la Ville de Magog, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Magog, LUNDI le VINGT-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, mil neuf cent trente-cinq (1935) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

County of Stanstead

TOWN OF MAGOG

Public notice is hereby given by the undersigned, Alphonse Girard, secretary-treasurer of the Town of Magog, that the properties hereinafter described will be sold, by public auction at the office of the Council at the City Hall of the Town of Magog, MONDAY the TWENTY-EIGHTH day of the month of OCTOBER next, nineteen hundred and thirty-five (1935) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms du propriétaire	Nos du cadastre et subdivisions.	Montants dus 1932-35	Intérêts	Montant total dû.
Names of Owner.	Cadastral Nos. and subdivisions.	Amount due 1932-35	Interest	Total amount due.
Benolt, Marcel	Pt. 192	\$ 48.30	\$ 5.14	\$ 53.44
"	191	44.85	4.85	49.70
Blouin, Georgiana	400-19	12.08	1.29	13.37
"	Pt. 390	54.00	7.28	61.28
"	Pt. 389	12.07	1.29	13.36
Davis, Thomas	Pt. 401	31.30	7.38	38.68
Pinard, Aimé	1263	70.73	7.74	78.47

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Ville de Magog.

Donné en la Ville de Magog, ce deuxième jour du mois d'octobre mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier,

5473—40-2-o

A. GIRARD.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Town of Magog. Given at the Town of Magog, this second day of October, nineteen hundred and thirty-five.

A. GIRARD,

Secretary-Treasurer.

5474—40-2-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1958 du 19 juillet 1935—convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur des villes de Shawinigan et Grand'Mère—lui ont demandé les modifications suivantes du dit arrêté.

Dans le paragraphe "C" de l'article 3.

1. Les mots "ondulation permanente... \$2.50" sont substitués aux mots "ondulation permanente \$3.00";

2. Les mots "ondulation à l'eau ou marcel... \$0.35", sont substitués aux mots "ondulation à l'eau ou marcel... \$0.50".

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec.

5469-o

AVIS

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable C.-J. Arcand, ministre du Travail, que "Le Syndicat Professionnel des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville" et "Le Syndicat Professionnel des Employés Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville", lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

"Le Syndicat Professionnel des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville",

Et, D'AUTRE PART:

"Le Syndicat Professionnel des Employés Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville", soit rendue obligatoire pour les salariés et employeurs des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1.—a) Dans la présente convention, le mot "employeur" signifie et comprend toute personne, association ou corporation, qui tient salon de beauté et qui a des employés à son service.

Le mot "employeur" pour les fins de la présente convention comprend et désigne aussi toute

NOTICE

Pursuant to article 5 of the Collective Labour Agreements Extension Act (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by the honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 1958 of the 19th. of July, 1935 — extension of a collective labour agreement relating to the barber's and hairdresser's trades — towns of Shawinigan and Grand'Mère — have requested him the following modifications to the said Order:

In paragraph "C" of article 3.

1. The words "permanent wave... \$2.50", are substituted for the words "permanent wave \$3.00";

2. The words "water wave or marcel... \$0.35", are substituted for the words "water wave or marcel \$0.50".

During the thirty days following the publication of this notice, the honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec.

5470

NOTICE

Pursuant to article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is hereby given by the Honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that "Le Syndicat Professionnel des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville" and "Le Syndicat Professionnel des Employés Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville", have jointly presented, this day, a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat Professionnel des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Professionnel des Employés Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville".

be rendered obligatory for the employees and employers of the trades concerned, according to the following conditions:

1.—a) In the present agreement, the word "employer" signifies and includes any person, association or corporation who operates a beauty parlour and who has employees at its service. The word "employer" for the purposes of the present agreement, includes and designates also

personne qui loue pour elle-même à l'heure ou à forfait, les services individuels d'un maître-barbier ou d'un maître-coiffeur de l'un ou l'autre sexe.

b) Le mot "compagnon" signifie toute personne du métier qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a obtenu soit du Bureau des Examineurs nommés par le comité conjoint, soit de l'organisation ouvrière des parties contractantes, soit de toute autre organisation autorisée par le comité conjoint, un certificat de qualification, lui donnant droit au salaire régulier de compagnon stipulé ci-après.

c) Le mot "apprenti" signifie toute personne du métier à qui le comité conjoint ou l'organisation ouvrière aura décerné un certificat constatant qu'elle apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés ci-après et lui donnant droit d'être rémunérée suivant l'échelle de salaire prévue pour la période d'apprentissage.

d) Les expressions barbier, coiffeur et coiffeuse signifient et comprennent toute personne qui fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

II.—Durée du travail:

a) Pour les barbiers et barbiers-coiffeurs pour hommes les heures de travail seront réparties entre 8.00 heures A.M. et 6.00 heures P.M., les lundi, 8.00 heures A.M. et 7.00 heures P.M. les mardi, mercredi et jeudi, et 8.00 heures A.M. et 9.00 heures P.M. les vendredi et 8.00 heures A.M. et 11 heures P.M. les samedi et veilles des fêtes chômées.

b) Pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, les heures de travail seront réparties entre 8.00 heures A.M. et 8.00 heures P.M. les lundi, mardi, mercredi et jeudi et 8.00 heures A.M. et 10.00 heures P.M. les vendredi et samedi et la veille des fêtes chômées. De plus les coiffeurs et coiffeuses pour dames pourront travailler de 8.00 heures A.M. à 10.00 heures P.M. les quatre jours précédant le jour de l'An, Pâques et Noël.

Un ouvrier de l'un ou l'autre sexe exerçant le métier ou l'art de barbier ou coiffeur, qu'il emploie ou non d'autres personnes, est assujéti à la présente disposition s'il travaille de ses propres mains dans un salon public ou privé.

c) Tout employé barbier et coiffeur pour hommes, aura droit à six heures consécutives de congé au cours de la semaine, excepté les semaines où il y aura fêtes chômées.

d) En aucun cas, l'employé de l'un ou l'autre sexe ne devra prendre moins d'une heure pour le repas du midi chaque jour, et moins d'une demi-heure pour le repas du soir, excepté le lundi.

Il n'y aura pas de travail les dimanches et les jours de fête d'obligation.

e) Ne sera pas considéré comme violation à la loi, le temps que prendront les maîtres barbiers, coiffeurs et coiffeuses et les employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour terminer le travail commencé sur un client avant l'heure de la fermeture.

III.—Tarif des salaires:

Le salaire minimum pour le temps régulier sera:

a) Pour les barbiers et coiffeurs pour hommes et dames de \$13.00 par semaine, plus 50% de toute recette au-dessus de \$20.00 faite par l'employé au cours de la semaine;

b) Pour les coiffeuses pour dames de \$7.00 par semaine.

any person who personally hires by the hour or by the job the personal services of a master-barber or a master-hairdresser of either sex.

b) The word "journeyman" signifies any tradesman who has served his apprenticeship according to the conditions hereinafter determined and who has obtained, either from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee, or from the Trade organization of the contracting parties or from any other organization authorized by the Joint Committee, a certificate of competency, entitling him to the regular journeyman's salary stipulated hereinafter.

c) The word "apprentice" signifies any tradesman to whom the Joint Committee or the Trade organization has given a certificate stating that he is learning one or the other of the trades mentioned hereinafter and entitling him to be paid according to the rate of wages provided for the period of apprenticeship.

d) The expressions barber, male and female hairdresser, signify and include any person who shaves, cuts, clips, fixes, trims and singes hair, washes the head by the method of shampooing, gives massages, manucures, facial, skin, hand, hair or scalp treatments.

II.—Working Hours:

a) For Barbers and barber-hairdressers for men, the working hours shall be divided between 8.00 o'clock A. M. and 6.00 o'clock P. M. Mondays, 8.00 o'clock A. M. and 7.00 o'clock P. M. Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and 8.00 o'clock A. M. and 9.00 o'clock P. M. Fridays and 8.00 o'clock A. M. and 11 o'clock P. M. Saturdays and the eves of holidays.

b) For male and female hairdressers for ladies the working hours shall be divided between 8.00 o'clock A. M. and 8.00 o'clock P. M. Mondays, Tuesdays, Wednesdays and Thursdays and 8.00 o'clock A. M. and 10.00 o'clock P. M. Fridays and Saturdays and the eves of holidays. Moreover male and female hairdressers for ladies may work from 8.00 o'clock A. M. to 10.00 o'clock P. M. the four days preceding New Year's day, Easter and Christmas.

A tradesman of one or the other sex carrying on the trade or art of barber or hairdresser, whether he employs other persons or not, is subject to the provisions if he personally works in a public or private parlour.

c) All employees, barbers and men's hairdressers, are entitled to six consecutive hours off in the course of a week, except the weeks containing a holiday.

d) At no time shall an employee of either sex take less than one hour off for lunch each day, and less than one half hour off for his evening meal, with the exception of Monday.

There shall be no work on Sundays and holidays of obligation.

e) The time taken by master-barbers, male and female hairdressers and the employees of barbers, male and female hairdressers to finish work commenced on a customer before the hour of closing, shall not be considered as a violation of the Act.

III.—Rate of Wages:

The minimum wage for regular time shall be:

a) For barbers and men's and ladies' hairdressers: \$13.00 per week, plus 50% of all receipts, in excess of \$20.00, made by the employee in the course of the week.

b) For female ladies' hairdressers: \$7.00 per week;

Il est entendu que le salaire des employées ne sera en aucun cas inférieur au salaire minimum que pourra établir une ordonnance de la Commission du Salaire Minimum des Femmes, en vertu du chapitre 100 S. R. Q., 1925 et amendements.

c) Pour les employés surnuméraires: de \$0.25 de l'heure plus 50% de toute recette au-dessus de \$5.00 faite par l'employé au cours de la journée.

d) Aucun employeur n'aura le droit de réduire le salaire d'un employé recevant plus que les minima ci-haut mentionnés lors de la signature de cette convention.

Salaire à contrat ou à la pièce.

Le salaire de toute personne du métier, maître ou employé, barbier, coiffeur pour hommes, coiffeuses, qui travaillent à contrat, à la pièce ou à forfait, ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

Barbe.....	\$ 0.15
Cheveux pour hommes.....	0.35
Cheveux pour femmes (coupe complète aux ciseaux).....	0.35
Cheveux pour femmes (coupe ordinaire).....	0.25
Cheveux pour femmes (rafraîchissement du cou).....	0.15
Cheveux pour enfants de 14 ans et en-dessous, les lundi, mardi, mercredi et jeudi les vendredi et samedi.....	0.15
Flambage des cheveux.....	0.25
Shampooing ordinaire.....	0.35
Shampooing sec.....	0.50
Shampooing à l'huile de coco.....	0.50
Shampooing à l'huile spéciale.....	0.50
Massage ordinaire.....	0.35
Massage au vibreur citron et roses.....	0.35
Massage Boncilla.....	0.75
Massage lotion.....	0.25
Lotion.....	0.25
Tonique.....	0.15
Teinture de cheveux.....	3.00
Aiguisage de rasoir.....	0.25
Coupe de cheveux à domicile.....	0.50
Barbe à domicile.....	0.50

(Les institutions d'enseignement tombent sous la loi générale et ne sont pas considérées comme des domiciles en dehors des boutiques de barbiers)

Ondulation permanente ou indéfrisable.....	3.00
Ondulation au papier.....	0.75
Ondulation au Komol.....	0.75
Ondulation Marcel.....	0.50
Ondulation à l'eau.....	0.50
Ondulation à la cire.....	0.50
Shampooing henné naturel.....	0.75
"Rinse".....	0.25
Shampooing au camomille.....	0.50
Traitement à l'huile.....	1.00
Soucis arqués.....	0.35
Retouche avec teinture.....	1.50
Décoloration.....	3.00
"Henna Pack".....	2.00
Manicure.....	0.50
Massage pour dames par coiffeuses.....	0.50
Massage avec glaise par coiffeuses.....	0.75

Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus énumérés, soit à l'heure, soit à contrat, sera de nul effet.

IV.—Apprentissage.

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses.

a) Aucun apprenti ne saurait être accepté avant seize ans révolus. Il devra avoir terminé au moins sa cinquième année de cours élémentaire.

b) Dans aucun salon, il ne sera permis d'avoir plus d'un apprenti.

It is understood that the wages of employees shall in no case be less than the minimum wage which may be established by an order of the Women's Minimum Wage Board, in virtue of chapter 100 R. S. Q., 1925 and its amendments.

c) For extra employees: \$0.25 per hour plus 50% of any receipts over \$5.00 made by the employee during the day.

d) No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum hereinabove mentioned at the time of the signing of this agreement.

Wages by the Job:

The wage for any person of the trade: employer or employee, barber, men's or ladies' hairdresser, female hairdresser who work by the job, on a customer, must never be less than the following rate:

Shave.....	\$0.15
Haircut for men.....	0.35
Haircut for women (complete cut with scissors).....	0.35
Haircut for women (ordinary cut).....	0.25
Haircut for women (neck trim).....	0.15
Haircut for children (14 years and under Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.15
Friday and Saturday.....	0.25
Singeing of hair.....	0.25
Ordinary shampoo.....	0.35
Dry Shampoo.....	0.50
Cocoonut oil Shampoo.....	0.50
Special oil Shampoo.....	0.50
Ordinary massage.....	0.35
Vibrator massage, lemon and rose.....	0.35
Boncilla massage.....	0.75
Lotion massage.....	0.25
Lotion.....	0.25
Tonic.....	0.15
Hair dyeing.....	3.00
Sharpening razor.....	0.25
Haircut at home.....	0.50
Shave at home.....	0.50

(Boarding schools fall under the general law and shall not be considered as homes outside the barber-shops.)

Permanent wave.....	3.00
Paper wave.....	0.75
Komol wave.....	0.75
Marcel wave.....	0.50
Water wave.....	0.50
Wax wave.....	0.50
Natural Henna Shampoo.....	0.75
"Rinse".....	0.25
Camomile Shampoo.....	0.50
Oil treatment.....	1.00
Plucking eyebrows.....	0.35
Retouching with dye.....	1.50
Bleaching.....	3.00
"Henna Pack".....	2.00
Manicure.....	0.50
Massage for ladies by female hairdressers.....	0.50
Clay massage by female hairdressers.....	0.75

Any agreement, with a view to reduce the rate either per hour, job or contract, shall be null.

IV.—Apprenticeship:

Barbers, male and female hairdressers:

a) No apprentice may be accepted before having completed his sixteenth year. He must have completed at least his fifth elementary grade.

b) No parlour is permitted to have more than one apprentice.

c) Le patron devra faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

d) L'apprentissage comporte:

1.—Au point de vue technique:

Un stage de deux ans comme apprenti dans un salon de barbier approuvé par le comité conjoint.

2.—Au point de vue hygiénique:

Que l'apprenti suive pendant ses deux ans un cours d'hygiène de barbier, selon les conditions imposées par le comité conjoint.

e) Le salaire de l'apprenti barbier et coiffeur pour homme sera:

Après six mois de stage.....	\$ 5.00
Après douze mois.....	7.50
Après dix-huit mois.....	10.00

Les conditions d'apprentissage ainsi que les salaires des apprentis coiffeurs et coiffeuses pour dames seront déterminées par le Comité conjoint lorsqu'il le jugera à propos.

f) Au cas où un patron voudrait discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit jours à son service, il devra en donner avis au Comité conjoint au moins une semaine à l'avance.

V.—Les compagnons qui, en raison de leur âge avancé ou pour cause d'infirmités, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au comité paritaire lequel comité pourra, s'il y a lieu, reviser l'échelle de salaire pour chacun des cas soumis à son attention.

VI.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend la cité de Saint-Jean, la Ville d'Iberville et les comtés de Saint-Jean et Iberville et le Village de Napierville.

VII.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et restera en vigueur pour une période de trois ans.

Au cas où une nouvelle convention ne pourrait être signée en temps pour faire suite à la présente convention, cette entente sera continuée jusqu'à ce que la nouvelle convention devienne en vigueur.

VIII.—Du consentement des deux parties de cette convention, le comité conjoint, au nom des parties contractantes, pourra apporter toute modification qu'il jugera dans l'intérêt de la profession.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

Le sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 octobre 1935.

5471-0

c) The proprietor must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade to finally produce a competent worker.

d) Apprenticeship comprises:

1.—From a technical viewpoint:

A period of 2 years in a barber shop approved by the Joint Committee;

2.—From a hygienic viewpoint:

The apprentice must follow during these two years a course in hygiene for barbers, according to the conditions imposed by the Joint Committee.

e) The wages for an apprentice shall be the following:

After six months period.....	\$5.00
After twelve months.....	7.50
After eighteen months.....	10.00

The conditions of apprenticeship as well as the wages of apprentice male and female hairdressers shall be determined by the Joint Committee when it shall deem it advisable.

f) In the case where a proprietor desires to discontinue with an employee after over eight days in his service, he must give notice to the Joint Committee at least one week in advance.

V.—Journymen who, due to advanced age or infirmity, are unable to give the service of a competent worker, may have their case referred to the "comité paritaire", which committee may, if expedient, revise the scale of wages for each case submitted to its attention.

VI.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the city of Saint John, the Town of Iberville and the counties of Saint John and Iberville and the Village of Napierville.

VII.—The present agreement shall come into force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force for a period of three years.

In the case where a new agreement cannot be signed in time to follow the present agreement, this agreement shall continue until the new agreement comes into force.

VIII.—With the consent of the two parties to the contract, the Joint Committee, in the name of the contracting parties, may make any modification it may deem in the interest of the profession.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present request.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 5th., 1935.

5472

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 2 octobre 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 3 octobre 1935.

Concernant les imprimeurs et les éditeurs de la cité et du district de Québec.

2783

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated October 2, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on October 3, 1935.

Respecting the Printers and Editors of the City and the district of Québec.

No. 2783

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 2 octobre (1935), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56 amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), l'Association des Maîtres Imprimeurs et Éditeurs de la cité et du district de Québec, Inc., lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

L'Association des Maîtres-Imprimeurs et Éditeurs de la cité et du district de Québec, Incorporée;

Et, D'AUTRE PART:

L'Union Typographique de Québec, No 302; l'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec, No 152; l'Union des Relieurs de Québec, No 152; l'Union Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, soit rendue obligatoire pour les métiers de l'industrie visée suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 août 1935.

Attendu que l'honorable Ministre a reçu des objections contre ladite requête et qu'il les a soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail, pour les métiers concernés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête telle qu'amendée, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite loi, avec toutefois les nouvelles conditions suivantes agréées par lui-même et tenant lieu des conditions décrites dans ladite requête:

I. Dans la présente convention, le mot "compagnon" signifie un ouvrier typographe, pressier, relieur ou clicheur qui aura obtenu d'une organisation ouvrière partie à cette convention, ou du bureau des examinateurs, nommé par le comité conjoint, d'accord avec le paragraphe 2 de l'article 7 du chapitre 56, 24 Geo. V, un certificat de qualification lui donnant droit au salaire régulier stipulé ci-après:

Les maîtres-imprimeurs, surintendants et contre-maîtres travaillant de leurs mains, sont considérés comme compagnons pour l'établissement du pro-rata du nombre des apprentis par rapport à celui des ouvriers qualifiés.

II. Le mot "apprenti" signifie un ouvrier junior typographe, pressier, clicheur ou relieur qui aura obtenu d'une organisation ouvrière partie à cette convention, ou du bureau des Examinateurs, nommé par le comité conjoint, un certificat constatant qu'il apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés ci-haut et lui donnant droit d'être rémunéré suivant l'échelle de salaire prévue pour la période d'apprentissage.

III. Huit heures constitueront la base d'une journée de travail. Tout ouvrage exécuté en dehors des heures régulières par un employé régulier ou surnuméraire, sera considéré comme temps supplémentaire et rémunéré tel que stipulé à la clause IX.

IV. Sept heures et demie constitueront la base d'une nuit de travail. Tout ouvrage exécuté en dehors des heures régulières, par un employé

The Honourable the Minister of Labour, in a memorandum dated October 2, 1935, sets forth:

Whereas, pursuant to article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements, (24 Geo. V, chap. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), "L'Association des Maîtres-Imprimeurs et Éditeurs de la cité et du district de Québec, Inc.", has presented to him a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maîtres-Imprimeurs et Éditeurs de la cité et du district de Québec, Inc.";

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union Typographique de Québec, No. 302; L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec, No. 152; L'Union Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec";

be rendered obligatory for the trades and industry concerned according to the conditions set forth in the *Quebec Official Gazette* of August 24th, 1935.

Whereas the Honourable Minister has received objections against the said request and he submitted them to the appreciation of the contracting parties;

Whereas the provisions respecting the rate of wages and the hours of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

The Honourable the Minister recommends the approval of the said request, in conformity with the provisions of section 4 of the said Act, with however the new following provisions agreed upon by himself to be substituted to the provisions set forth in the said request.

I. In the present Agreement, the word "journeyman" signifies a typographer, pressman, bookbinder or stereotyper who has obtained from a Labour Association a party hereto or from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee, in accordance with paragraph 2 of section 7 chapter 56, 24 Geo. V, a certificate of competency entitling him to the regular salary stipulated hereinafter.

Master printers, superintendents and foremen working personally are considered as journeymen for the establishing of the number of apprentices in proportion to that of qualified workmen.

II. The word "apprentice" signifies a junior typographer, pressman, stereotyper or bookbinder who shall have obtained from a Labour Association a party hereto or from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee a certificate stating that he is learning one or the other of the hereinabove mentioned trades and entitling him to be paid according to the schedule of wages prescribed for the period of apprenticeship.

III. Eight hours shall constitute the basis of one day's work. Any work done outside the regular hours by a regular or part-time employee will be considered as overtime and remunerated as stipulated in clause IX.

IV.—Seven and one half hours shall constitute the basis of one night's work. Any work done outside regular hours, by a regular or part-time

régulier ou surnuméraire, sera considéré comme temps supplémentaire et rémunéré tel que stipulé à la clause IX.

V. Le jour, les heures de travail seront réparties entre 7 heures du matin et 6 heures du soir et 48 heures ainsi réparties durant 6 jours constitueront une semaine régulière de travail.

VI. La nuit, les heures de travail seront réparties entre 6 heures du soir et 4 heures du matin, et 45 heures ainsi réparties durant 5 ou 6 jours constitueront une semaine régulière de travail.

VII. Après avoir quitté l'atelier, tout ouvrier qui sera appelé pour exécuter du travail supplémentaire devra recevoir une somme équivalente à 2 heures d'ouvrage supplémentaire.

VIII. Le salaire minimum pour les compagnons typographes, pressiers, clichés ou relieurs sera de \$25.00 par semaine pour le travail de jour et de \$27.00 par semaine pour le travail de nuit.

Toutefois il est stipulé et convenu que dans tous les ateliers où l'échelle normale des salaires actuellement payés est supérieure au minimum fixé dans l'alinéa précédent, ladite échelle restera l'échelle légale, jusqu'à l'expiration de la présente convention, conformément à l'article 6, paragraphe 2 de la loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64.

IX. Les heures de travail supplémentaire seront payées au taux de temps et demi par rapport au salaire régulier et aucun employeur n'aura le droit d'exiger qu'un ouvrier ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire.

X. Le temps double supplémentaire sera payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le jour de l'An, le jour de la Fête du Travail. Cette clause ne concerne pas les hommes réguliers des équipes de nuit.

XI. Le salaire des contremaîtres sera d'au moins \$3.00 de plus par semaine que celui des compagnons.

XII. Dans chaque atelier ou département, la proportion des apprentis pour chaque métier, exception faite pour les pressiers sur presses "platines" non automatiques, sera de un pour les deux premiers compagnons; un autre apprenti sera autorisé pour chaque trois compagnons additionnels ou fraction de trois compagnons employés régulièrement.

Toutefois, dans les ateliers où il n'y a qu'un compagnon, l'employeur aura le privilège d'employer un apprenti de l'un ou l'autre métier.

Les apprentis seront rémunérés comme suit:

TRAVAIL DU JOUR:

Première année.....	\$ 5.00
Deuxième année.....	7.00
Troisième année.....	10.00
Quatrième année.....	12.00
Cinquième année (1er six mois).....	14.00
Cinquième année (2ième six mois).....	16.00

TRAVAIL DE NUIT:

Première année.....	\$ 6.00
Deuxième année.....	8.00
Troisième année.....	11.00
Quatrième année.....	14.00
Cinquième année (1er six mois).....	16.00
Cinquième année (2ième six mois).....	18.00

employee, will be considered as overtime and remunerated as stipulated in clause IX.

V. During the day, the hours of labour will be divided between 7 o'clock in the morning and 6 o'clock in the evening and 48 hours so divided during 6 days shall constitute a regular week's work.

VI. During the night, the hours of labour will be divided between 6 o'clock in the evening and 4 o'clock in the morning and 45 hours so divided during 5 or 6 days shall constitute one regular week's work.

VII.—After having left the workshop, any workman who may be called to do overtime work shall receive an amount equivalent to 2 hours' overtime.

VIII. The minimum wage for journeymen typographers, pressmen, stereotypers or bookbinders shall be \$25.00 per week for day work and \$27.00 per week for night work.

However, it is stipulated and agreed that in workshops where the normal schedule of wages actually paid is higher than the minimum fixed in the preceding paragraph, the said schedule shall remain the legal schedule until the expiration of the present agreement, in conformity with section 6, paragraph 2 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64.

IX. Overtime work will be paid for at the rate of time and a half according to regular wages and no employer has the right to exact that a workman has done one complete day's or one week's work to receive the rate of overtime.

X. Double overtime will be paid for any work done on Sunday, Christmas Day, New Year's Day, Labour Day. This clause shall not apply to men regularly employed on night-shifts.

XI. Foremen's wages will be at least \$3.00 more per week than those of journeymen.

XII. In each plant or department the proportion of apprentices for each trade, irrespectively of pressmen on non-automatic platen presses, shall be 1 for the two first journeymen; another apprentice shall be allowed for each three additional journeymen or fraction thereof employed regularly.

However, in shops where there is but one journeyman, the employer shall have the privilege of employing one apprentice of one or the other trade.

Apprentices will be paid as follows:

DAY WORK

First year.....	\$ 5.00
Second year.....	7.00
Third year.....	10.00
Fourth year.....	12.00
Fifth year (1st six months).....	14.00
Fifth year (2nd six months).....	16.00

NIGHT WORK

First year.....	\$ 6.00
Second year.....	8.00
Third year.....	11.00
Fourth year.....	14.00
Fifth year (1st six months).....	16.00
Fifth year (2nd six months).....	18.00

Note d'exception:—Les propriétaires d'ateliers d'imprimerie ayant à leur emploi quatre (4)

Note of exception:

Owners of printing shops employing four (4)

ouvriers ou moins pourront assimiler un (1) apprenti-typographe de cinquième année à un compagnon pour fins d'établissement du pro-rata entre les apprentis et les compagnons; dans ce cas, l'apprenti de cinquième année sera rémunéré au taux de \$20.00 par semaine.

La présente exception ne demeurera en vigueur que jusqu'au 1er mars 1936.

Pour le travail sur presses dites "platines" non automatiques, la proportion sera de trois (3) apprentis par compagnon et ils seront rémunérés comme suit:

TRAVAIL DU JOUR:

Première année.....	\$ 5.00
Deuxième année.....	7.00
Troisième année.....	9.00
Quatrième année.....	10.00
Cinquième année.....	12.00
Compagnons.....	18.00

TRAVAIL DE NUIT:

Première année.....	\$ 6.00
Deuxième année.....	8.00
Troisième année.....	10.00
Quatrième année.....	11.00
Cinquième année.....	13.00
Compagnons.....	20.00

journeymen or less may consider one apprentice-typographer having done five years of apprenticeship as a journeyman in calculating the proportion between the number of apprentices and that of journeymen; in such case, the apprentice of five years apprenticeship shall be paid \$20.00 per week.

This exception shall be in force until the 1st of March 1936.

For work on non-automatic platen presses, the proportion shall be three (3) apprentices per journeyman and they shall be paid as follows:

DAY WORK

First year.....	\$ 5.00
Second year.....	7.00
Third year.....	9.00
Fourth year.....	10.00
Fifth year.....	12.00
Journeymen.....	18.00

NIGHT WORK

First year.....	\$ 6.00
Second year.....	8.00
Third year.....	10.00
Fourth year.....	11.00
Fifth year.....	13.00
Journeymen.....	20.00

Seuls les compagnons auront le droit d'exécuter le travail sur les machines à composer. Un compagnon doit toujours être en charge des fondeuses de caractères, et de matériel.

La proportion des apprentis devra être toujours observée soit pour le travail régulier ou supplémentaire.

XIII. Les femmes ou filles travaillant dans l'industrie de l'imprimerie seront rémunérées conformément aux ordonnances de la Commission du salaire minimum des femmes en vigueur dans la région visée; toutefois, les femmes et les filles bénéficieront des salaires de la convention collective de travail rendue obligatoire d'accord avec leur stage d'apprentissage et conformément aux dispositions du présent arrêté, même si telles dispositions sont supérieures aux taux fixés par une ordonnance de la Commission du salaire minimum des femmes.

XIV. Le service d'impression d'un établissement manufacturier n'appartenant pas à l'industrie de l'imprimerie proprement dite, est assujéti à toutes les dispositions du présent arrêté, sauf en ce qui touche le pro-rata entre les apprentis et les compagnons.

XV. D'accord avec le deuxième alinéa du paragraphe 2, de l'article 7, le comité conjoint chargé de surveiller l'application de cette convention aura le droit, par ses inspecteurs autorisés:

a) de vérifier les taux de salaire et la durée du travail chez les employeurs visés par la convention collective rendue obligatoire;

b) d'exercer, pour le bénéfice de chacun des salariés, toutes les actions qui naissent en leur faveur d'une convention collective de travail rendue obligatoire, sans avoir à justifier d'une cession de créance de l'intéressé.

XVI. Cette convention sera affichée dans chaque département ou atelier afin que les intéressés puissent en prendre connaissance.

XVII. La présente convention sera en force jusqu'au 15 août 1936 et elle se renouvellera automatiquement à son expiration pour une autre

Only journeymen are permitted to work on type setting machines. One journeyman shall always be in charge of type, sorts and material casting machines.

The proportion of apprentices must always be observed either for regular or overtime.

XIII. Women or girls working in the printing industry shall be paid in conformity with the orders of the Women Minimum Wage Commission in force in the set region; however, women and girls shall benefit by the wages established by the Collective Labour Agreement made obligatory according to the duration of their apprenticeship and in conformity with the provisions of the said order, even if such provisions are higher than the rates determined by the order of the Women Minimum Wage Commission.

XIV. The printing service of a manufacturing establishment not belonging to the printing industry properly, shall be governed by the provisions of the present order, with the exception however of those relating to the proportion between apprentices and journeymen.

XV. In conformity with the 2nd sub-paragraph of paragraph 2 of article 7, the Joint Committee charged with the application of the said agreement shall be given the right, by its authorized inspectors:

a) to verify the rate of wages and the hours of labour in the employers establishments to which the present collective agreement applies;

b) to exercise, for the benefit of each and any employee, any action resulting in their favour from the collective labour agreement rendered obligatory, without having to prove an assignment of claim by the interested party.

XVI. This agreement shall be posted up in each department or shop so that interested parties may take cognizance thereof.

XVII. The present agreement shall remain in force until the 15th of August 1936 and it shall be renewed automatically at its expiration for

année si elle n'a pas été dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes.

XVIII. La juridiction territoriale pour fins d'application de la présente convention comprend les districts judiciaires de Québec, de Beauce et de Montmagny. Dans les districts judiciaires de Beauce et de Montmagny, l'échelle des salaires fixés aux articles 8 et 12 pourra toutefois être réduite de 15%.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

5463-o

another year, unless by one or the other of the contracting parties.

XVIII. The territorial jurisdiction, for the purposes of the present agreement, shall include the judicial districts of Quebec, Beauce and Montmagny. In the judicial districts of Beauce and Montmagny the schedule of wages fixed by articles 8 and 12, may however be reduced by 15%.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5464-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 2 octobre 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 3 octobre 1935.

No 2781

Concernant l'industrie des vêtements pour hommes et garçons.

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 2 octobre, (1935) expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56 amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), les signataires de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 564 et amendements—extension d'une convention collective de travail relative à l'industrie des vêtements pour hommes et garçons—lui ont demandé la modification suivante dudit arrêté:

Le premier paragraphe de l'article 5b de l'arrêté ministériel est remplacé par le suivant:

"5b. Les salaires suivants seront payés par les employeurs fabriquant des vêtements d'enfants et de bébés jusqu'à trois ans et de trois ans à six ans, pourvu que la grandeur ne soit pas supérieure à la grandeur No 24, et des vêtements de fillettes jusqu'à l'âge de quatorze ans seulement, pourvu que:

1) ces vêtements de fillettes soient entièrement fabriqués par la même méthode de production que les vêtements des deux sexes.

2) ne soient pas confectionnés par un manufacturier, un entrepreneur ou un sous-entrepreneur intéressé surtout dans l'industrie de la confection de manteaux, blouses, costumes et jupes pour les femmes de plus de quatorze ans;

3) ne soient pas ainsi confectionnés directement ou indirectement dans le but d'éluder les dispositions de la convention concernant l'industrie des manteaux et des costumes."

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 août 1935 et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56 amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

5467-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 2 octobre 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 3 octobre 1935.

No 2782

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated October 2 1935, approved by the Lieutenant-Governor on October 3, 1935.

No. 2781

Concerning the men's and boys' clothing industry.

The Honourable the Minister of Labour, in a memorandum dated October 2, (1935) sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Extension Act (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), the contracting parties to the collective labour agreement declared obligatory by Order in Council No. 564 and amendments—extension of a collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry—have requested him the following modification of the said Order:

The first paragraph of Section 5b of the Order in Council is replaced by the following:

"5b. The following rates of wages are adopted for employers engaged in the manufacture of infants' and children's clothing comprising of ages from birth to 3 years and from 3 to 6 years not exceeding size 24, and for girls' clothing up to the age of 14 years only, provided:

1) such girls' clothing is manufactured entirely by the same method of production as bi-sexual clothing;

2) be not made by a manufacturer, contractor or jobber principally engaged in the industry of producing cloaks, coats, suits and skirts for females above the age of 14 years;

3) be not made directly or indirectly for the purpose of evading the provisions of the Collective Labour Agreement, as extended in the cloaks and suits industry."

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of August 31st, 1935 and that no objection has been made from that date against the said request;

The Honourable the Minister recommends the approval of the same pursuant to the provisions of Article 5 of the Act 24 Geo. V, chapter 56 amended by 25-26 Geo. V, chapter 64.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5468-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated October 2, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on October 3, 1935.

No. 2782.

Concernant l'extension d'une convention collective de travail relative au métier de barbier dans Rouyn et Noranda.

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 2 octobre (1935), expose:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi de l'extension des conventions collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56, amendé par 25-26 Geo. V, ch. 64), l'Union des Maîtres-Barbiers de Rouyn et Noranda et le Syndicat des Compagnons Barbiers de Rouyn et Noranda lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

"L'Union des Maîtres-Barbiers de Rouyn et Noranda";

ET, D'AUTRE PART:

"Le Syndicat des Compagnons-Barbiers de Rouyn et Noranda",
soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I.—*Définition des termes:*

a.—Dans la présente convention le mot "employeur" signifie tout homme du métier qui tient salon de beauté ou de barbier, et qui a des employés à son service. Le mot "employeur" pour les fins de la présente convention, comprend et désigne aussi toute personne qui loue pour lui-même, à l'heure ou à forfait, les services individuels d'un maître-barbier ou d'un maître-coiffeur de l'un ou l'autre sexe.

b.—Le mot "compagnon" signifie toute personne du métier qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a obtenu soit du Bureau des Examineurs nommé par le comité conjoint, soit de son organisation ouvrière un certificat de qualification, lui donnant droit au salaire régulier de compagnon stipulé ci-après.

c.—Les expressions "barbier, coiffeur et coiffeuse" signifient toute personne qui fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

II.—*Salaires minima:*

a.—Durant les mois d'été, du 1er jour de mai au 31ième jour d'octobre y compris, le salaire des Compagnons sera de \$15.00 par semaine avec en plus une commission de 50% sur les recettes brutes au-dessus de \$25.00 chaque semaine, par chacun des Compagnons.

Durant les mois d'hiver, c'est-à-dire du 1er Novembre au 30 avril compris, le salaire des compagnons sera de \$12.00 par semaine avec en plus une commission de 65% sur les recettes brutes au-dessus de \$20.00 chaque semaine, par chacun des compagnons.

b.—Durant les mois d'été tel que stipulé plus haut, quand un patron emploiera un compagnon comme remplaçant temporairement ou en fin de semaine, ou comme employé surnuméraire, il lui paiera un salaire de \$2.50 par jour avec en plus une commission de 50% sur les recettes brutes au-dessus de \$4.00 par jour; à l'exception du samedi ou la veille des fêtes où le salaire sera de \$5.00 par jour avec en plus une commission de

Concerning a collective labour agreement respecting the barber trade in Rouyn and Noranda

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated October 2nd., (1935), sets forth:

Whereas, pursuant to article 4 of the collective labour agreement's Act (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), l'Union des Maîtres-Barbiers de Rouyn et Noranda and le Syndicat des Compagnons Barbiers de Rouyn et Noranda, have jointly presented a request to the effect that the collective labour agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

"L'Union des Maîtres-Barbiers de Rouyn et Noranda";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Compagnons-Barbiers de Rouyn et Noranda",
be rendered obligatory for the employees and employers of the trades concerned, according to the following conditions:

I.—*Definition of terms:*

a. In the present agreement, the word "employer" signifies any tradesman who operates a beauty parlour and a barber shop and who has employees at his service. The word "employer" for the purposes of the present agreement, includes and designates also any person who personally hires by the hour or by the job the personal services of a master-barber or a master-hairdresser of either sex.

b. The word "journeyman" signifies any tradesman who has served his apprenticeship according to the conditions hereinafter determined and who has obtained, either from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee, or from his Trade organization, a certificate of competency entitling him to the regular journeyman's salary stipulated hereinafter.

c. The expressions barber, male and female hairdresser signify and include any person who shaves, cuts, clips, fixes, trims, and singes hair, washes the head by the method of shampooing, gives massages, manicures, facial, skin, hand and hair or scalp treatments.

II.—*Minimum Wages:*

a. During the summer months, from the 1st day of May to the 31st day of October inclusively, the wages for journeymen shall be \$15.00 per week plus a commission of 50% on the gross receipts over \$25.00 each week, per each journeyman.

During the winter months, that is to say from the 1st of November to the 30th of April inclusively, the wages of journeymen shall be \$12.00 per week plus a commission of 65% on all gross receipts over \$20.00 each week, per each journeyman.

b. During the summer months as hereinabove stipulated, when an employer employs one journeyman as temporary substitute or for weekends or as supernumerary employee, he shall pay him a wage of \$2.50 per day plus a commission of 50% on all gross receipts over \$4.00 per day; with the exception of Saturday or the eves of holidays when the wage shall be \$5.00 per day plus a commission of 50% on all gross receipts over \$7.50 per such

50% sur les recettes brutes au-dessus de \$7.50 ce jour-là. Durant les autres mois de l'année, c'est-à-dire du 1er novembre au 30 avril compris, le salaire sera de \$2.00 par jour, avec en plus une commission de 50% sur les recettes brutes au-dessus de \$3.50 chaque jour par chacun des compagnons, à l'exception du samedi ou la veille des fêtes où le salaire sera de \$3.00 par jour, avec en plus une commission de 65% sur les recettes brutes au-dessus de \$4.50 ce jour-là.

c. Toute personne utilisant les services d'une coiffeuse devra lui payer le salaire déterminé par l'ordonnance No 19 de la Commission du salaire minimum des femmes.

d. Salaire à contrat ou à la pièce:

Le salaire de toute personne du métier, maître ou employé barbier, coiffeur pour hommes, à la pièce ou à forfait (job) ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

Coupe de cheveux, Hommes.....	\$0.40
Coupe de cheveux, Dames.....	0.40
Coupe de cheveux, Enfants.....	0.25
Barbe.....	0.25
Barbe, à l'Hôpital, l'hôtel ou maison privée.....	0.50
Cheveux, à l'Hôpital, l'hôtel ou maison privée.....	1.00
Aiguillage de rasoir.....	0.40
Shampoo ordinaire.....	0.50
Shampoo Fitch's.....	0.75
Shampoo Mange Cure.....	1.00
Massage, Crème Rose.....	0.50
Massage, Citron.....	0.75
Massage "Boue" (MUD).....	1.00
Flambage des cheveux.....	0.25
Toutes les lotions et toniques.....	0.25

e. Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés ne pourra être donné au client.

f. Si un employeur ou coiffeur loge ou nourrit un ou plusieurs de ses employés, le taux qu'il devra charger ne devra jamais dépasser \$2.00 par semaine pour le gîte et \$4.00 par semaine pour la nourriture.

g. Un patron barbier ou coiffeur ne pourra louer une ou plusieurs chaises à un compagnon-barbier, coiffeur ou coiffeuse, ou à un autre patron barbier, coiffeur ou coiffeuse.

III.—Durée du travail:

a. La semaine de travail sera de 57 heures, réparties quotidiennement entre 8 heures du matin et 8 heures du soir, à l'exception des jours de "paie" de la Mine Noranda, et de la veille des fêtes d'obligations ou chômées où le travail se continuera jusqu'à 10 heures du soir et le samedi jusqu'à 11 heures p. m. ainsi que les trois jours précédant chacune des fêtes de Noël et du Jour de l'An, avec une interruption d'une heure pour les repas, le midi, et le soir.

b. Durant les mois de juin, juillet, août et septembre, les boutiques fermeront à midi les mercredi, à l'exception toutefois où ce jour sera la veille d'un jour de fête chômée ou sera un jour de "paie" de la Mine Noranda.

c. Durant ces mois de juin, juillet, août et septembre, lorsqu'il n'y aura pas eu de demi-jour pour les raisons énumérées au paragraphe précédent ou toute autre raison, ainsi que durant tous les autres mois de l'année, tout employé-barbier aura droit à un congé hebdomadaire de sept heures consécutives, pourvu qu'il n'y ait pas eu une fête chômée durant la semaine.

d. Il est convenu que les salons de barbier de la Ville de Noranda fermeront chaque fois que ceux

day. During the other months of the year, that is to say from the 1st of November to the 30th. of April inclusively, the wages shall be \$2.00 per day, plus a commission of 50% on all gross receipts over \$3.50 each day for each journeyman, with the exception of Saturday or the eves of holidays when the wages shall be \$3.00 per day, plus a commission of 65% on the gross receipts over \$4.50 for such day.

c. Any person employing the services of a female hairdresser must pay her the wages determined in Order No. 19 of the Women's Minimum Wage Board.

d. Wages for job or piece work:

The wages of any person of the trade, master or employee barber, men's hairdresser, for piece or job work, must never be less than the following rates:

Haircut for men.....	\$0.40
" " ladies.....	0.40
" " children.....	0.25
Shave.....	0.25
Shave, at a hospital, hotel or priv. dwelling.....	0.50
Haircut, at a hospital, hotel or private dwelling.....	1.00
Sharpening razor.....	0.40
Ordinary Shampoo.....	0.50
Fitch's Shampoo.....	0.75
Mange Cure Shampoo.....	1.00
Rose Cream Massage.....	0.50
Lemon Cream Massage.....	0.75
Mud Cream Massage.....	1.00
Singeing hair.....	0.25
All lotions and tonics.....	0.25

e. No object of any value whatsoever which might serve to lower the rates above enumerated shall be given to a customer.

f. If an employer or hairdresser lodges or boards one or more of his employees, the rate which he should charge must never exceed \$2.00 a week for lodging and \$4.00 a week for board.

g. A master barber or hairdresser shall not lease one or more chairs to a journeyman-barber, male or female hairdresser, to another master-barber, male or female hairdresser.

III.—Working hours:

a. The week's work shall consist of 57 hours, divided daily between 8 o'clock in the forenoon and 8 o'clock in the evening, with the exception of "pay days" for the Noranda Mine, and the eve of holidays of obligation or legal holidays when the work shall continue until 10 o'clock at night and Saturday until 11 o'clock P.M., as well as the three days preceding each of the feasts of Christmas and New Year, with an interruption of one hour for meals, at noon and in the evening.

b. During the months of June, July, August and September the shops shall close at noon on Wednesdays, with the exception however when such a day happens to be the eve of a holiday or a "Payday" of the Noranda Mine.

c. During the months of June, July, August and September, when there has been no half-holiday for reasons enumerated in the preceding paragraph or for any other reason, as well as during all the other months of the year, all barber-employees shall be entitled to a weekly holiday of seven consecutive hours, provided there be no legal holiday during that week.

d. It is agreed that the barber shops in the Town of Noranda shall close every time those in

de Rouyn fermeront, qu'il y ait fête chômée ou non à Noranda ces jours-là.

e. Tout travail exécuté en dehors des heures ci-haut mentionnées, par un ouvrier régulier ou surnuméraire, sera considéré comme temps supplémentaire. Toutefois, ne sera pas considéré comme temps supplémentaire le temps que prendra l'employé pour finir le travail commencé sur un client à l'heure de la fermeture.

IV.—*Conflicts:*

Aucune grève ou contre-grève ne pourra être faite sans que, au préalable, tous les moyens de conciliation aient été épuisés.

V.—*Durée de la convention:*

La présente convention sera valable à partir de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et restera en vigueur pour une période de trois ans. Au cas où une nouvelle convention ne pourrait être signée en temps pour faire suite à la présente convention, cette entente sera continuée jusqu'à ce que la nouvelle convention devienne en vigueur.

VI.—*Jurisdiction territoriale:*

La juridiction territoriale pour fins d'application de la présente convention comprend les Villes de Rouyn et Noranda et tout le Canton Rouyn.

VII.—Les compagnons qui, eu raison de leur âge avancé ou pour cause d'infirmités, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au comité conjoint, lequel comité pourra, s'il y a lieu, réviser l'échelle de salaires pour chacun des cas soumis à son attention.

VIII.—Le comité conjoint se composera de trois Maîtres-Barbiers dont l'un de Noranda, et de deux Compagnons. Ce Comité sera choisi par les personnes intéressées à une assemblée générale.

IX.—Du consentement des deux parties au contrat, le comité conjoint, au nom des parties contractantes, pourra apporter toute modification qu'il jugera dans l'intérêt de la profession.

X.—Il est convenu que, si cette convention n'est pas approuvée par le Ministère du Travail, liant sans exception tous les patrons et les compagnons du métier de barbier dans la juridiction territoriale désignée, les signatures apparaissant sur la requête seront nulles et d'aucun effet.

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 août 1935 et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date, contre ladite requête;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaire et à la durée du travail pour les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64.

Rouyn close, whether it be a legal holiday in Noranda or not on the said days.

e. All work performed outside the hours hereinabove mentioned, by a regular or extra workman, shall be considered as overtime. However, the time taken by an employee to finish work commenced on a customer at closing time, shall not be considered as overtime.

IV.—*Disputes:*

No strike or counter-strike shall be declared unless, previously, all conciliation measures have been exhausted.

V.—*Duration of the agreement:*

The present agreement is valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the present request and shall remain in force for a period of three years. In case a new agreement cannot be signed in time to follow the present agreement, this agreement shall continue until the new agreement shall come into force.

VI.—*Territorial Jurisdiction:*

The territorial jurisdiction for the enforcement of the present agreement comprises the Towns of Rouyn and Noranda and all the township of Rouyn.

VII.—Journeymen who, due to advanced age, or infirmity unable to give the ordinary service of a competent worker, may have their case referred to the Joint Committee, which committee may, if expedient, revise the scale of wages for each case submitted to its consideration.

VIII.—The Joint Committee shall be composed of three Master-Barbers including one from Noranda, and of two Journeymen. This Joint Committee shall be chosen by the interested parties at a general meeting.

IX.—With the consent of the two parties to this contract, the Joint Committee may make any amendment which it may deem in the interest of the profession.

X.—It is agreed that, if this agreement is not approved by the Minister of Labour, binding without exception all the employers and journeymen of the barber trade within the territorial jurisdiction designated, the signatures appearing on the request shall be null and void.

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of August 21st., 1935, and no objection has been presented from that date against the said request;

Whereas the provisions relating to the rate of wages and the duration of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

The Honourable Minister recommends the approval of the said request pursuant to provisions of article 4 of the Law 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 40

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Brien vs Marquis.....	3991
" Chagnon vs Gatién.....	3990
" Gariépy vs Labrecque.....	3990
" Gilbert vs Sévigny.....	3991

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—..... 3951

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la vente de la perdrix.....	3988
Concernant le métier de barbier dans Rouyn et Noranda.....	4024
Concernant les imprimeurs et les édi- teurs de la cité et du district de Québec.....	4020
Concernant l'industrie des vêtements pour hommes et garçons.....	4024

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe.....	3986
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman.....	3986
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Irenée.....	3986
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la pa- roisse de Saint-Magloire.....	3987
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas.....	3987
Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Blainville.....	3987
Sterling Trusts Corporation.....	3988

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière.....	3989
South Belt Gold Mines, Ltd.....	3988
Ville de Nicolet.....	3989
Ville de Port-Alfred.....	3990

BUREAUX-CHEFS:—

Club de Hockey Canadien, Inc.....	3991
G.-Emile Roy, Ltée.....	3991
Homes Incorporated.....	3992
Laflamme & Laflamme, Ltd.....	3991
Quebec Flour Mills Co., Ltd.....	3991

CHARTES:—ABANDON DE:—

Chomedy Apartments, Limited.....	3992
South Shore Investments, Ltd.....	3992

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Paroisse de Saint-Liguori.....	3992
--------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Brébeuf.....	3993
Municipalité scolaire de Shawinigan- Falls.....	3993

ERRATA:—

Brunelle, Edouard.....	3993
Cité d'Outremont.....	3993
Dion vs Aubut.....	3993

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Brien vs Marquis.....	3991
" Chagnon vs Gatién.....	3990
" Gariépy vs Labrecque.....	3990
" Gilbert vs Sévigny.....	3991

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—..... 3951

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the sale of Partridge.....	3988
Respecting the barber trade in Rouyn and Noranda.....	4024
Respecting the Printers and Editors of the City and District of Quebec.....	4020
Respecting the men's and boy's clothing industry.....	4024

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe.....	3986
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman.....	3986
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Irenée.....	3986
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la pa- roisse de Saint-Magloire.....	3987
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas.....	3987
Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Blainville.....	3987
Sterling Trusts Corporation.....	3988

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission.....	3989
South Belt Gold Mines, Ltd.....	3988
Town of Nicolet.....	3989
Town of Port-Alfred.....	3990

CHIEF-OFFICES:—

Club de Hockey Canadien, Inc.....	3991
G.-Emile Roy, Ltée.....	3991
Homes Incorporated.....	3992
Laflamme & Laflamme, Ltd.....	3991
Quebec Flour Mills Co., Ltd.....	3991

CHARTERS:—SURRENDER OF:—

Chomedy Apartments, Limited.....	3992
South Shore Investments, Ltd.....	3992

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Parish of Saint Liguori.....	3992
------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Brébeuf.....	3993
School Municipality of Shawinigan-Falls.....	3993

ERRATA:—

Brunelle, Edouard.....	3993
City of Outremont.....	3993
Dion vs Aubut.....	3993

LETTRES PATENTES:—

Canadian Coat & Apron Supply, Ltd. . . .	3964
Chenier, Limitée	3965
Cie de Construction de la Côte Nord, Ltée	3952
Club de Hockey Canadien, Inc.	3972
Employees' Finance Corporation	3953
La Maison Joseph Boumansour, Ltée	3956
Palais Sohmer, Limitée	3958
Protective Clothing Association of the Province of Quebec, Inc.	3960
Strand Window Cleaning Co., Ltd.	3962
Sunodium (Canada), Ltd.	3969
Vaughn's Barber School, Inc.	3963

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Albert Rouillard, Inc.	3974
Jean Frocks, Inc.	3975
Midlothian Investment Co.	3975
Mormac Gold Mines, Ltd.	3976
Nu-Way Meat Market, Ltd.	3976

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Le Syndicat Professionnel des Maîtres- Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville	4017
Modification de l'arrêté ministériel No 1958 du 19 juillet 1935.	4017

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles	3994
Syndic d'écoles	3994

ORDRE DE COUR:—

Vincent vs Héritiers Dame C. Larue	3994
--	------

SOUMISSIONS:—

Commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke	3995
---	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Noël, Arthur	3995
------------------------	------

VENTES POUR TAXES:—

Cité d'Outremont	3981
Ville de Dolbeau	3984
Ville de Magog	4016
Ville de Rigaud	3980
Ville de Saint-Laurent	3977
Village de Val-Barrette	3985

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Nadeau vs Beaudoin	4016
------------------------------	------

BEAUCE:—

Nadeau et al vs Gilbert	3996
-----------------------------------	------

GASPÉ:—

Gallant vs Héritiers J. C. McDonald	3996
Levesque vs Duret	3997

HULL:—

Cité de Hull vs Wright Builders Supply Ltd.	3998
--	------

LETTERS PATENT:—

Canadian Coat & Apron Supply, Ltd. . . .	3964
Chenier, Limitée	3965
Cie de Construction de la Côte Nord, Ltée	3952
Club de Hockey Canadien, Inc.	3972
Employees' Finance Corporation	3953
La Maison Joseph Boumansour, Ltée	3956
Palais Sohmer, Limitée	3958
Protective Clothing Association of the Province of Quebec, Inc.	3960
Strand Window Cleaning Co., Ltd.	3962
Sunodium (Canada), Ltd.	3969
Vaughn's Barber School, Inc.	3963

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Albert Rouillard, Inc.	3974
Jean Frocks, Inc.	3975
Midlothian Investment Co.	3975
Mormac Gold Mines, Ltd.	3976
Nu-Way Meat Market, Ltd.	3976

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Le Syndicat Professionnel des Maîtres- Barbiers et Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville	4017
Modification of the Order in Council No. 1958 of July 19, 1935.	4017

APPOINTMENTS:—

School Commissioner	3994
School Trustee	3994

RULE OF COURT:—

Vincent vs Heirs Dame C. Larue	3994
--	------

TENDERS:—

School Commissioners of the city of Sherbrooke	3995
---	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Noël, Arthur	3995
------------------------	------

SALES FOR TAXES:—

City of Outremont	3981
Town of Dolbeau	3984
Town of Magog	4016
Town of Rigaud	3980
Town of Saint Laurent	3977
Village of Val-Barrette	3985

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Nadeau vs Beaudoin	4016
------------------------------	------

BEAUCE:—

Nadeau et al vs Gilbert	3996
-----------------------------------	------

GASPÉ:—

Gallant vs Heirs J. C. McDonald	3996
Levesque vs Duret	3997

HULL:—

City of Hull vs Wright Builders Supply Ltd.	3998
--	------

IBERVILLE:—

Quintin vs Brais..... 3999

JOLIETTE:—

Beauchamp vs Dufour..... 3999

KAMOURASKA:—

La Commission du Prêt Agricole Cana-
dien vs Belisle..... 3999
Zaki vs Dugas *et al.*..... 4000

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Ballantyne..... 4002
Archambault *et al* vs Picard..... 4007
Chevrier vs Sam..... 4007
Confederation Life Association vs Levy
et vir...... 4008
Continental Guaranty Corp. of Canada
Ltd vs Rochette..... 4004
Continental Guaranty Corp. of Canada
Ltd vs Rochette..... 4008
Côté vs Latour..... 4005
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Co-
hen..... 4009
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Le-
beuf..... 4005
Deneault vs Brosseau..... 4000
Gadbois *et al* vs Montreuil..... 4005
Hamel *et vir* vs Chaussé *et vir.*..... 4006
Handfield vs Desjardins..... 4002
Montreal Loan and Mortgage Co. vs
Stewart *et vir.*..... 4002
Poirier vs Cadieux..... 4009
St-Pierre vs Papineau..... 4006
The Commercial Loan Co. Ltd vs Des-
champs..... 4010
The Commercial Loan Co. Ltd vs Des-
jardins *et vir.*..... 4010
The Commercial Loan Co., Ltd. vs
O'Hara *et vir.*..... 4001
The Prudential Ins. Co. of America vs
Lavigne..... 4011
The Prudential Ins. Co. of America vs
Usher..... 4003
Zappa *et al* vs Roy..... 4007

NICOLET:—

Baril vs Gendron..... 4011
Poirier vs Gélinas..... 4012

QUÉBEC:—

Alliance Nationale vs Lesage..... 4013
Boivin vs Alain..... 4014
Communauté des Religieuses de l'Hôtel-
Dieu de Québec vs Dion..... 4013
Juneau vs Dion..... 4013
La Commission du Prêt Agricole Cana-
dien vs Pépin..... 4012

RIMOUSKI:—

Price *et al* vs Dubé..... 4015

TROIS-RIVIÈRES:—

Dubé vs Vermette..... 4015

IBERVILLE:—

Quintin vs Brais..... 3999

JOLIETTE:—

Beauchamp vs Dufour..... 3999

KAMOURASKA:—

The Canadian Farm Loan Board vs
Belisle..... 3999
Zaki vs Dugas *et al.*..... 4000

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Ballantyne..... 4002
Archambault *et al* vs Picard..... 4007
Chevrier vs Sam..... 4007
Confederation Life Association vs Levy
et vir...... 4008
Continental Guaranty Corp. of Canada
Ltd vs Rochette..... 4004
Continental Guaranty Corp. of Canada
Ltd vs Rochette..... 4008
Côté vs Latour..... 4005
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Co-
hen..... 4009
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Le-
beuf..... 4005
Deneault vs Brosseau..... 4000
Gadbois *et al* vs Montreuil..... 4005
Hamel *et vir* vs Chaussé *et vir.*..... 4006
Handfield vs Desjardins..... 4002
Montreal Loan and Mortgage Co. vs
Stewart *et vir.*..... 4002
Poirier vs Cadieux..... 4009
St-Pierre vs Papineau..... 4006
The Commercial Loan Co. Ltd vs Des-
champs..... 4010
The Commercial Loan Co. Ltd vs Des-
jardins *et vir.*..... 4010
The Commercial Loan Co., Ltd. vs
O'Hara *et vir.*..... 4001
The Prudential Ins. Co. of America vs
Lavigne..... 4011
The Prudential Ins. Co. of America vs
Usher..... 4003
Zappa *et al* vs Roy..... 4007

NICOLET:—

Baril vs Gendron..... 4011
Poirier vs Gélinas..... 4012

QUÉBEC:—

Alliance Nationale vs Lesage..... 4013
Boivin vs Alain..... 4014
Communauté des Religieuses de l'Hôtel-
Dieu de Québec vs Dion..... 4013
Juneau vs Dion..... 4013
The Canadian Farm Loan Board vs
Pépin..... 4012

RIMOUSKI:—

Price *et al* vs Dubé..... 4015

TROIS-RIVIÈRES:—

Dubé vs Vermette..... 4015